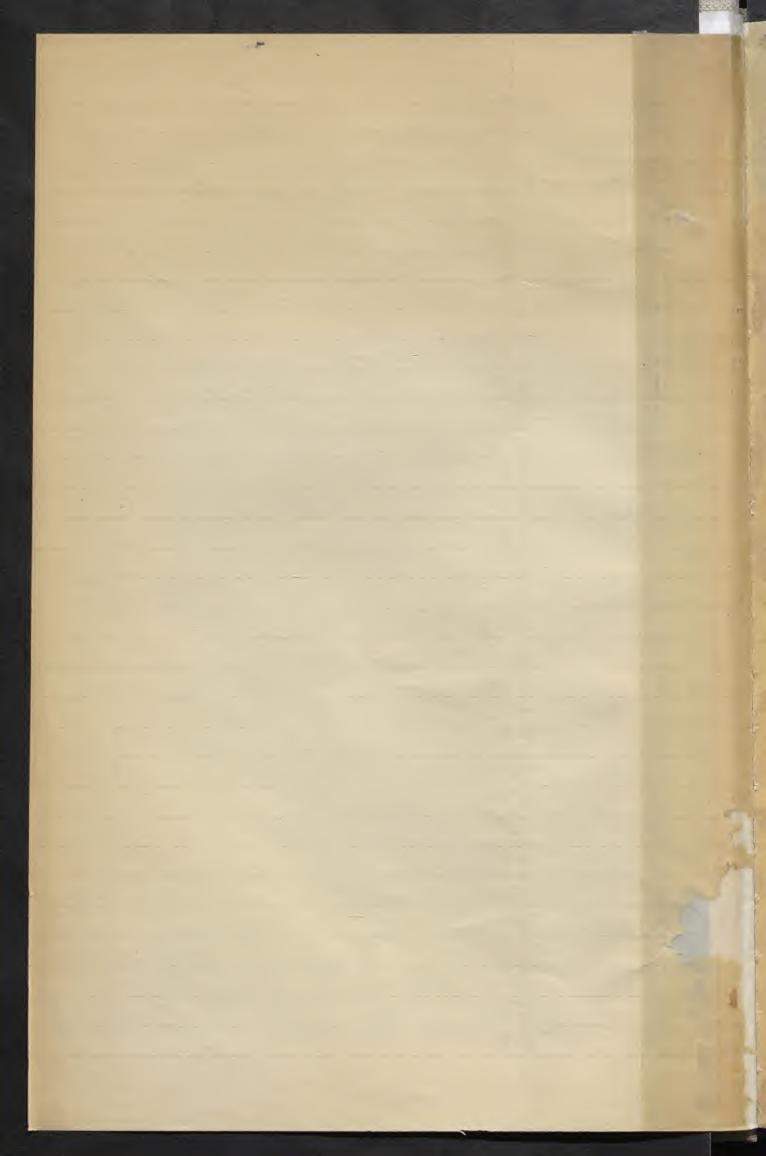


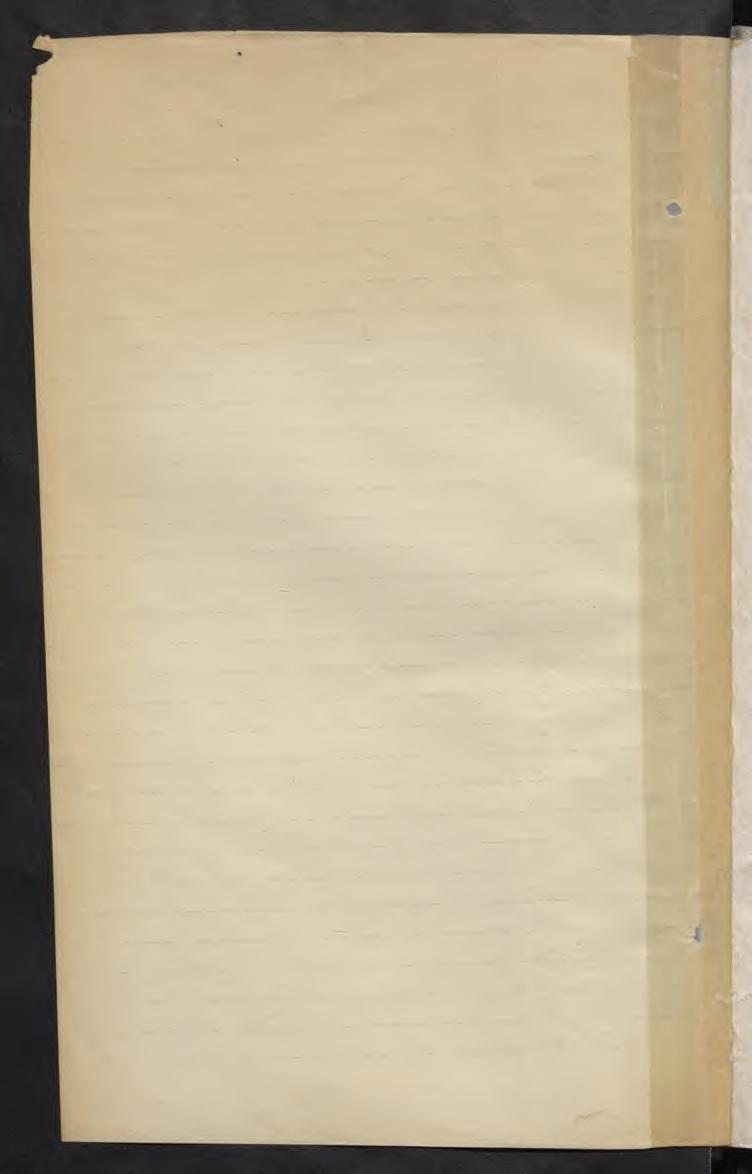
1253846 2, es Chemins de Jer d'intéret local et spécialement des charges qu'ils font peser sur l'état, les Départements et les Communes. Ed. Sacan Ma 17 10



de nombrenses obligations. h'Etatfut oblige de racheter 1400 Kilometres B. Los de 1880. La garantied intérêts depos rempliece la subvention. Elle me doit pas chre supérieure à celle des blépas Lements et des Commes - nedoit pas dépasser la somme nécestaire pour atturer Sol Junterets. Elle comprend metomme fine : foo! par hilometre at come tomme buriable ghis nedot par depar ter hov ood pardepartement. Atte l'oi impose de louries sorcrifices au bisor_ Critiques annquelles donne him la los de 1880 -Paojets de mms yres guyot, et Journart Il Conclusion, grepenser de l'avenir des Chemins de fer d'intérêt local !

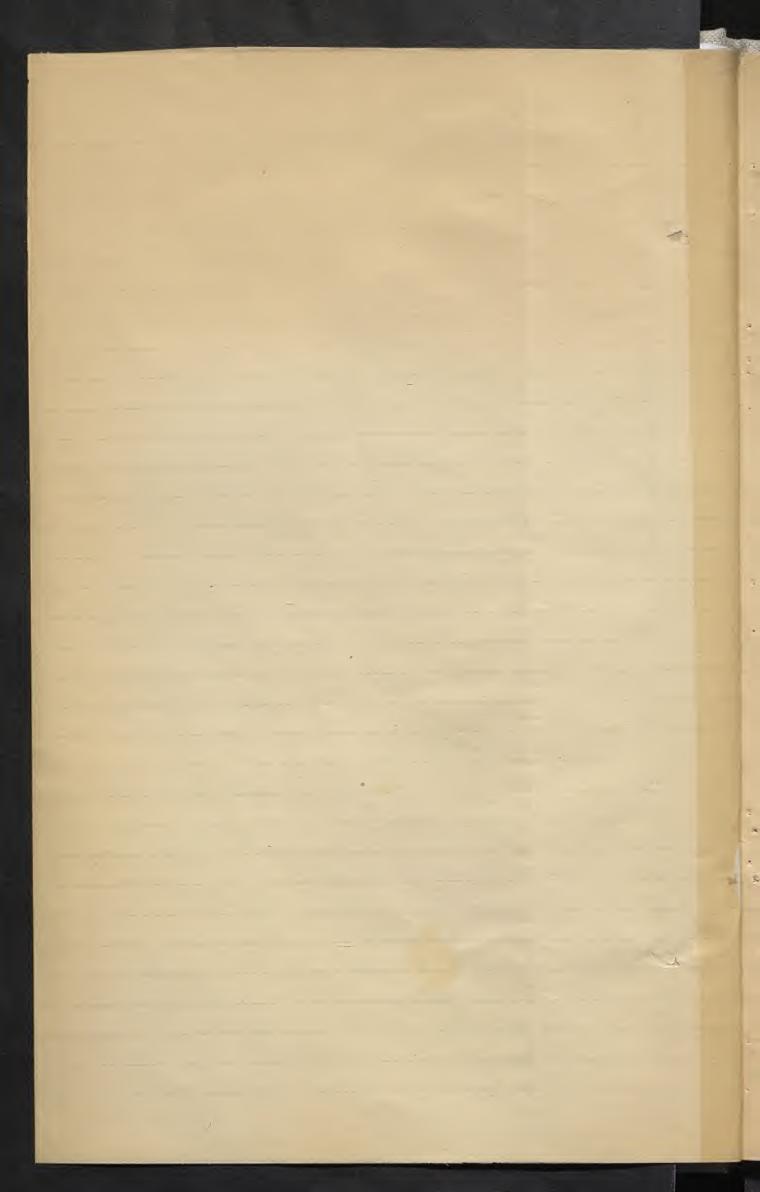


Les Chemins de Fer 1. aacan d'interêt local et spécialement des Charges qu'ils fout peter tur l'Etat, les Méparte. ments, etles Commes-I Estar de définition des Chemins de ferdentérêt local- deur nécettité-Minites deleur action: ils nedoirent pors, ou lien d'être les affluents des grandes hignes, verier leur faire consue-I hotions historiques-III Etablistement 10 mesures prépa-SCIENCE atvires - Approbation - he'cestite d'une BIBLIOTHÉQUE : Orphier des Charges : Orfférences gor celui des Chemins de fer d'un hé rêt Fineral le la Concestion - Proits et obligations du soucedant et du Cortessionnaire Cestion - Fin broils et oblignations de l'Etrat-Comment les Compagnies Concestion maires trouvent elles à se procurer le Capital ne'cestaire? 1 Concours financier del Etal: A doide 186/ re gouvernement donne une subvention en capital qui ne pent départer bruillions- la tpéen-Pation de méla vite de la construction det Chemins de fer d'interit local. Elevis majores. Entreprises mon viables hanierent

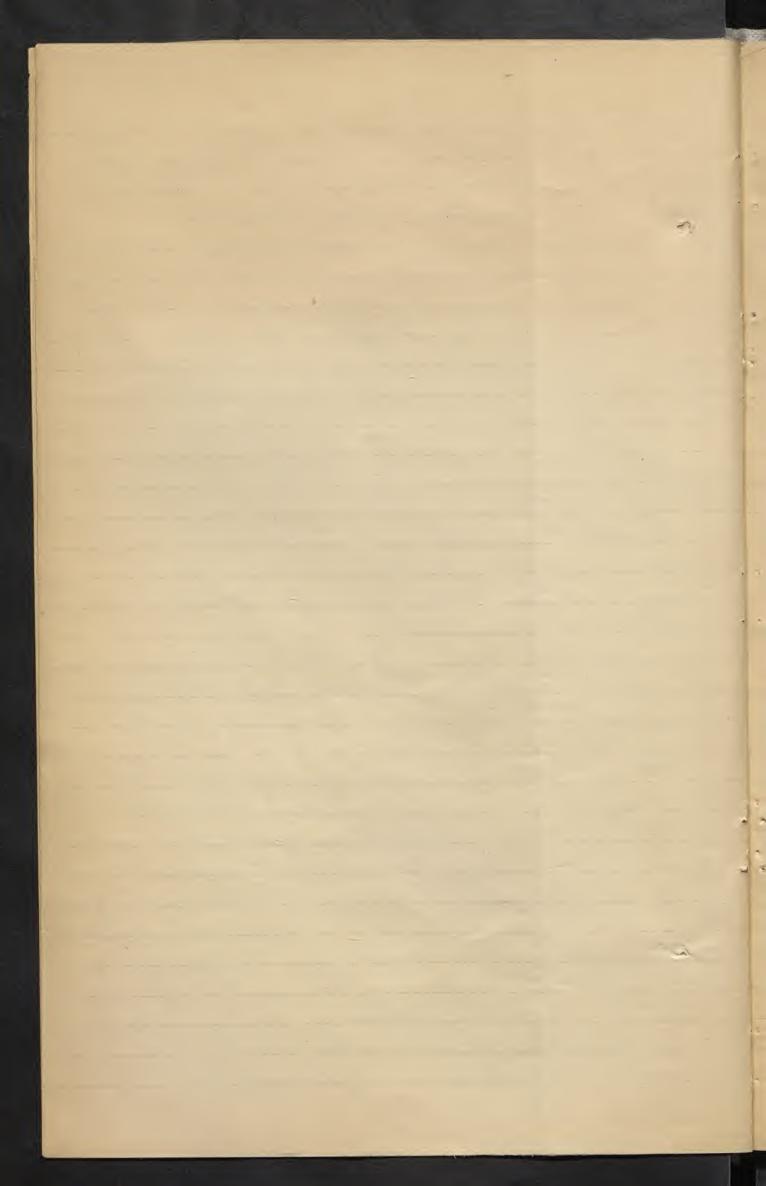


Repprocher la production, della production, della contommation, faciliter les arrivages des matieres premières sur les liens où elles divient être travaillées, et transformées, convoyer autoin les produits pabriques ou manifactures, multiplier les citamqes, rottacher les points inaccessibles proque lu auf grandes artères du mouvement commercial, attein dre enfin ces résultats feconds a la farem de la rapioité et du boy marche des transports, tel est le no ble but que se sont proposés les Chemins defer d'intérêt local.

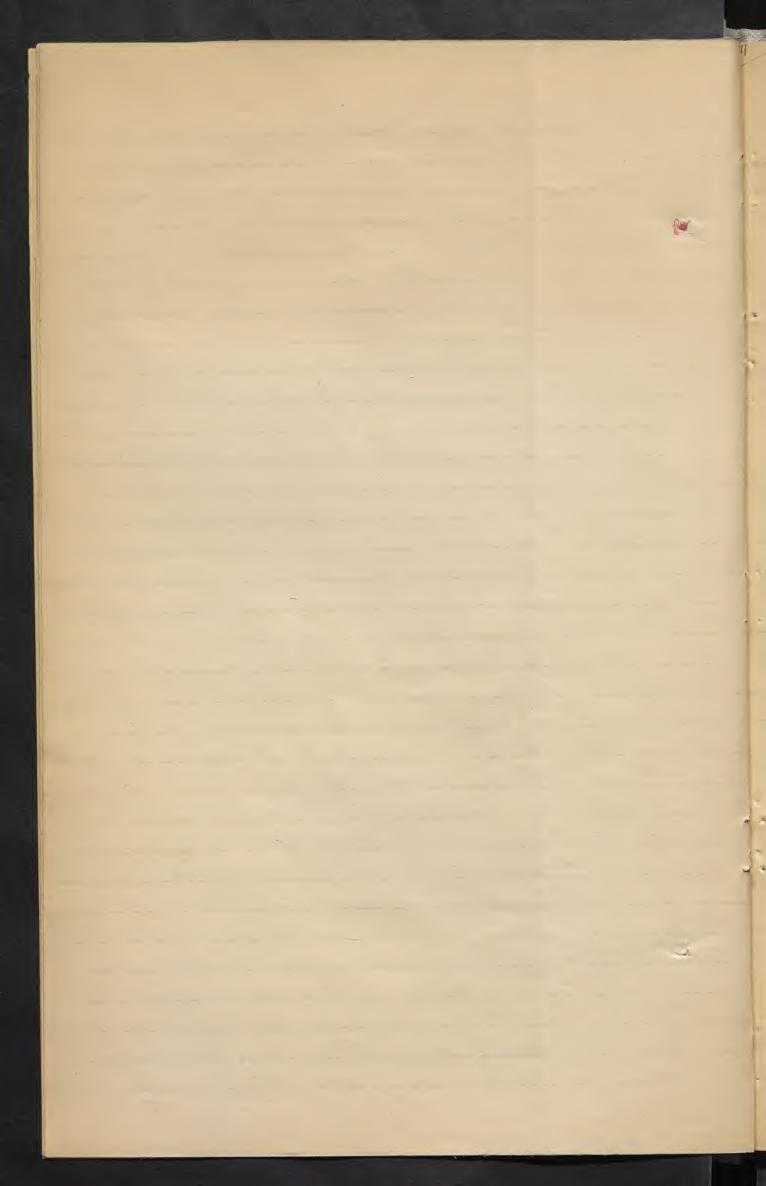
de servicité de cet Chemins de ser était pas auti impériente que celle dere lier entre eng les différents points du derritoire. Anti ne devous nons pas nons étonner de voir que leur établissement atte proche de nous, et que nous déterminérous avec précisions dans la suite dece travail Disons sensent mois. Leurent que c'est surtout depuis le traité de Commèrce de 1860, depuis l'is ausuration



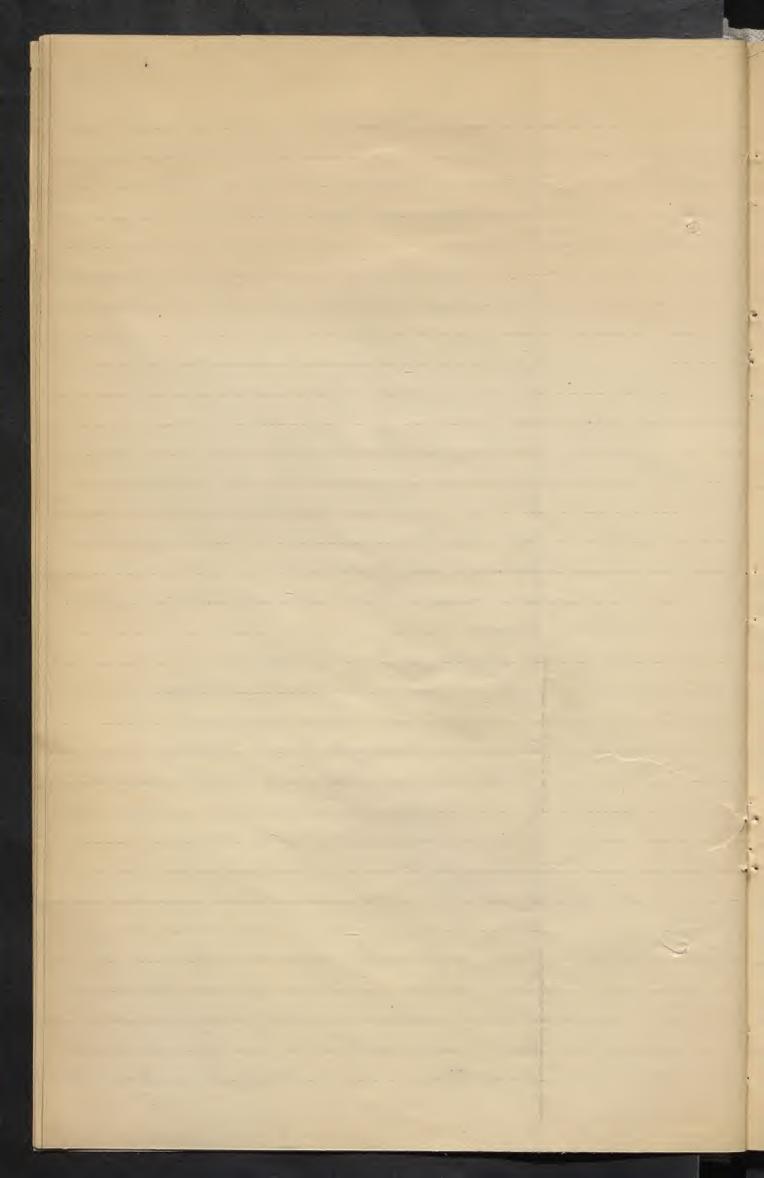
Time ere de liberte relative que l'opinion publique l'est préoccupée de sévelopper les moyens de transport, ces prissaints amfiliaires delse productionme grestions tepose on tenil neure decette êture Elle a donné Adorne encore lien anjourd'hus à de nombrenses controverses: qu'est ce donc ges un Chemin de fer d'intérêt local ? Agris ledistinguer d'un chemin de fer d'intérêt general? uncheming de fer d'insérêt local est celus qui a pour but de detteroir les intérêts d'une région déterminée tant la mettre nécestainement en rapport avec les antres parties du territoire, et qui est concedé par les Administrations Départementales, on Commales. Lors de la préparation de la loi de 1880, le fouvernement et la Commission dusenat te sout demandes s'il ne fallait pas inserer à l'article 1º mo définition des Chemins defer Fintérêt local. Hs en ontrecomme l'impossibilité. Hy a la en effet essentiell ime gression d'espèce Pourtant ils out entendu confer court, any conflits qui l'étaient produits sur le caraction deces Chemins defer en tonnettant auf Chambes unprofet de clattement des Chemins a compludre dans le réseau d'intérêt genéral, projet gui ett devenu arec un certain nombre I additions la los duty pullet 1879 L'atte loi f. Snik å celle du 18 Mai 1878 - Dans



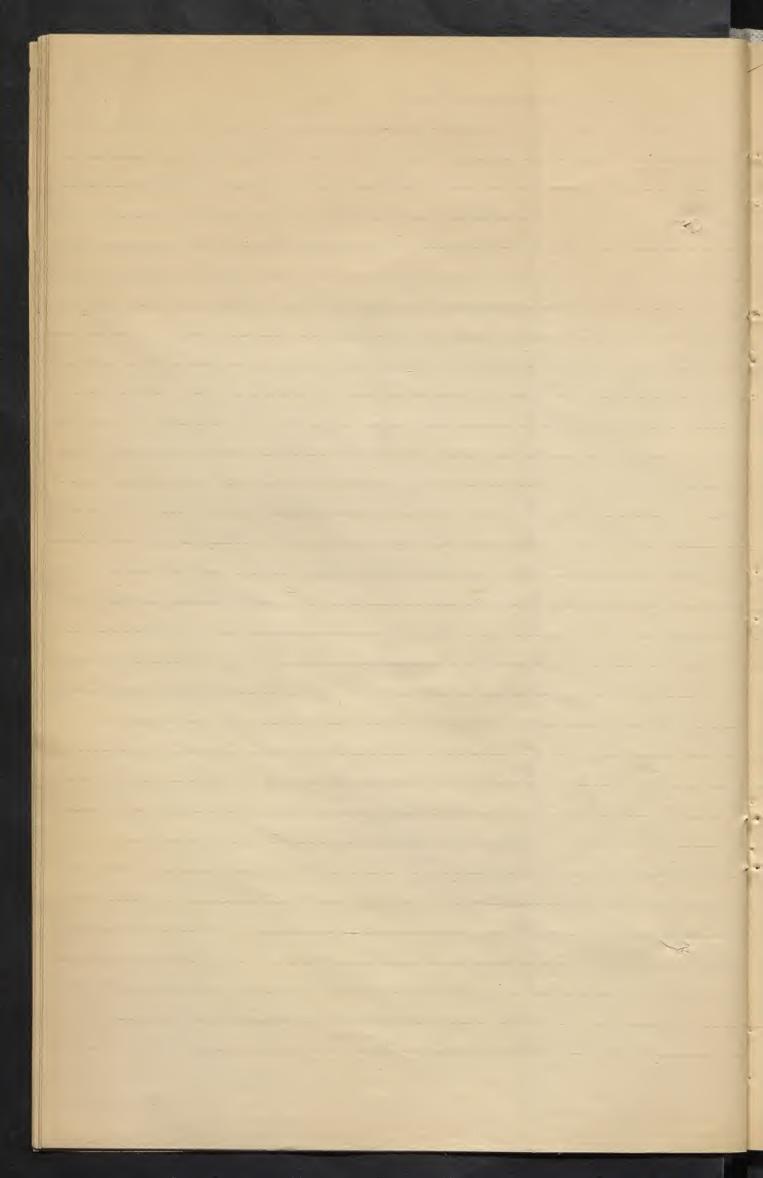
l'exposé de la loi de 1878 hor de tregement, minist des travans publics enumerait A conditions quedevoit remflir unchemin de fer from être recomm Timberet general-Alfallait to gu'il firtusile a la défente to grifetablit une Commiscation plus directe entre den parties du réseau d'une certaine etendre so qu'il rattachat un centre de quelque unportance au système général de nos voies ferries -40 qu'il facilitat les relations dans my interes politiqueon administratifde ræfport de mi Wilson sur la toi actualle badiquait I andres conditions: 1º uneligne était d'intérêt général lorsqu'elle avoit from résultat de desservir le parcous L'unerouse nationale sur les points on leparcours ne correspondant pas a celui d'un Cherry defer. 2. Etarent en 20lien tintirét général les lipres destinées à faciliter l'emploitations du réseau Auchemin defer del Etat-I'm Rentraient confin dans cette catégorie lettiques dont l'établistement avoit pour effet derenore plus airèes les Commiscotions dela trance avec les pays voisins helegislateur semble admethre que tous les chemins may compris dans cette loi doirent êbre contiderés comme des Chemins defer Printerêt local, et en cela il e fort, car on repent limiter l'extensión du réseau d'intérêt général-



Deplus l'article 11 déclare " grime voie fercé pentêtre distraite du dons aine public départemental ou commal, et classe per une loi dans le domaine de l'Etati bu ne pent non plus faire dependre becaractere d'untérêt général on local du fait pour un cherning de fer de sortir on moy I om département, divisions purement administratives exparconsequent arbitraine En effette Cherring de fer de for Ceinhere na toetpas du département de leine et dites etpourtant il fait partie du réseau d'interet général - Parcontres voici certaines lignes 'qui, hier que traversant plusieurs dépar Lements Sout considérées néonnes oins comme constituant des Chemins de fer d'entérêt Lignede Vannur & Portiers 23 Kelous-en maine et hoire H - dans la treme. Lignede Chartres a Jaint Calais. Elle traverse la Jarthe, l'Eure et hoir - et be four et cher] Et pris comment supposer que la los qui a en pour bet de facilitée et de renore plus rapide le développement de notre réseau ait établi une rèfle aut ti genante que celle qui consisterait à faire perdre à une voie ferrer toy conacteu Omteret local des qu'elle dépasserait, re frit ce que de l'Kilomètre les hintes d'un Deparkment, où se trouve sou point de



départ? Pent-on ne considerer comme chemis de fer d'intérêt bocalque les lignes voteis par le conseil generals et tuboentionnées par les llégrantements? Pont on amethre ceta subrention comme étant de l'estence même duchemis defer d'intérêt local! Pandant longsemps, ce fut l'avis de l'Administration Centrele gris te basait sur le rapport présenté aucorps legislatif par hv. le Hou et su la cumare avressie le 12 sout 186/ par le Ministre aux Préféts. d'article Tr's Reminait ainsi « l'élement estentiel des Chemins de fer Insteret local réside dans lefait , Soit del'inite atives soit du con cours det lléprontements, et des Commes. l'est a cethe considerations conditions qu'ils soul appelés à forir de bénéfice de la présente løi! Cette spinon doit être refetie. de meilleme preure en est gr'un grant nombre de lignes ont été construles entie rement any flais des conces tionnaires, Mamais le souvernement n'a houve la plus petite objection à opposer à lem caractère delignes d'intérêt breal - Et puis penten forder les llépartements, êtles Commes à s'imposer de lourds facrifices about qu'un Concessionnaire offredeprendre lestravans ata charge Vailleurs, certains Conteils generals pour le conformer aux prescriptions de l'Administration robaine lue subsention dérisoire de 1 france par Ribonetre -



ordering qui nous permettra de dire: ce cheming de fer doit étre classe dans le reseaux intérêt général, cet antre, par contre, est parson essence un cheming de fer d'intérêt local? Il résulte, selonnous, de la décision de l'anterité chargie de la

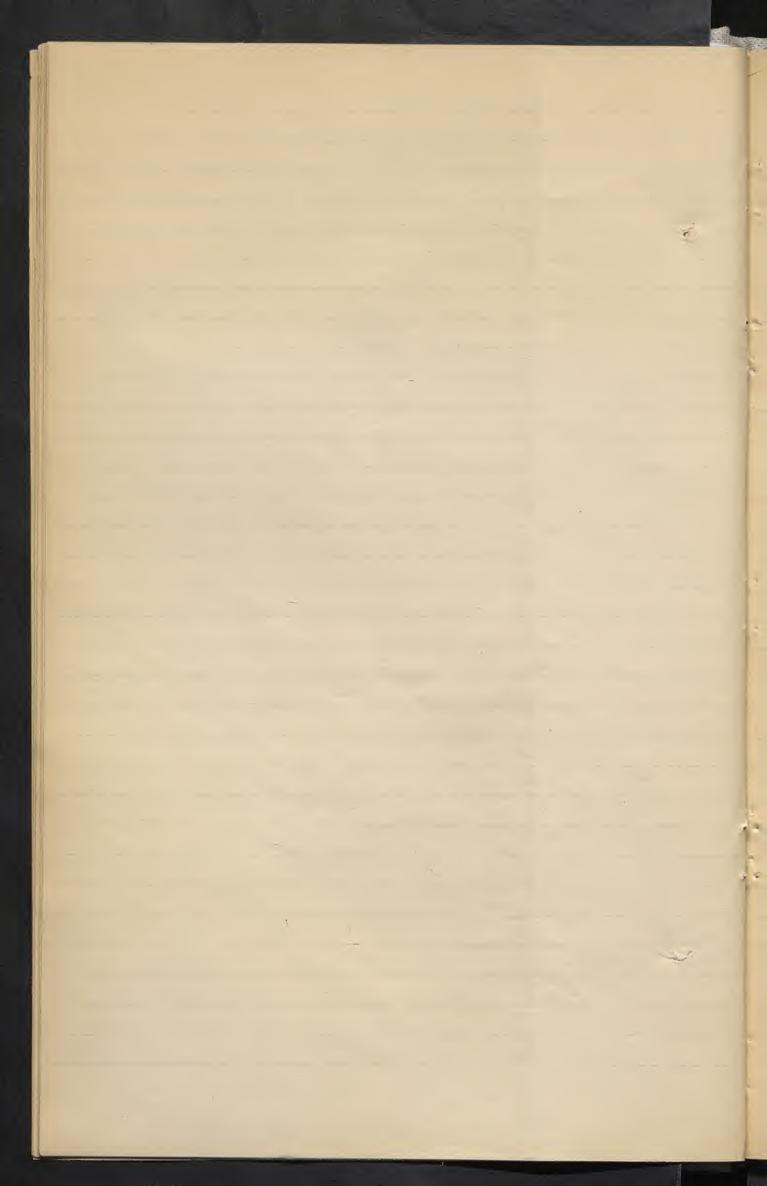
declaration o' utilité publique.

"Controirant, ditle Conseil d'État, que c'est dans la destrication même de chaque cheming de fer projeté et dans sa situation par rapport ang liques existantes qu'il convient de chercher la partie des services qu'il est affelé à rentre, espar contequent le caractère d'intérêt local qu'il pent présenter,

Ces estrai d'ailleurs en ce qui concerne les voies de terre, car c'est par le clas sement que s'établit au point de vue purdique la distinction entre les Chemins vicinais ordinaires, des Chemins d'interes commes, les Chemins de grande commiscation, les roules départementales, et les rouses mationales

hierement grelles sont les lignes quis ne rentrent pas dans le réseau d'intérêt local-:

1º les Chemins de fer alors même grils tout titués turns tent département lors sui et frontière. Le les lignes toudées les mes augantres



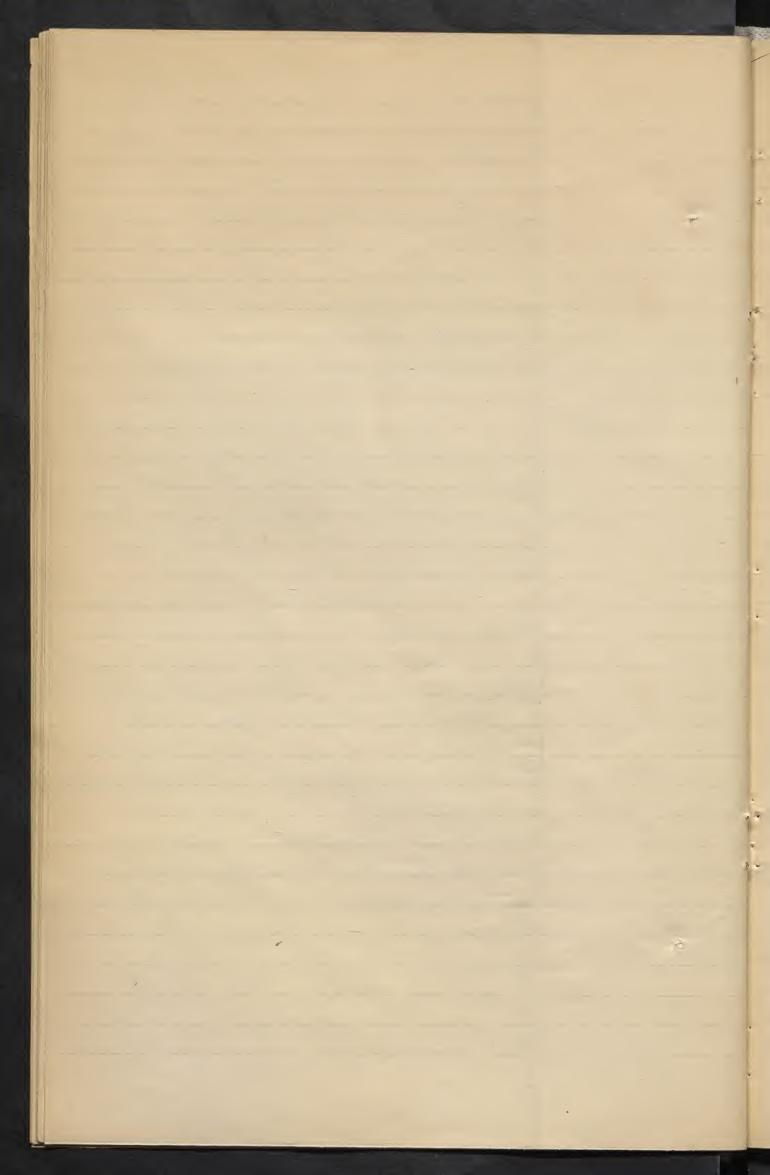
dedlépartement à blepartement Il y amais là cu effet un réseau d'intérêt général. 3: les liques existant meine dur uns dent département mais dettuncées à faire concurence à la lique d'intérêt général, can le but de leur établis sement terait molé. 4: les liques ayant my intérêt ampoint le medelle défente militaire (Réseau de 9se Ceinhure autour de faris)

L'achternies defer métropolitaire.

Ett-il herving d'institue Lucles avantages que pentprésenter le léveloppement des lignes d'intérêt local, et surles benfaits notamment que l'agriculture pent en retires? Je nele crois pres, tant cela est pen organtiable La abajinition criterius des Chemins defer d'intérêt local étant détermine, leur white étant recomme évidente

demandons nous quel est enactement lem but, et quelles limites doivent être ap porheis à lem action - voies ce que dit d'alleurs à ce sujet une circulaire en dote du12 sont 186.

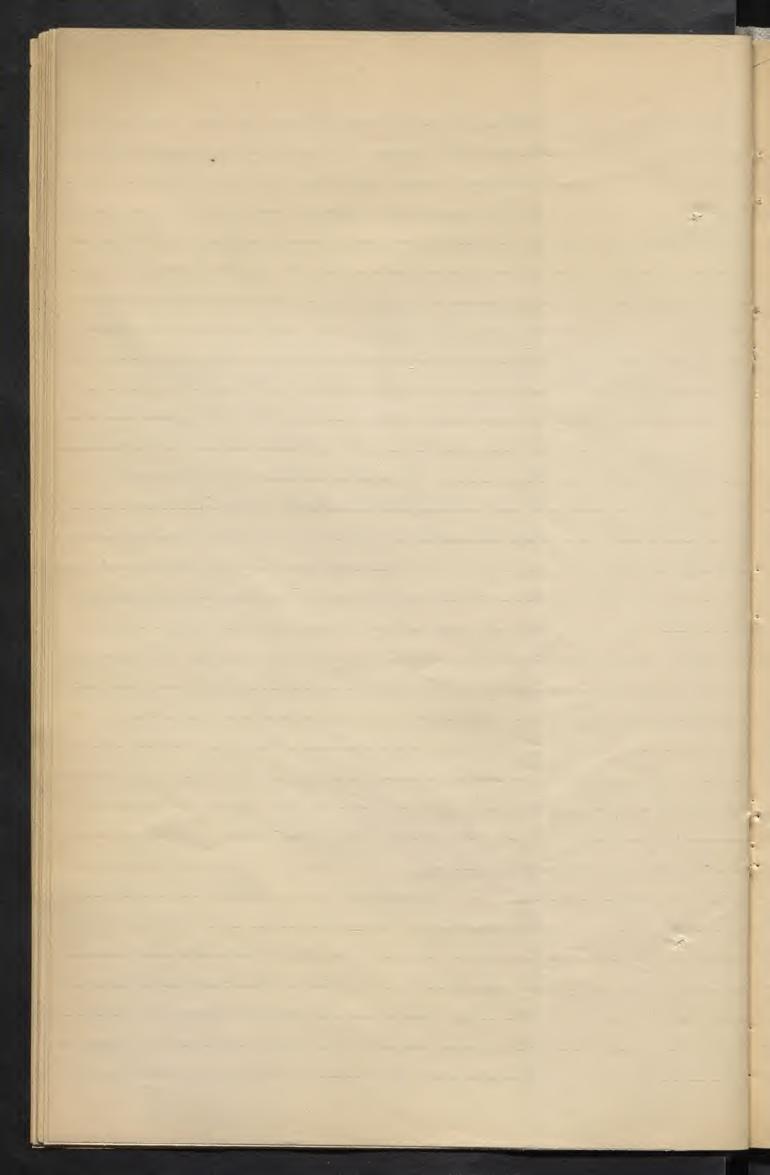
« Ces chemins depront avoir pour objet de relier les localités tecond dues entre elles, mavec les grandes liques actuellement décrétées en trivant loit un plate aux poit une tallée, mais en ciritaint de troverser les grandes vallées, et les faîtes de montagne seur les quels de trouvent généra lement accumulés les ourrages les plus



dithendreng, less est gri en se renjemans dont ces hintes qu'eltere possible de réaliser dans la constructions de ces mon velles voies les conditions que permettent any departements d'entupporter les charges, Agrion ne verra pas de substituer à des Chemins d'interet local des voies ferreis qui antien de former les afflirents des grandes lignes viendrarent détruire la gralifé des rescang cries from l'état. Ils me doivent pas, en un mot, avoir d'antre prétentions que d'être au grand réseau cepule chemin vicinal de grande commication est à la route départementaly etcelle-cià la route mationales c'est à dire my affhient, Coconcurrence ferait I willow un dommage pour la fortune publique Carily aurait to double emplos- l'en dervit us également pour les Craitées de l'Etat prisque la garantie d'intérêts que le tresor doit aux glandes Compagnies en veitudes Courentions Le trouverdit ang

mendée notablement, et antien de conter al'élat 40 milhous paray en gerait pent etre delui my tarrifice de 60 on to millions

Il est, secrois, while maintement d'examiner très brievement les motifs qui ont amené la création des Chemins de ferd intérêt local, les propositions, et les lois qui ont été forités dans ce sens contre paraît qu'une courte étude historique, lois d'être un vais préambule,

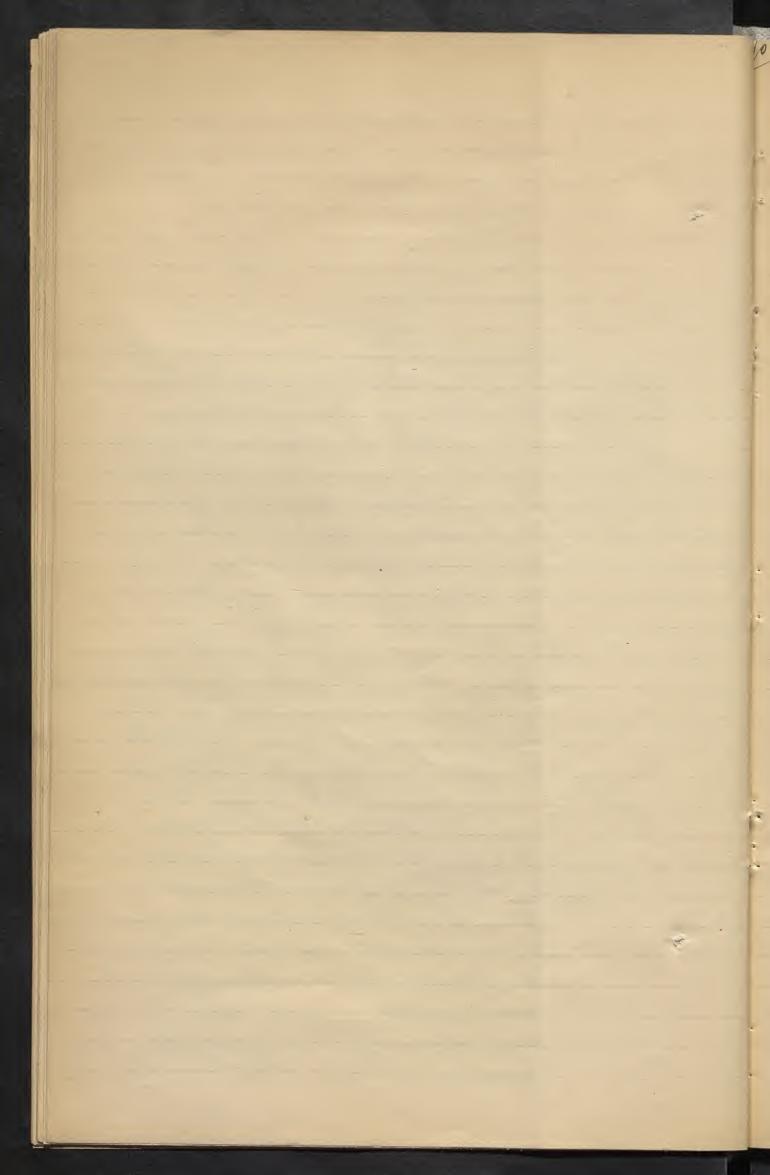


aura l'avantage de bien nous montres comment les législateurs succes sifs ou compriscette imprortante question, et nouspermettra ains de parter des vues ment éclaires turles différents points qui ferout, par la suite, l'objet d'une étude approfondre d'initiative deces Chemins de Par Ahris en 18/8, 18/9, 1860. He leur applyn baliges hating tes Chemins vicinary. En 1861, my arrêté du Missatre des harang publics institua une Commission charge d'étudier entre autres questions la Construction, effection aboy marche des Chemins de fer. Les Mai 1863 la Comissa remit tou rapport an ministre. Voices Comment elle condinait: a du premier comp toeil, disait son rapparteur, l'esprit d'entreprite est luis éloigné de teporter vers cette mature d'affaires; cela est aussi pasent que regrettable susti n'este ni des capitalistes, vis des possessems det tetres actuels des chemins de fer qu'il yatien I attendre une initiative efficace. It f. provoprer les épargnes locales, c'acela temble facile à la condition que l'on tache queres éparques ne pensent être placées plut fructurensement pour les intéressés directs, expount interstrue générale

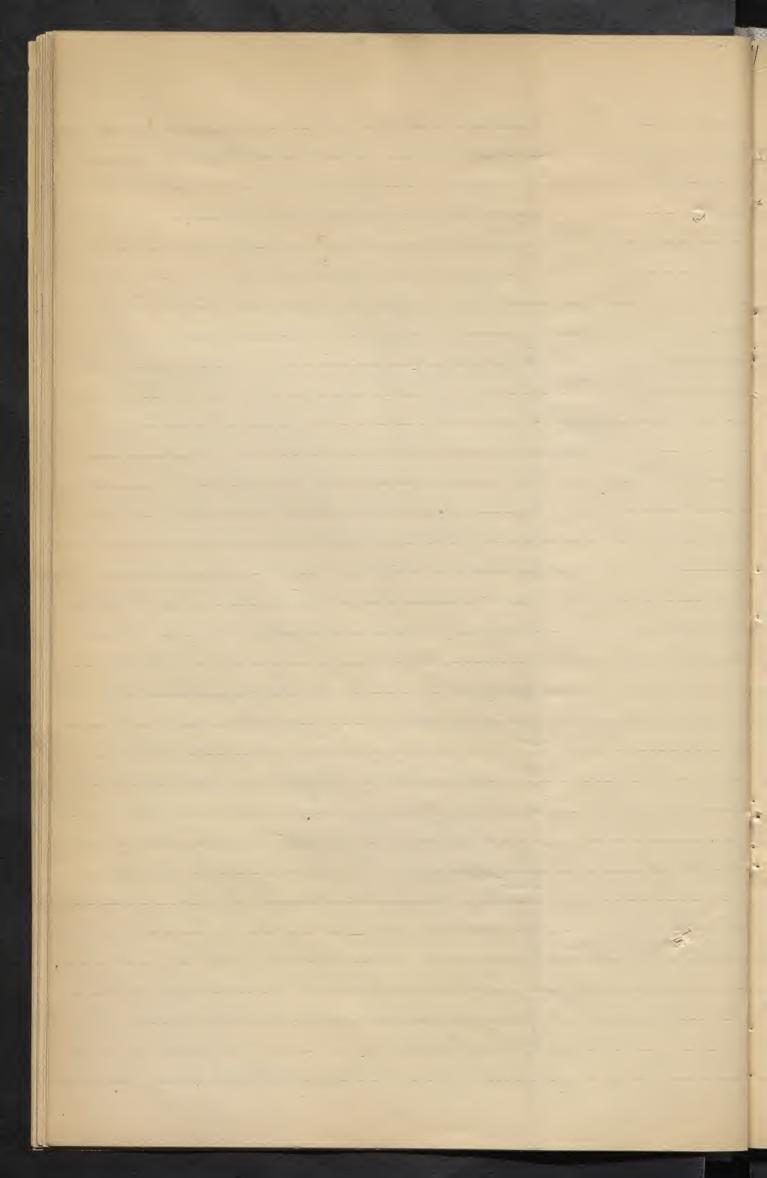
or cela terrible in contestable to l'on

de détermine à prendre pour base de

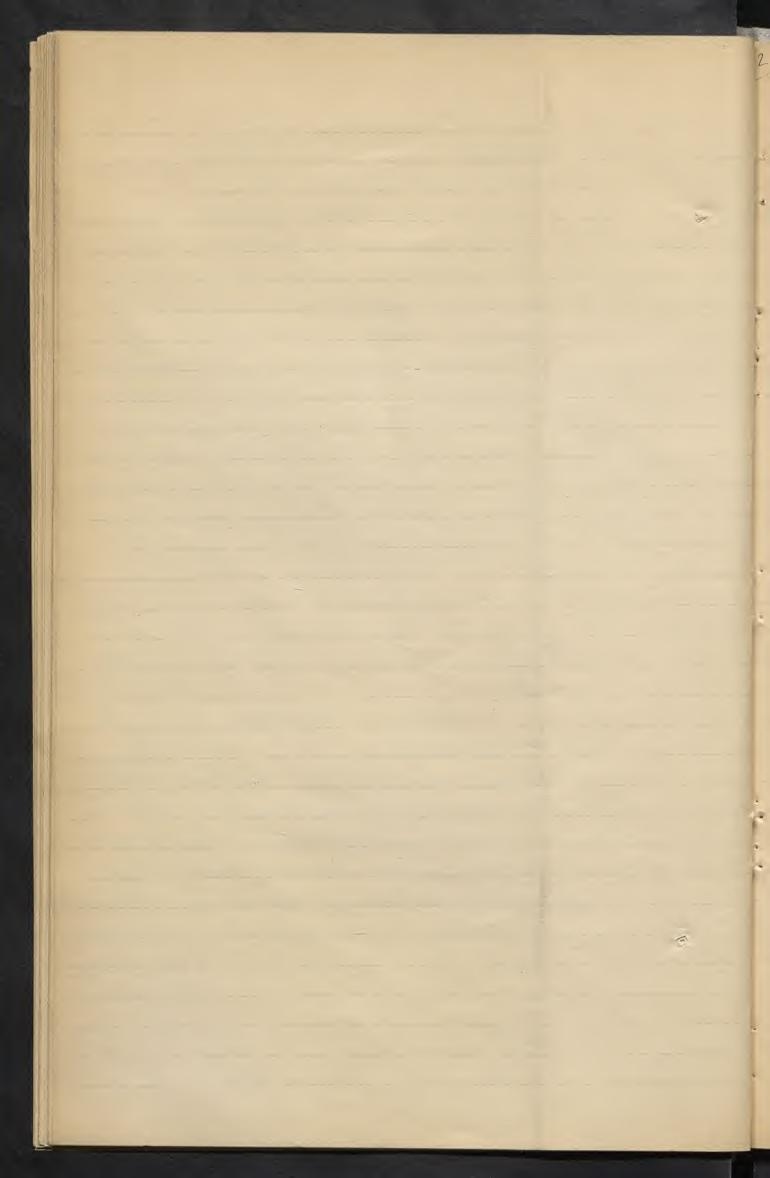
pareilles entreprises l'alliterté d'adapter les



Ayfres des Chemins d'embranchement an referre qu'ils pouraient trouver dans le trafie, et d'appliquer à ce trafie un tarif proportionnel auf dépenses d'établis Servent et au service rendu, Le rapporteur ajoutait que: " heplus grande lotitude der ail être haiste fant à l'Administration pour autoriser, qu'auconcestionnaire, pour cons. tunie et explorter, queles lignes de ce reseau devant être, dons ha plupart des cos, des Chemis & transfordement, elles nouvout Alberont même différer estentiellement fant Loutle rapport dela construction que sous celui del'explortos, des chemms compris dans les reserve prefu'ies cheblis que der bort, les prescriptions du cabier des charges ordina devaient être trimplifies encept concerne cettiques de manière 1º a permettre de paire varier seloy les cas la largem de la voie, le poids des vails, le système du matiriel roulant les rompes et les courbes 20 à Imprimer l'obligation de la cloture en tant que règle absolue, et & autoriser pour les batuments des stations les formes lesplus suiples Gre toute fois il territ désirable que vans chaque groupe les Chemins locare fussent construits avec la même largem de voie, demanière apouroir être desservis par le meine matériel voulant, meis gre cette miformité spéciale redoit pas etre érigée en Trefleabtolue_ a gir a l'égard de l'exploitation de cet lignes,

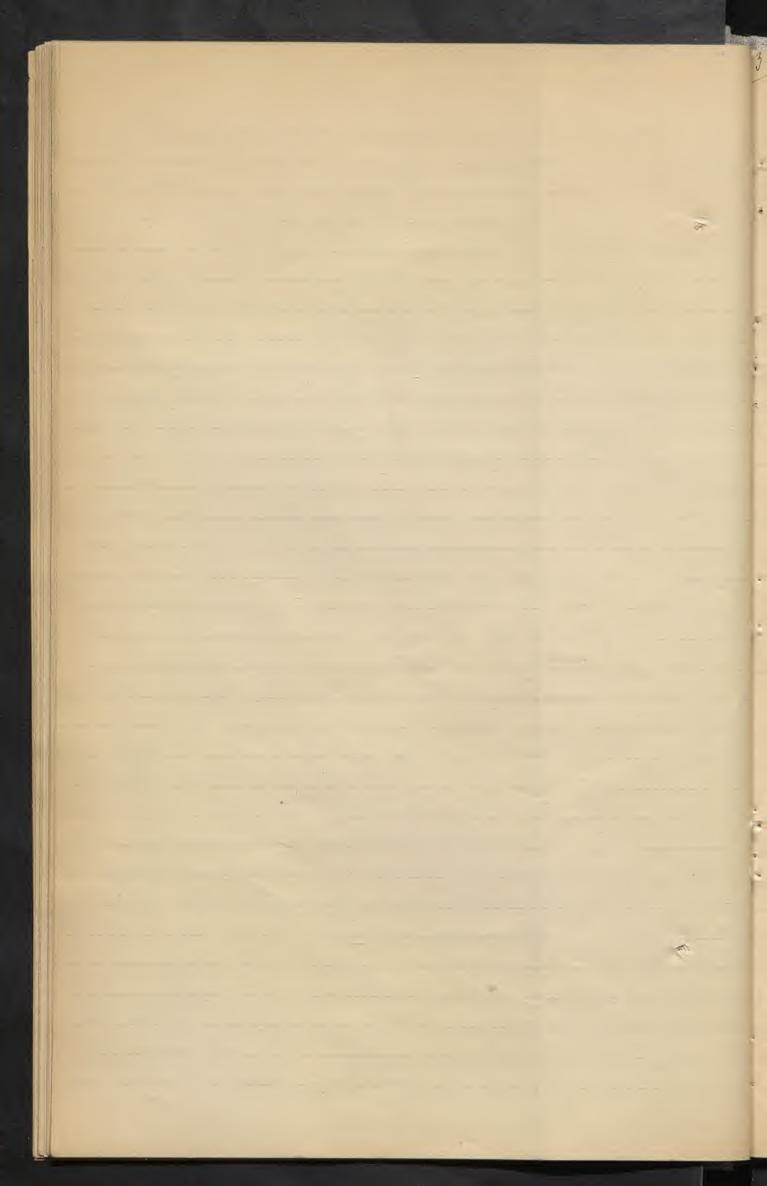


he règlementation administrative pourt te torner oug mesures de police indispen tables å la tierrite publique 17 lette rupture éclatante avec la vontine nefut pas mal accuella elle rapport de la Committion fut pris enterente Considération, imprimé, et public - les qu'il fut comme, les Conteils Jenerary 1'en approprierent les conchitions, etdans la session de 1864, 62 départements réclamerent de nouveaux chemis de fer; 17 voorirent des crédits pour les études, et 6 votirent des emprimes pour entreprendre les travaige Das Phris, Hante marnes Juras He etVilannes Laone et horres Larthe infrésence dece mouvement qu'il donit provofice, le gouvernement pretentre om Corps Legislatif en 1861 un prøjet de loi gri est devenu la loi du 12 Jullet La loi une fois promulgue, les Departements te mirent rapidement en mesure del'applique- malheurensement, le gouvernement de montra pen sage en Classent, concedants dohant chapie annie des Chemins defer ordinaires dont il suppor fait hout le fourdeaux paraly sout ainsi les initiatives locales augquelles il avait fait appel. Hest certain que l'il avait ang mente le crédit annuel des subventions, fixe, im pen étroitement, à bruillions un The grand nombre de chemins de fer entdent che construits depuis 186/ Austi



en 7 mblet 1872, necomptait on en France
gue st concestions de chemins de ser d'intérês
local ayant une longueur de 1790 Milom
réparties sur l'Adépartements, et appelés à
recevoir du bres or une subsentions d'uns
pennoins de 31 millions, s'est à dire 16 govt
par Ribernètre— Le débastrenç de Francjort
de 1871 en nous enlevant d'Alsace Corrame
qui avait pris s'initiative des Chemins de
ser vicinaire à révisit le nombre des concestion
at 8 et la longueur concèdée à 1996 Milondont l'41 en exploitation—

dalvi duto tout 1871 a donné auf Conteils Jerierang certains troits greton a mal interpretes, et grenous eaple guerous sorgnementersent par la suite - guoi qu'il entout, en moins de 2 aux plus de I. Dor Riberneties frent concédés par les Contils generary, trop souvent matherisen. sement à de véritables spéculateurs qui exploitèrent les intérêts locans et construisions destiques hors proportion aree le tra fre qu'elles pouraient avon 'Unissi a-t-on touleve' la grestion de tavoir tile législateur ne derrait pas imposer l'obligation d'étables des Chemins defer d'intérêt local dans des drinnensions inférieures vicelles des Chemis Intérêt génieral- L'ette question 1' en afortalture outre d'ordre financier. On Se demandait eneffet i'il ne vondrast pas meng substituer au système de la sule rention en copital celui de la garantie d'entérêts subordonné à certaines conditions



Alelà, baloi du 11 Junis 1880 Completée par un décrét du 6 tout 1881-Voyous maintement par ses chiffres ce qu'il avaient été les Chemins de fer d'intérêt local de 186 ja 1880-

I Stration a la fin de 1870. Développement des Chermus d'intéret local: 1819 - en explortation: 293

II Alafin de 1870 Alafin de 1849

Développement des Chemins en Exploitation 293 1803

III Ala fin de 1879 Alafin de 1879

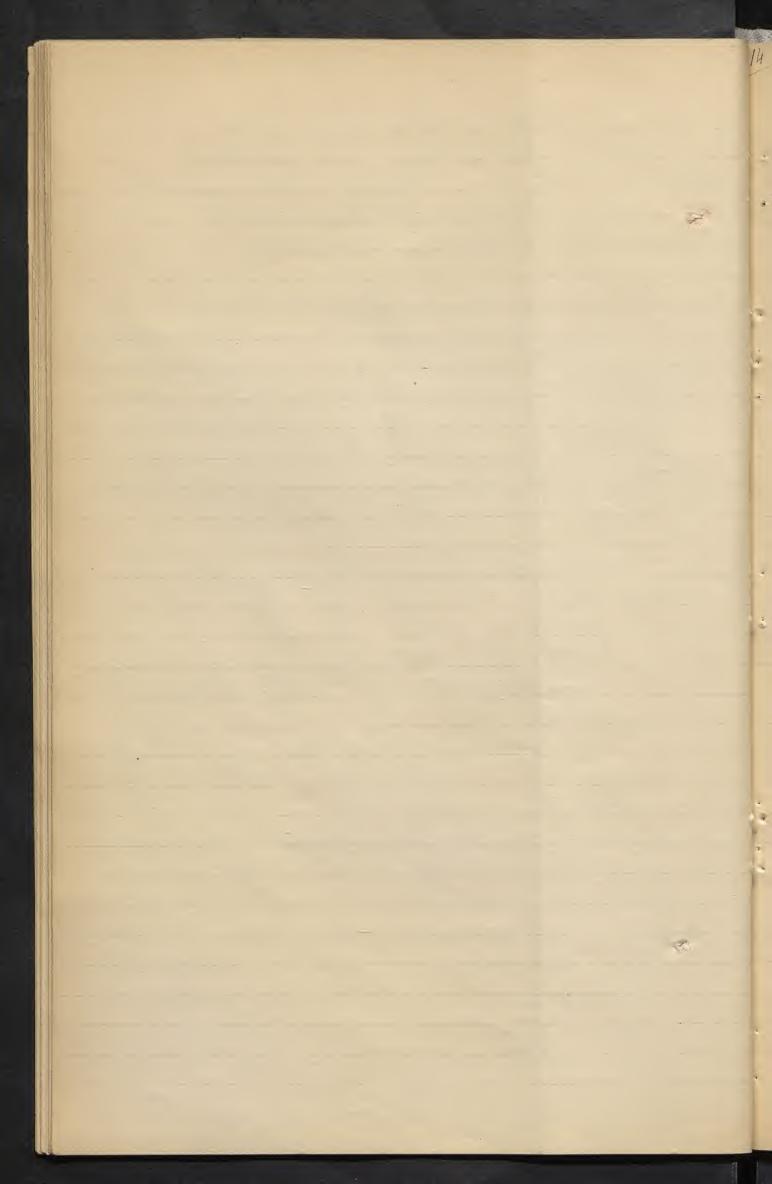
Aléveloppement des Chemins defer d'intérêt local 4368

Développement des Chemins defer d'intérêt local 3869

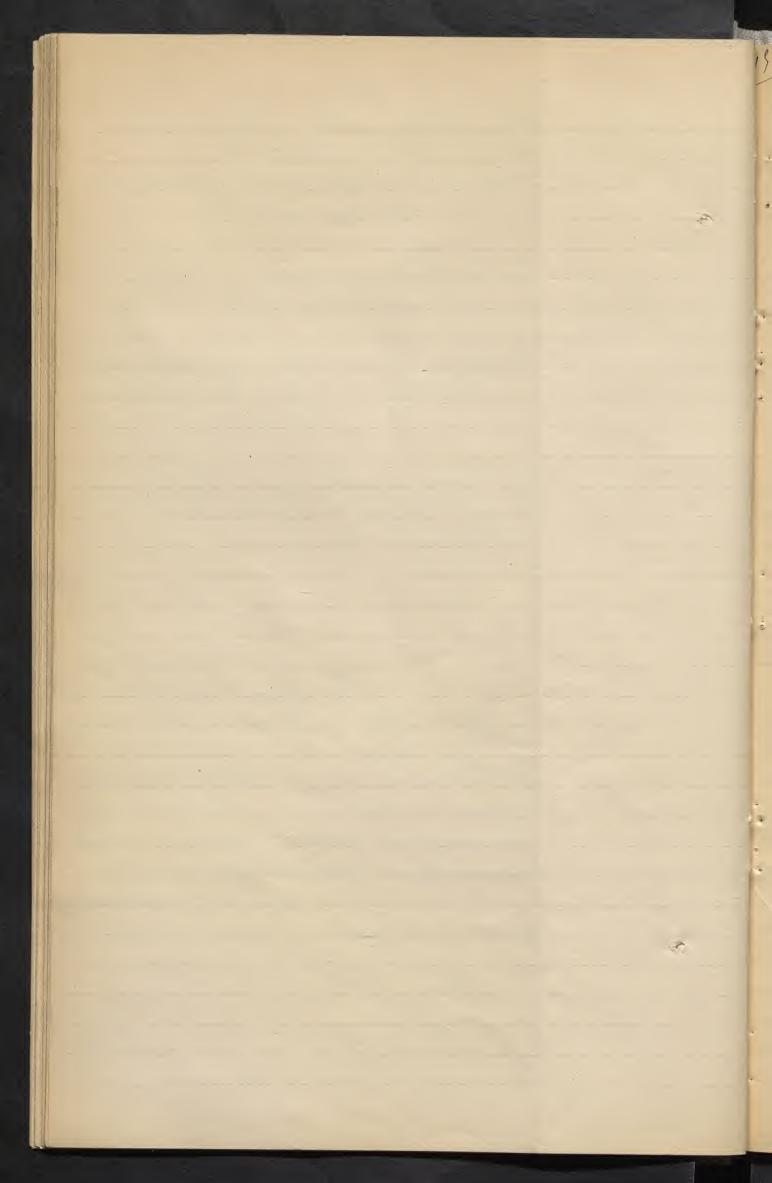
Développement des Chemins de fer d'intérêt local 3869

Développement des Chemins en Exploitation 1803

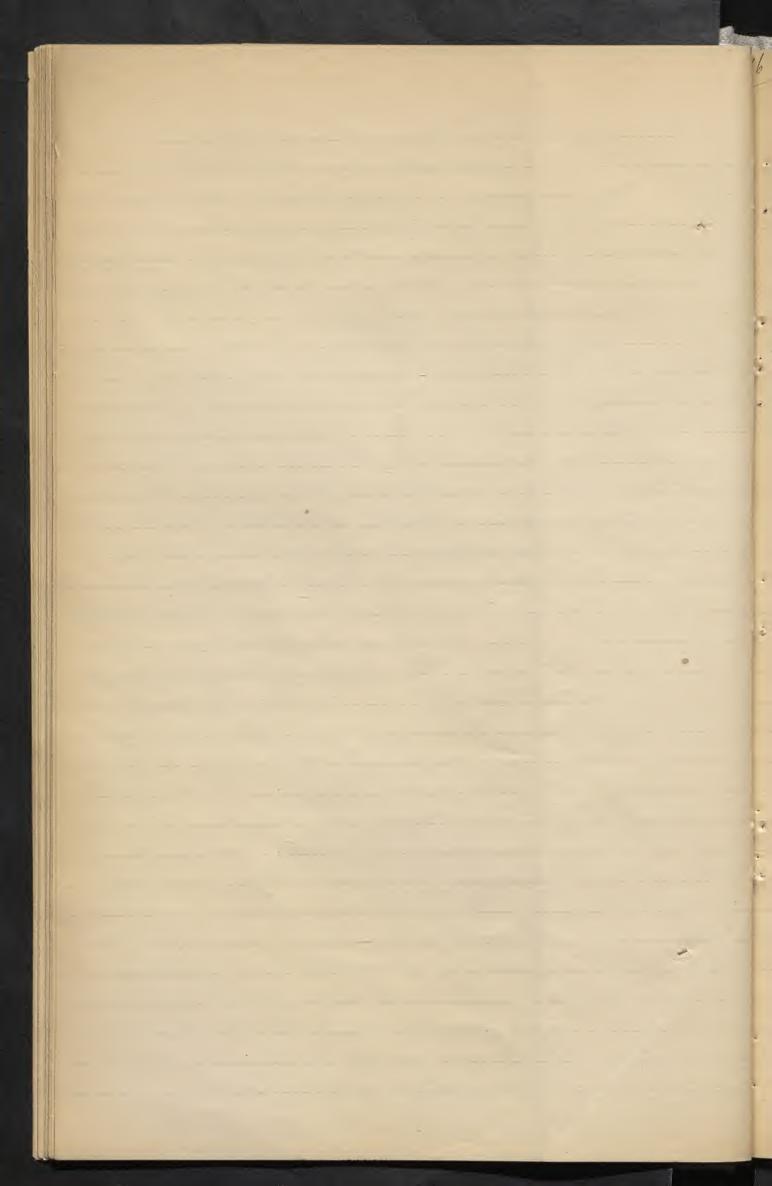
Enfris, voici le tableau genéral tel qu'il résulte du Aulletin du Unis étère des travaig Publics du 11 puis 1881. Chemis de fer déclarés d'utilité publique 3681



Chemis de fer livres a l'Exploitation 2189 Montant des Répenses de Etablissement 372. 241. 390 tr. Produit net 3.774.264 Recettes brutes: 11. 876.619 Dépenses: 12. 102.3/1 } Recettes par Kilons: 7.496. Dépresses: J.714 Product net des lignes secondaires en Solgifice repré-sentent 16, 4 % de l'ensemble des voies ferrées En Hollande, læproportion est de 14,3%.
- France, - - - 14
- France, - - - 7,2 le régime des chemins de fer d'instrêt lockl devait il etre l'unage, be copie exacte decelis du réseau d'intérêt general, on an contraine devorit il en être différent, à raison même dubut qu'ils poursuivarent, etdes unterêts qui itaient engages dans leur déseloppement? len est pas l'anteria deleloi de 1866 groi ent l'idee defaire participer les départements et les Commes à l'établissement des voies ferries mais alui de 184 geri, par une loi en datedu 11 Juin (qui diretait la trection des grandes liques du réseau reliant les différentes parties

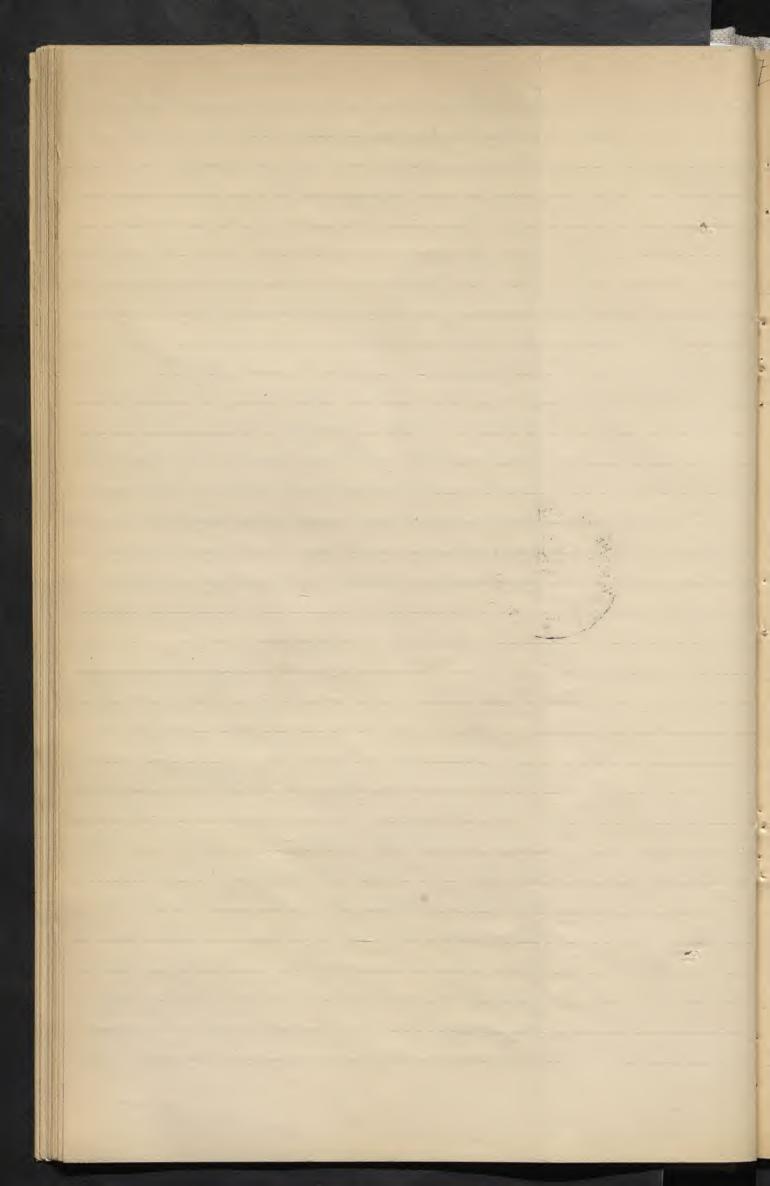


Interritories exposquant la capitale à befrontiere) avalt décodé que les aquiss from de terrains dervient forites part'Etas avecleconcours des bépontements ettes Commer- malherrentement l'usuff's anne delens ressources, et les réclamations firent abandonner cesystèmes chunelos du 19 prillet 18th dispensa les Diprartements, et les Commes deformin une partie des fonds nécettaires à l'acquisition des terrains. Lorsqu'après la testing des Conseils generang en 1864, l'Etat vit un monvement considérable de produire pour réclamer la viration d'un réseru kerondraires il pensa qu'il n'avait par à faire pour ces lignes les mêmes saurfices grepour celles du résegue d'intérêt général, et gu'il pouvoit demander ong rexonnes locales leur concours pour la créations des voies ferries nouvelles Hyavait à celaphusieurs motifs depremier était donne frisancier. En effet a' cette épopre 24.000 hul de Chermins de fer élarent concédés dont 13.000 cm exploitation betouvarient entre les mains de 6 grandes Compagnies les Lacrifices faits par le hisor étaient couss. derables, carils semontanent à 1/00 000 000 parsnik dela passion universelle, et postifiee des grandes liques, passion à laprelle! Etret avait donne takis factions Le 21 motif, c'est que les considérations d'utilité générale ne baniarent l'appliquer å det lignes secondaires qui, presquetonjours,



nerepondent qui vi del besoins locons. l'étant par consignent any alépartements chang Commes qu'il apparlemant par my emploi utelligent déleurs ressources de creer dans des proportions modestes me fortebetroisieme réseau dont le but devait être de rémir au réseau déjà existant des régions que lem situations parorisaispen. de fouvernement repourant subvenir and dépendes que dons une faible mesure (c'était du moint son avis, et nous l'approuvous pleisement, en expriss and toute fois le regret qu'il soit sorti des sages l'mites gir'il d'était imposées, et qu'il ait augmente l'une manière chayerer les Interestions, etles oit remplacespor un tysteme per vaisonne de garanties d'is-Levets qui devait peterd un poids ti lourd Lines bridgets del'avenir

refertait les arguments que l'on avait invoqués, lors dela tentative paite en 18hl, pour décharger les Départements de toute participation à l'établis terment des Chemis de fer telé instituée en 1863 à l'effet d'aller à l'étranger étudier la construction et l'exploitation des Chemins de fer à lormant des chemins de fer à l'ornanche. Les résultats de la Commister pour chaint favourables aux intées du Gorrers ement favourables aux intées du l'estations de fer de l'établistique la Commission à consignées de la tournes sion à consignées de la tournes sion à consignées de la tournes de fer de

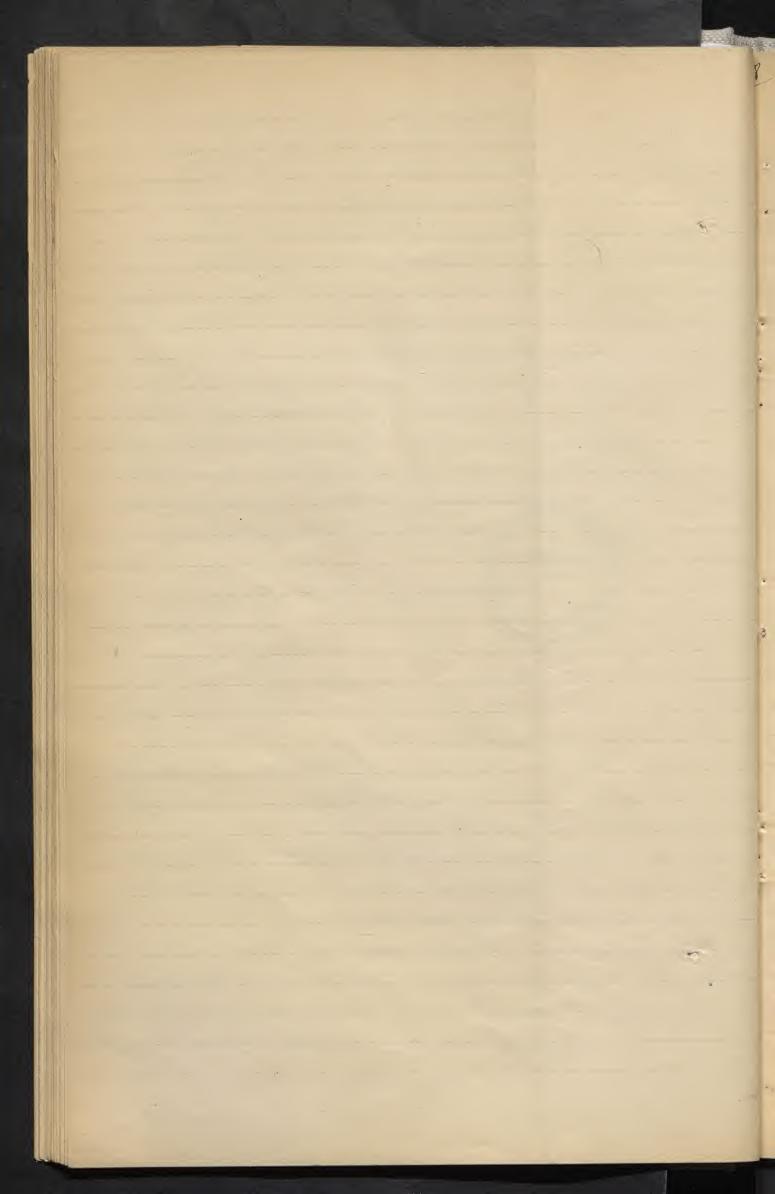


cette catigorie qui le trouvent en l'cosse "Lecapital de ces Compagnis est faci lementrealisables can it est touscrit directement par les propriétaires intéresses les immeribles souit cédés or boy marche etles modifications qui tout susceptibles deprocurer quelque économie sont acceptées par les directions locales. Le personnel desploitation est pen nous hreng- de service des gares est trimple. Ces Chemins defer retherment à 100 000t Unilonietre. Leurproduit brut est de to ooot etterns dépenses annuelles ne dépassent pas sovo! Aussi perment ils OTHÉQUE () a leurs actionsaires. depopérences herrenses avoient été - Fortes dans ce sens par le Département

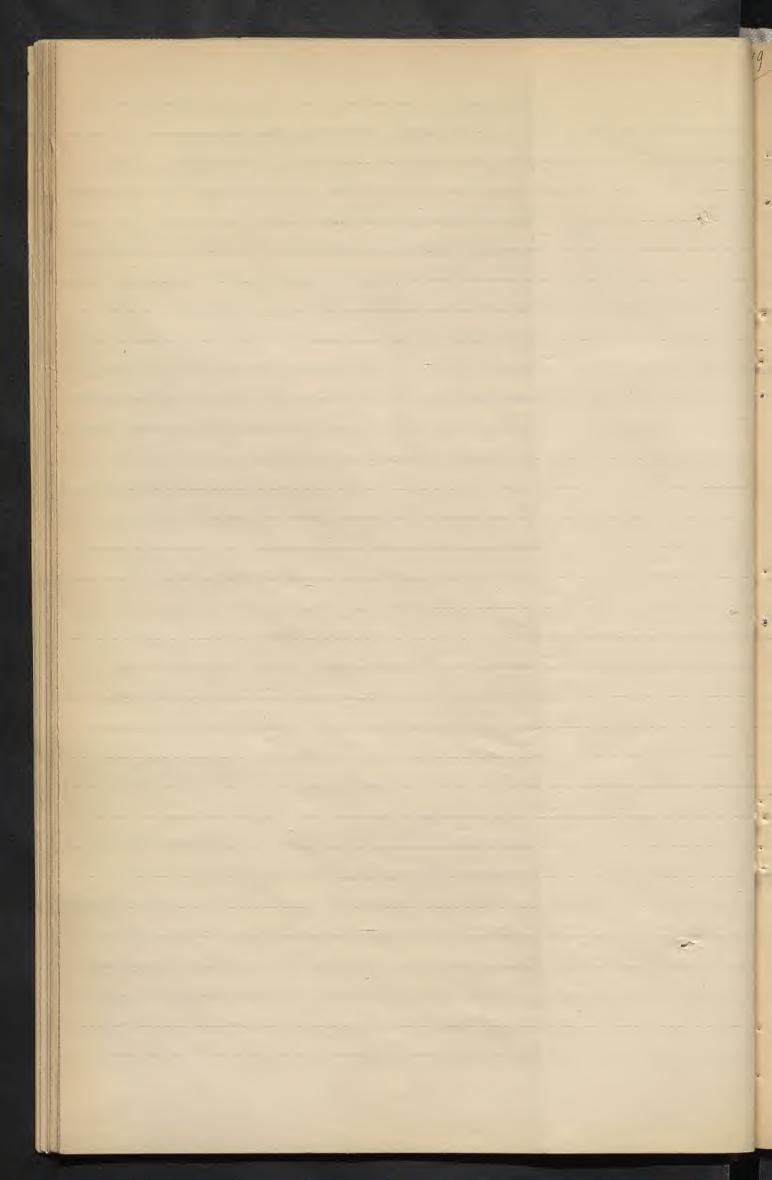
In Das-Ahris qui avoit applique à l'exe'un tion d'un réseau dépontemental les ressours de la vicinalité, et les dispositions de la loi du 21 proj 1836.

ekeinter parla Compagnie du nord pour lecompte de la soirété des glaces riavais coûté que 103.000! le hisomètre malgre un important travail ? art nécessité par la haversée de l'oise.

D'andres chemins enfin avaient été che'entes pour le compte des Compagnies Houillères du Pas de calens par la lompape du bord à vaison de 70.000 à 4f. vost le Kilo-mêtre.



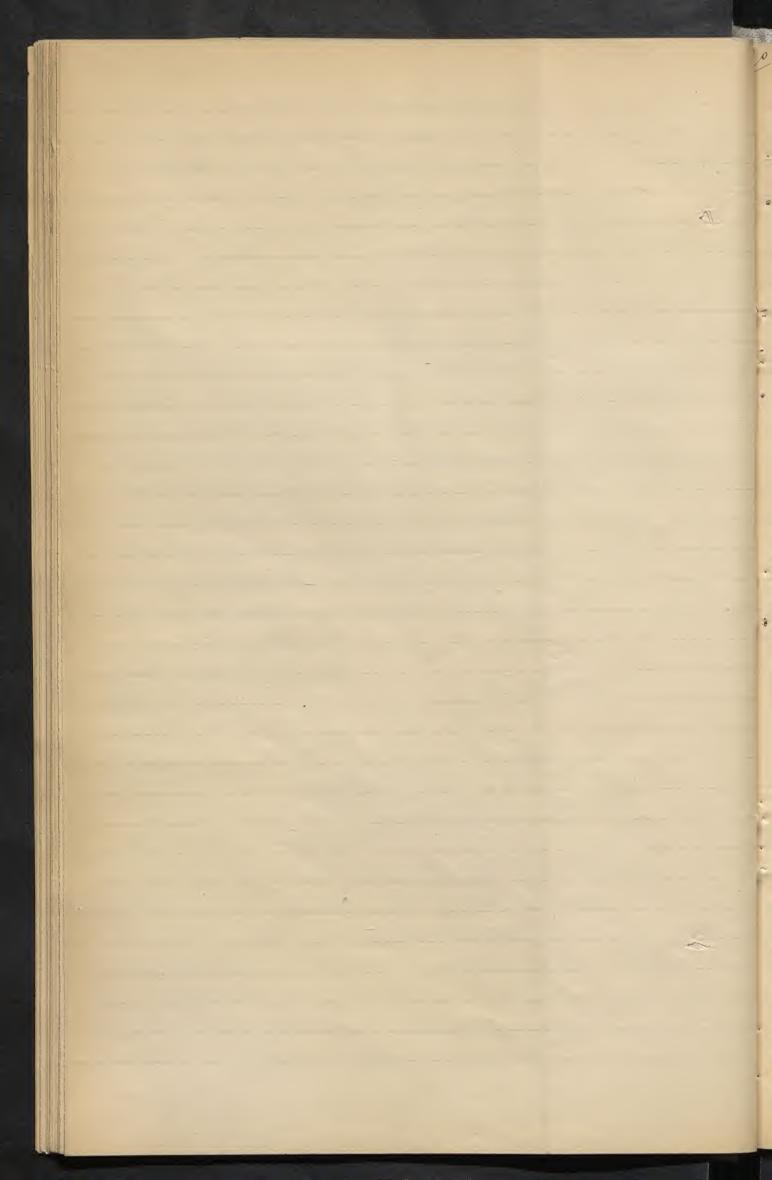
Aussi le légis laseur de 1861, convaince grilfallant laister any commes chang Départements le sois déprendre l'ini Livative de ces chemins de fer l'antorisation Inférieure n'intervenir griefour en pro noncer la déclaration d'utilité publique, etendourer l'anécution), leur donna 1-il forkelatitude dans ce tens et déclara til que les ressources crèces par la loi du 21 moi 1836 pouraient être offerties empartie à la dépense. Le hisar méanmoins allowant des subsentions dons une medica grenous chroierous plus loin-Herous fourt mounter and paisant abstraction de soule conside-Lation generale, chrilier les formalités ne'cetswires pour la Constitution of un Chemin defer d'intérêt licral. haloi prescrit fout I wood des mesures generales: " d'il s'agit dechemins à cheblir par un département sur le territoire d'une on deplusieurs Commes, le Conseil General arrête, après instruction préalable parle Pre fit etapres engerete, la direction de ces chemins, le mode et les conditions de leur construction, and gre les traites et les Prispositions necessaires pour en deterner l'exploi tuting, enteronfermant any clauses of Conditions du cohier des charges type approve parle conteil Istat, stery les motifications qui teraient apportées parla Convention, et la loi d'approbation -



di la ligne doit d'étentre sur plutieurs départements, ily ouvre lieu à l'applications des articles &g ct go debeloi du 10 tout 1871l'iss'afet de Chemins defer d'intérêt local " Chablir par une Comme tur son ter ritoire les affrictions Lasant Confries an Conseil gat pærle parægraphe to du présent article teront exercies par le Consul municipal dans les mêmes conditions, ettans gril toit besoin del approbation dutrifet- les projets des Chemins de fer d'intimes local départementant on Commany ains arretes tout touris it chamen du Consil general des Pouts et Chanstees et du Conseil deltert - Li Peprojet a été arrêté par un Conseil hunicipal, il est accompagne del'avis du Conteil general- d'estilité publique est déclarce, et l'enecution ettrantaritée par une loi (art 2. doi du 11 Junis 1880)) -Memorgnons tentement gridnes tort de cet article grid la diffé. rence dece qui alien pour les chemins defend uteret general, l'autorité qui fait balancession n'est pas la même que celle gri déclare l'intilité publique Certaines difficulties out ete toulevies en sujet del article 46 a laloi duto Aout 1841 surles Conseils gé: niray. Cet article leur donne ledroit de premotre des décisions enécutoires pou elles memes, et tanj annulation ence

you concerne " la directroy des Chemis de

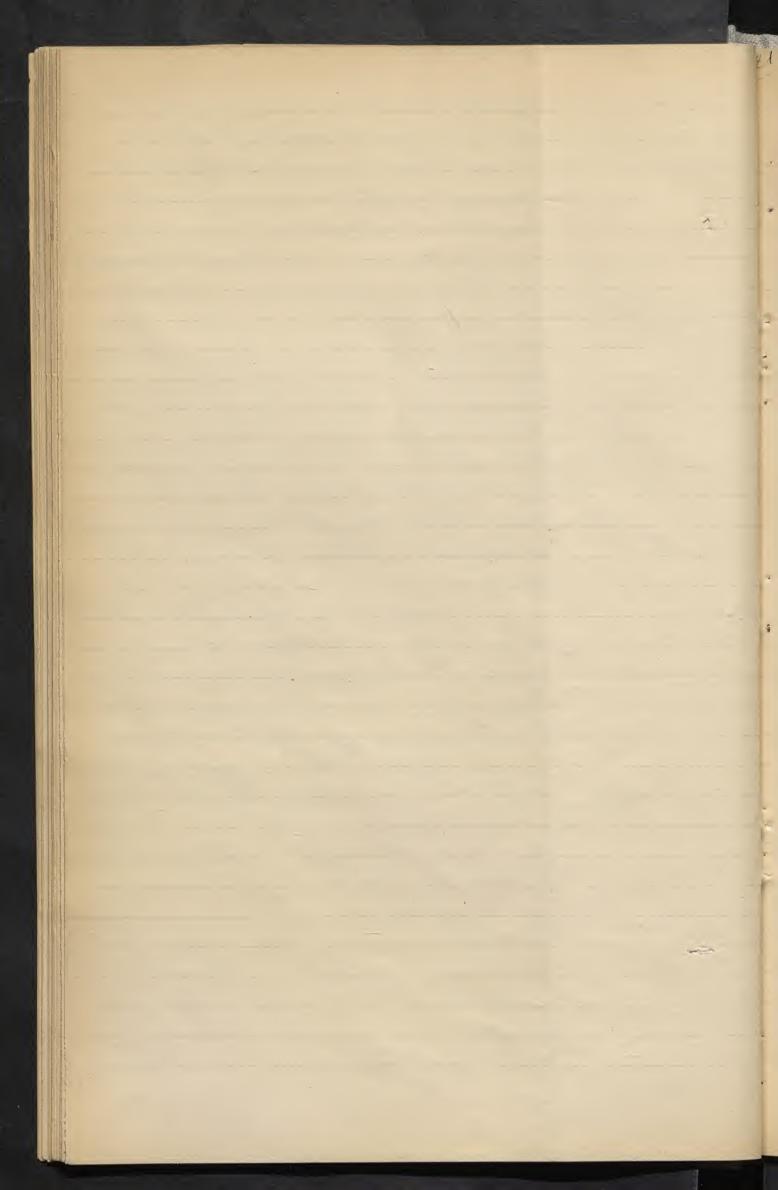
ferdunkiret local, les modes et conditions



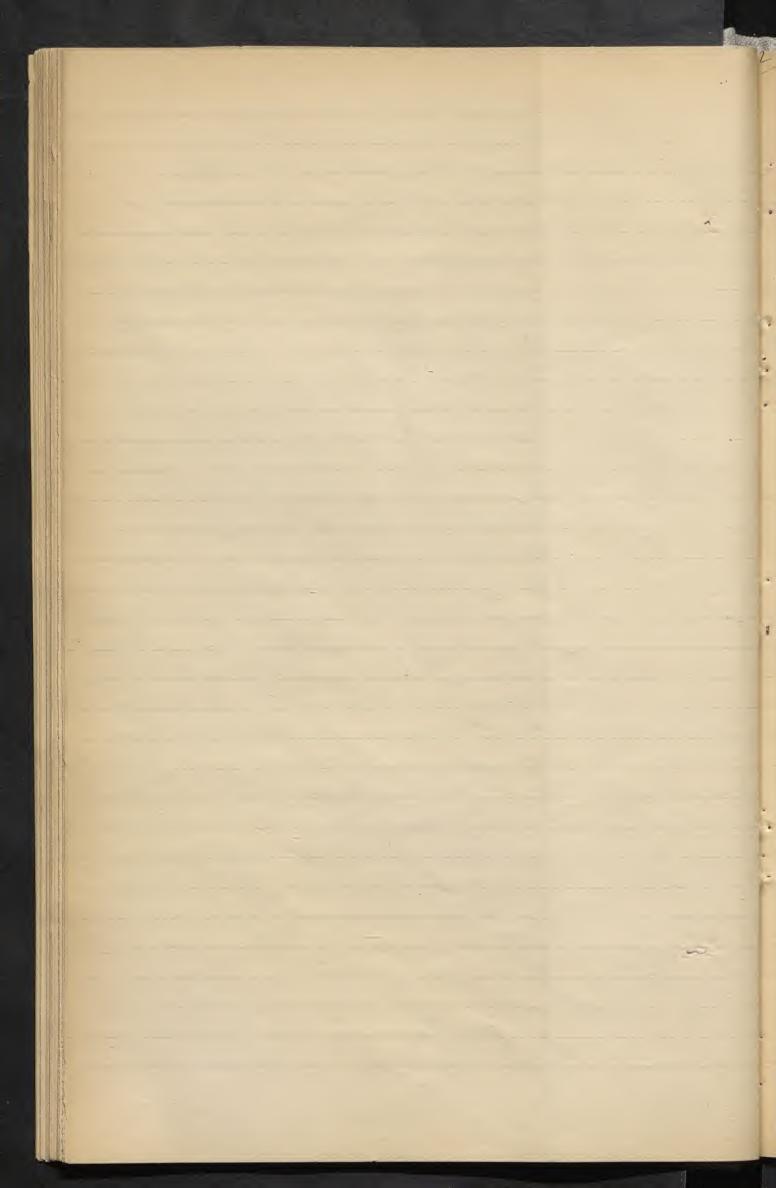
deleurenecution, les traites et dis positions ne'cestaines from en assurer l'enploitation, Con là out mal interprété cetarticle gui out dit gus'il avoit rendre des ormais Interflue, l'autorisation gouvernementale ence qui concerne l'enécution des travay Eneffet, me circulaire en mistre det Fisherieur auf préféts était venue leinoutrer la faistèle de ce raisonne ment, endisont go il itait donten grim Cheming defer d'intérêt trocal prit être établi soms qu'il fut nécessaire d'acquerir letterains parvie d'expropriation, que l'entreprise dévoit donc être décharie dutilike publique, etqu'is ce point de vue pour conséquent il fallant recourie à my décrét. Græi gu 'ilen soit, la loi de 1880

gnvi gn'ilensort, la loi de 1880 a fait cesser toute espèce de soute à cet égard, et a décivle grime loi était nécestaire même longue le chemis de fir devait avoir monis de la Milomètres.

Jat-il lien it approuver cette disposion ? mons croyons que ouis, et nous avous à ceta des motifs tériens. Eneffet dyrela un légitaine desir des pouvoirs publics deveiller à ce que es chemis de fer resortent pas de leur but et debur fonction pour verir faire concurence aux maindes Compaquies. Et puis l'Etat, accordant une garantie d'intérêts, il et pouvoir de debut donner le pouvoir de subordonner son cours à une autarisation



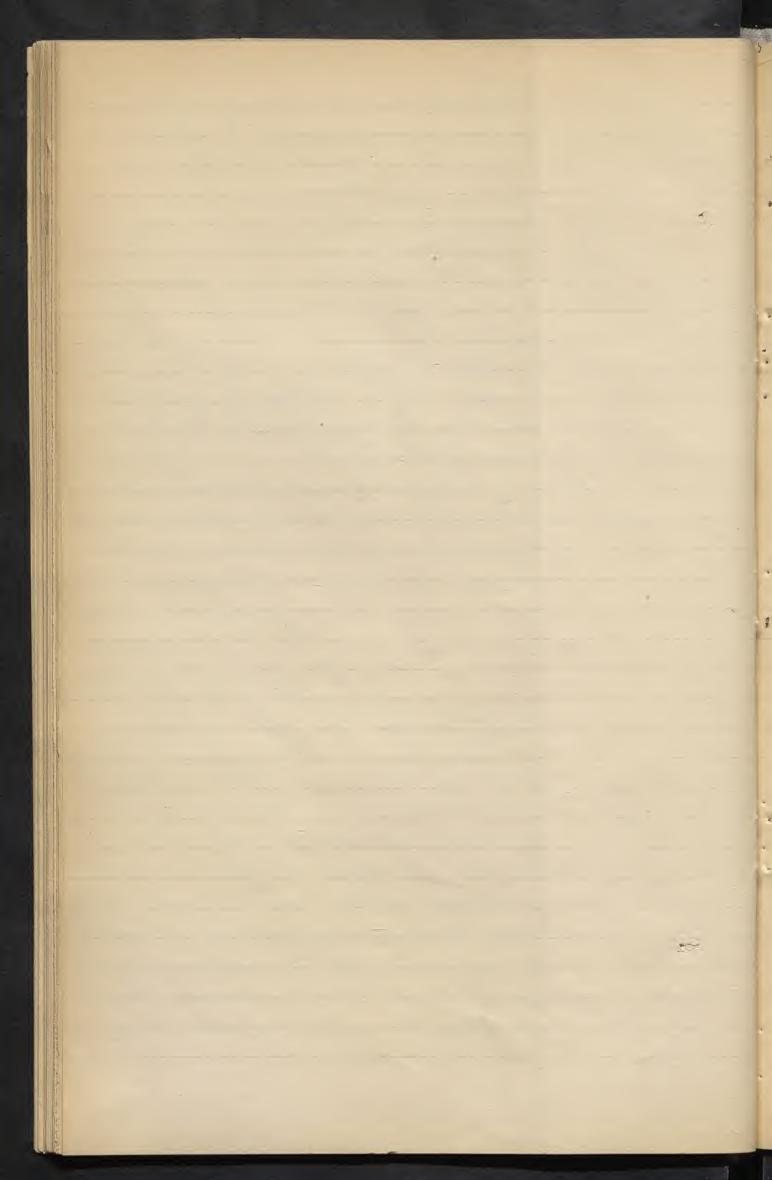
préclable. Cette formalité lemettra ains à même d'examiner le contrat de cours tion etles conditions du cahier des charges, ethis permettra anisi, en compail touce de cantes de donner, on ancontraire, de refuser son antorisation Enfris l'Administration a malusi destroits que lui confirme la loi de 1861- Elle en afait un abut, dunepart, en refusant o'accorder les décrets a ces faires concessions fortfishifiers, et en reduisant par consequent tans droit, à néant les débérations des Conseils generary, I auto parts et cela pour un grand nambre de lignes, en ne reprondont même pas , encous ervant dans Les contout pendant des années des concer Lions, et des traités passes par les com prépries Concestionnaires avec le Préfet antorité parle Conteil general l'attri. butions faite parl'article à dela las de 186/ a l'Administration a en encare un antre résultat désastrens. l'est quel'istruction de ces affaires importantes est pressure honjours secrété. In effet, les interested my sout famois ou pour ainsi die, Jamais appelés - Le hins ste fait Son affaire a triis clos, poursuivantles enguetes tous quela contradiction, un l'offernsation des parties viennent en infirmer, on en corroborer les résultats, eté est à la buite dece travail fais don't ombre grime décision est rendre



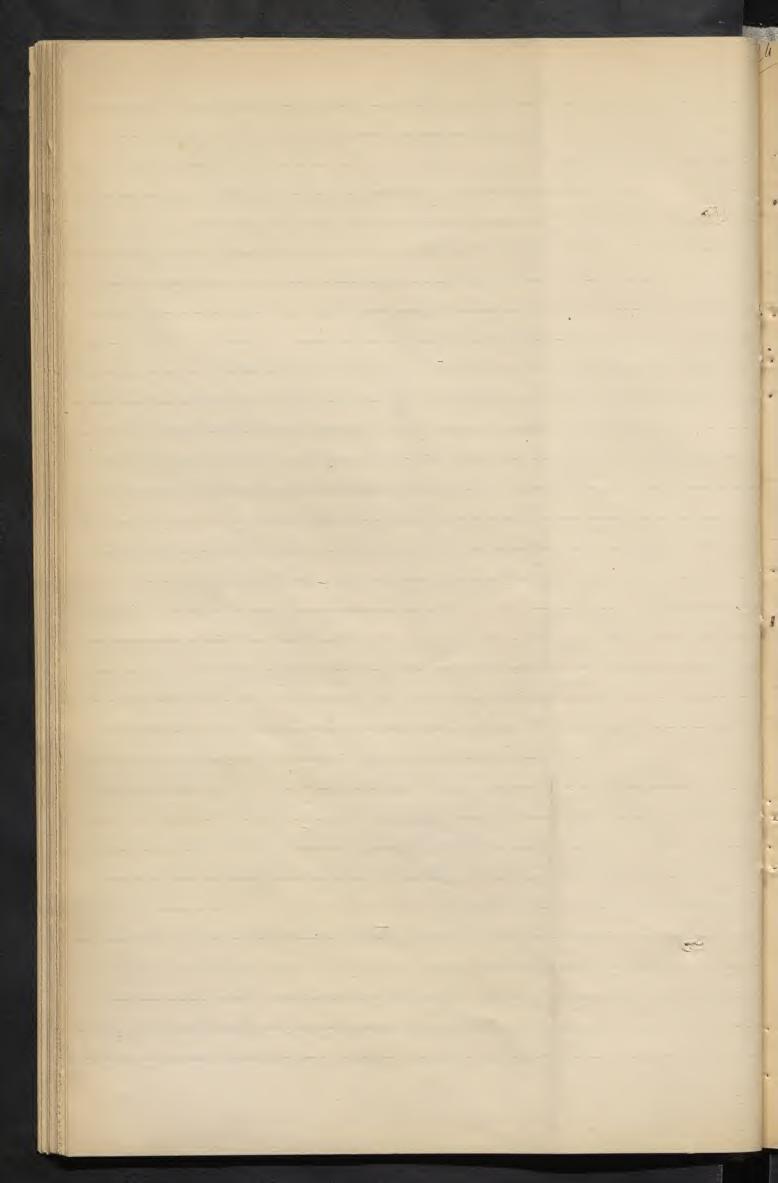
"intervention de! Assemblee est an contraire une garantie. Dabord, l'A. ministration (n'ayant plus la décition tupieme tene obligee de proposer un pryet dels partant approbations en Infirmation du vote émis par le Conseil general Elle derra farie un vapport qui sera renon public, et pourra être disense. Enshites at l'As. semblee, le del at sera public et contra. dictoires et cela de trois façous; d'abord dangles Bureaux, dans la Commission,

enfra a la Vribure.

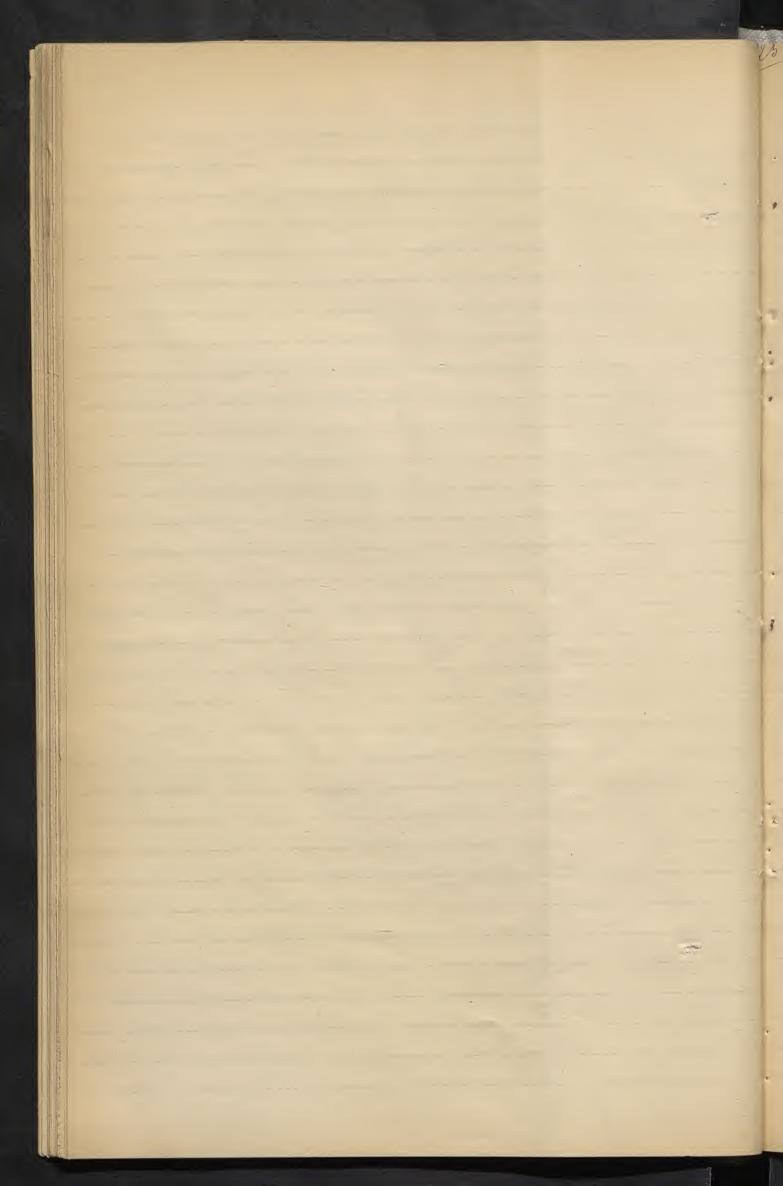
[Hy a là une certaine enomalie Li l'un contidere les règles trivier en ma fière de chemins de fer d'intèré t général frists leligislateure til vouling a différentes époignes, la faire disparentre. Cest mitignele 14 peter 1871 hri de Tangé a dépose a l'Assemblée trationele une proposition agant from but de rapporter l'exception faite an profit des Chemins de ferdendins de 20 Milomètres. Mr. Krang la même année a conclu à l'unification du l'égrine des Chemins de fer I untiret gineral et d'intérêt local cette con chistory a été adoptée en première et deixim délibération. Citous pour meinoure les projets demuit Wilson et Adam, et notous quet'enousable estplus theorywquericles carily when delignes Interes general dontledereloppement toit inferour à Lokilomotres, et ey outre dans tous les cas



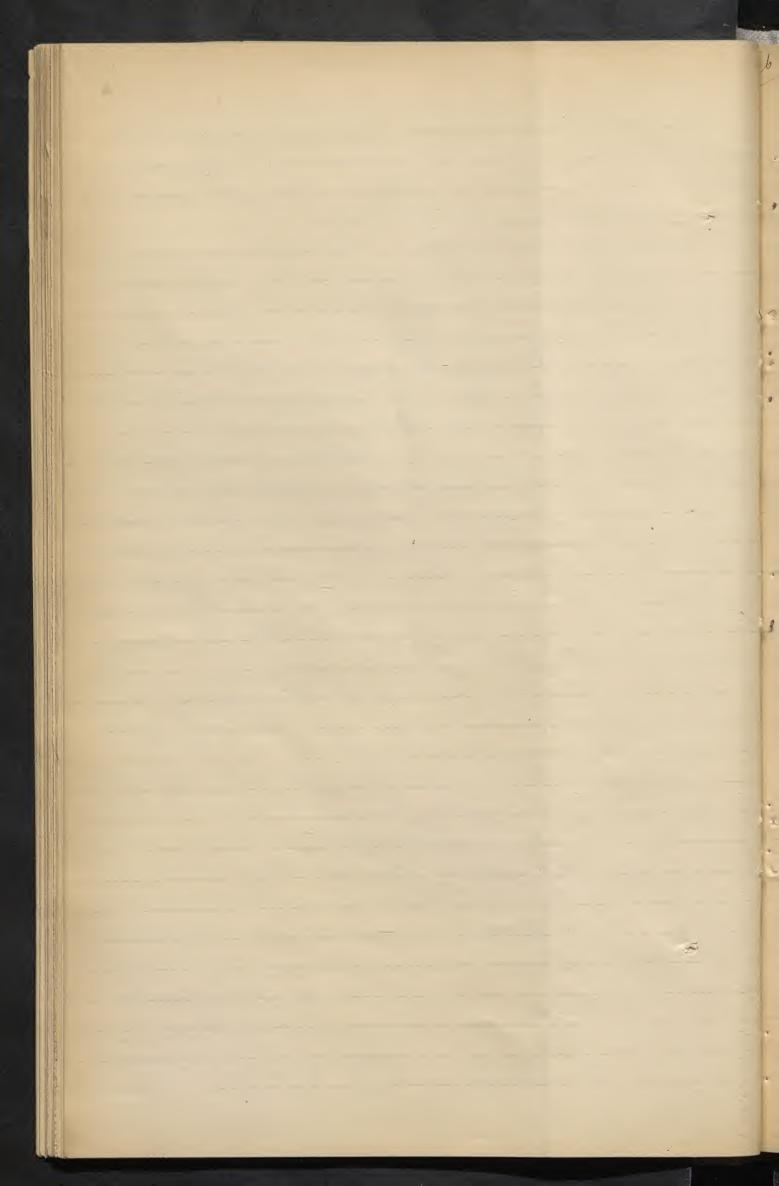
le le gislætem doct intervenir pour ouver my credit] La déclar atros dublite publique produit bes effets importante, 'et des conséquences sur les quelles il est utile des arreter grelfnes instants- eneffet c'est ellegniest constitutive des droits des parties. Ceci resulte rotamment de physieurs ariets du Conteil ditert. " a délibération par l'aquelle un conteil general vote meconcestrois de Chemis defer I whiret love me constitue pas me decisions administrative kurcep. fible d'être attaquée devantle Conseil Ithat four exces depourous " (Contert ofthet 28 horil 1869, Villed Every S. 70 2.228 C. Adus. chr D. 70.3. 49, Leb chr p. 3991 " la délibération par laquelle un Conseil general en décidont la construction Lugchennin de fer d'untérêt départemental invite lepréfet à prévenir la compaque des resolutions prises pourse elle prise présenter des projets, entpécifiant que la tre Compapie n'arre ancer recomes contre bellipartement, tiles projets n'étaient pas accepteit, n'apres pui conférer un droit même exentuelà la concestrois any anterna duprofet " (Conseil d'Etat. Petrul 1892 Dept de la Kenne " les Concessions de Chemins de fer d'intérét brol accordées par les Conseils gé-nérong ne deviennent définitions que si l'intité



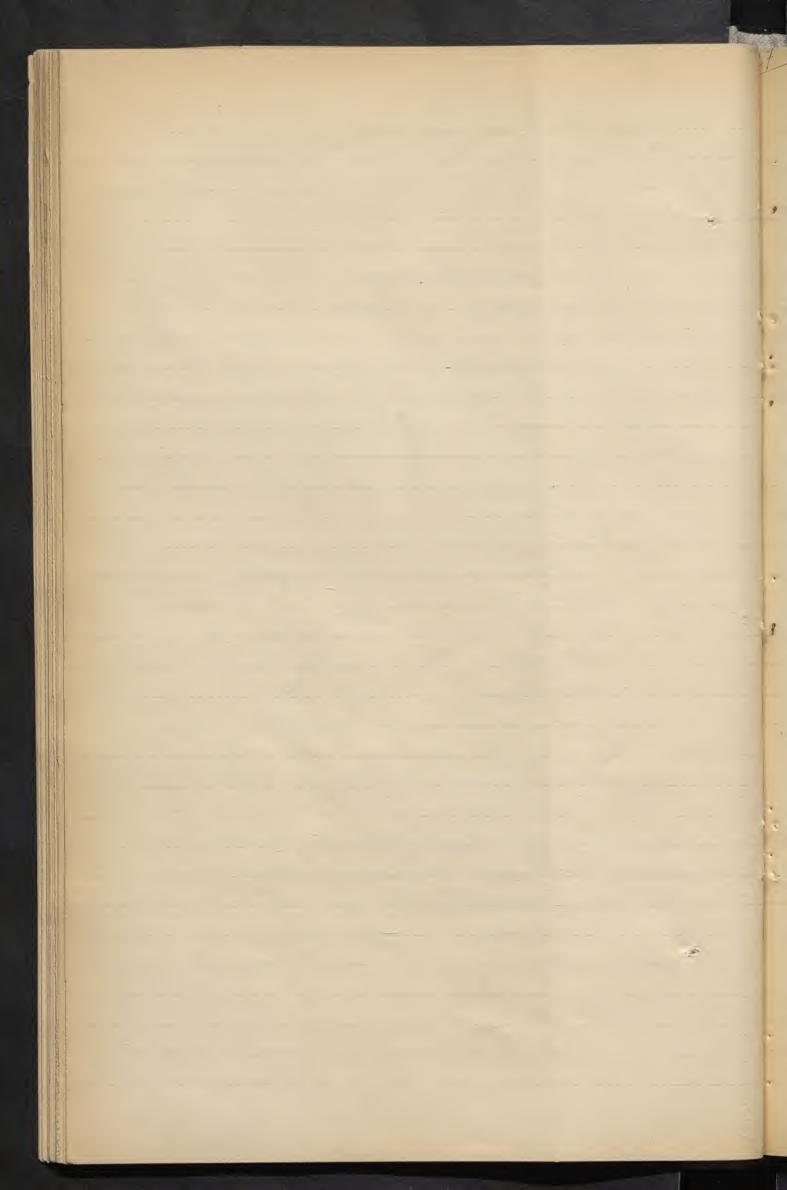
publique des travang est de clarer, et l'ene contra antoritée par une loi. En conséquences le concessionisaire is agant frigor alors oncentrois acquit, repent reclamer ancune intermite au Departement pour le preprice que luis ansait cauté l'abandon du projet, si cetabondon ett du au refue par l'Ela! Paccorder le concours financier sur leguel comptait le conseil general" (Cons. Ich 14 man 1891. Bardon, mallet etce leb. chr. p. 339). une fois l'antorisation accorder, lebréfet afries avoir pris l'avis det Fryenien tomiet les projets d'ené ontroy au Conteil genéral qui statue définitionent. définitivement. Contes ces formalités ayant été accom. plies, aconcession peut être accordée quelle est en cette matière l'autorité competente? D'après le loi du 11 Juis 1880, les dispositions des trailes sont avelies finis antles cas par le conseil général, on parle conseil hunicipal- vacouvention est ensure conchre parletrifet qui fait laconcession an nous du gosudépartement les Conseils générans perment recourse at approlication - an procéder par voie de concession directe-Alspervent provogner des sommistrous, et choisir entre les sommissionnaires, en terrant compte des conditions de solvabilité et de capacité of lertes pour l'enéentroy



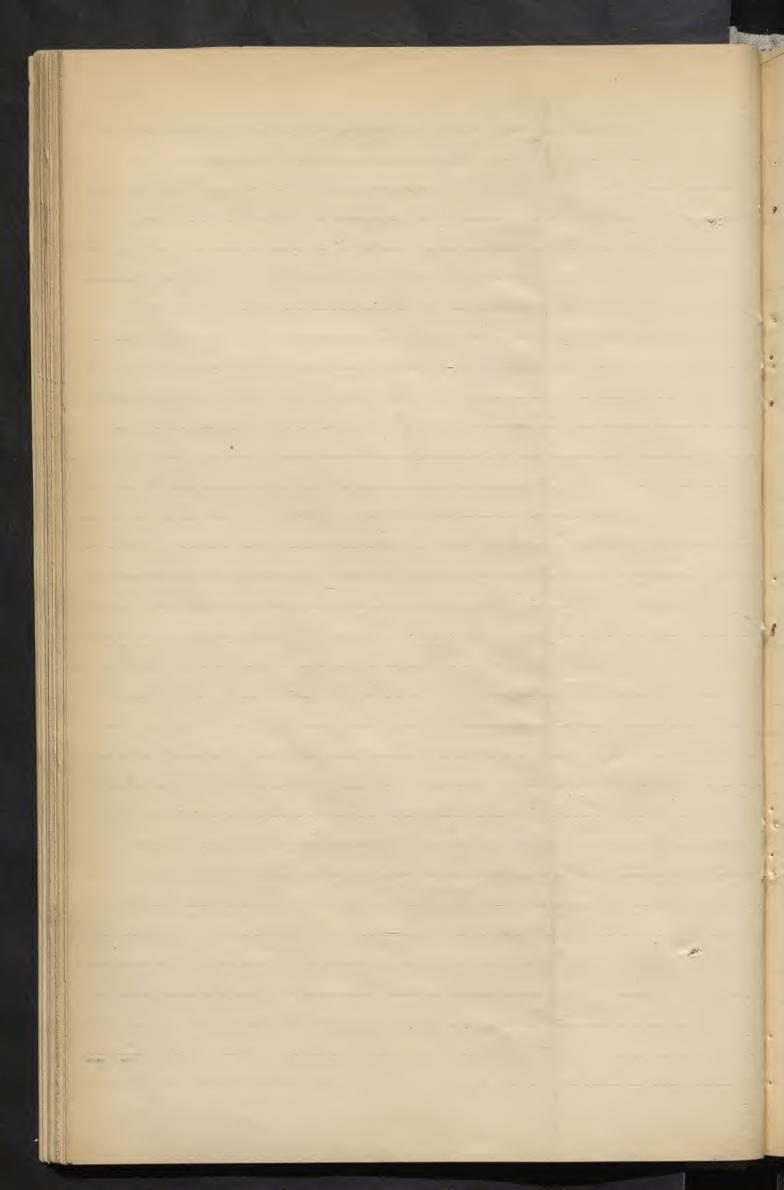
du contrat depremier de ces dens modes a l'inconvenient de représenter ancune garantie pour la bonne enéen Loy del'entreprise als Concestionnaires penvent être de matures pien différentes. Ce peut être un entrepreneur, plusieurs entrepreneurs associes afistant en nom collectif, on Louternes pardes Commanditaires on enfris une compaquie constituée tous formede tociété anomineie Cahier des Charges est l'acte constitutif dela concession. Il comprend l'ensemble des matières dont nous retrouverous sans cessedes dispositions dans acours death chive - de Cohier des charges type a eté foit en chécutroy dela loi de 1880. Il comprend 6 thes qui déterminent: to lesovoits, etles obligations du conces sionnoure pendant laduce de la concession 20- les droits etles obligations du concer tionsaire a l'expiration de la convention 5º les casdantesquels Vinenicution des consitions dela concession pent entrainerboliche aux inconcessionnaires ams queles mesmes å prendre at eganddes concestionnaires déchus Cestities toutles trivants: Whe I - brace et construction Whe II - Entrelies et Exploitations Estre III - Durie, Nachat, et Déchéauce



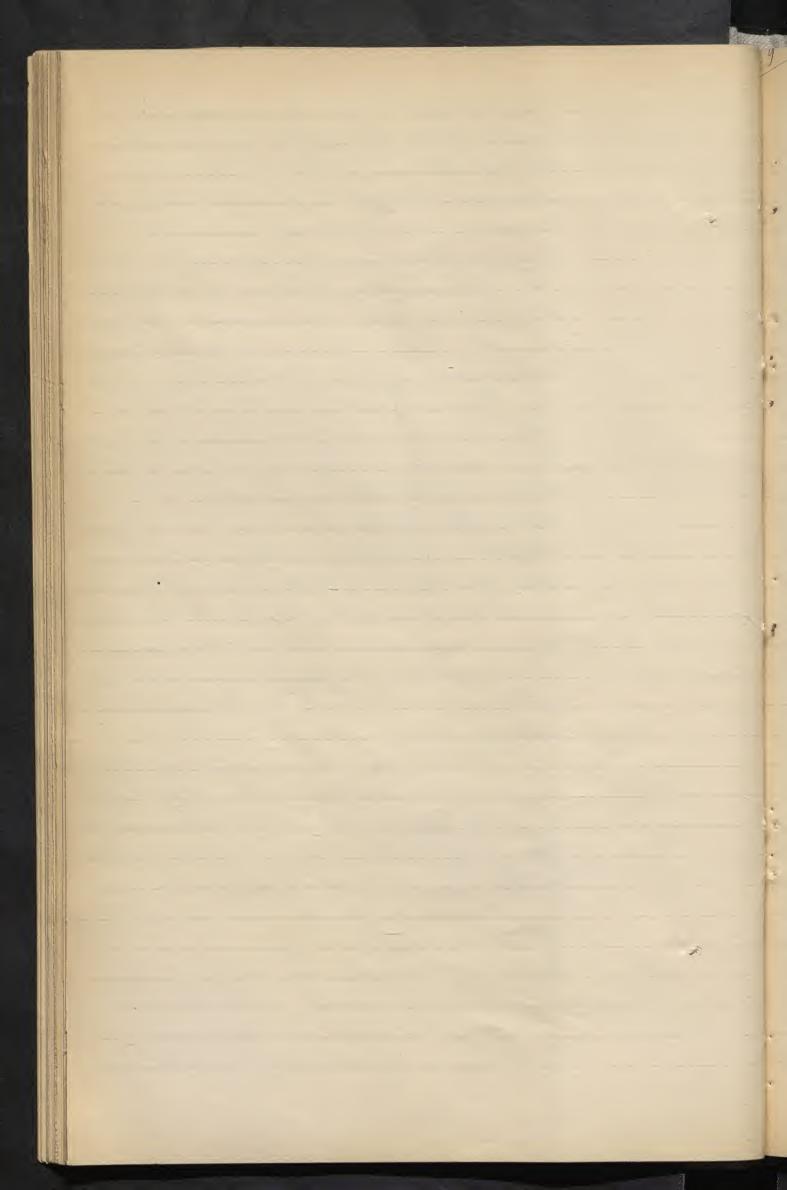
delaconcession-Ertre II - leaves, et conditions relatives autransport des voyagems, et des mar chandriestitre X - Thpulations relatives différents services publicslike II - Clauses diverses. d'offreture générale Inscrahier descharges type it and domice, recherchous/ cela, the sommairement) que les soutles principales offérences quis enistent entre ce cahier tes charges, el . celui des cherrius de fer d'intérêt genéral te déconcestionnaire d'un chemin defer Imheres local doit remettre my entrait delse carte au 80.000 V. Hestherm d'enéenter g tes frais une sem von lynela recette bruke thilometrifue afternt in chiffe détermine pendant une année, on lorsqu'il en est reguis par le Préfét au non du Départeus out, oupai le ministreves havang publics an non del·list -3º / les Chanses relatives autransbarbernent existent seulement dans le Cahier des charges des Chemins de fer d'intérêt local-4°, Hy a des différences encepris concerne laborgem des locomolives, ette maseriel roulant. Se Pourles Chemins defendamberet local, is existe des condhions spéciales aupointée medel épais seur de la conche de ballait



62 Hyades differences relativement any rigles applicables any strations. To ies Chemis defer d'intérêt local sous Lispense's declôture, sous certaines ré. 8° Le cahier des charges des Chemis de ferdutiret local prévoit le rachat avans l'expiration des quive premieres années. ge Abenpiration delle concestion, le Concedoris, I seprés l'article 9, est substithe a house les drocks du concestionnain surles voies ferrées qui doivent lui être remited on bon dato entretien by a la une imovation mellet l'article 36 du Cohier des changes des Chemins de fer din livet general parke fuele Concettioninanes att that out in droit egul en ce pur touche les objets mobilier- le Concessions oures a l'expiration de son contrat, pent forcer l'Atata les acquerir, alors que l'Esa à aussi le droit de contraindre le conces Livinaire à les lui céder- Monsle cohier descharges deschemins de fer d'intérêt local, il estoit, ancontraires que le Dépas tement peut reprendre les objets mobilier, man sanspouvour y etre contraint Onte lecation les charges by her it existe un cahier des charges spécial qui différe du premier en esqu'il contient les modifications quela convention, et la loi d'approbation perment Affronter.



hour allow étudier successivement le droits, et les obligations du comédant etducoucestionnaire-les régles en matière decession - ct enfin les diverses causes qui perment mettre fin à me concessions Drocks Abligations du concédant. les Chemins defer I intéret local font partie dela grouse voirie departementale, on Communole. Lestepartement onla Comme outparconsigned us droit depropriété sur cup- lecirésultant dell'art 4 dela los de 195/en vertu druguel les cherries de fer drusine local soutsormins any dispositions delalos det 84/, et de l'article la gui déclare cette loi applicable any chemins de fer d'intérêt local-L'art.14 delalor de 1841 portegueles Chemins defer fout partie dela grande voirie-ceci resulte en omtre de l'espose des motifs du government en 1861- Cela pent résulter enfis del'arti delaloi du 11 prin 1880 qui porteguim voie ferrie" p- che listtaite un domaine public départemental, on Commal" Le bléprærtement, on la Comme donnent une terbrention tons forme decapital, determine, detraway, on deforanties Interest - sous tacontition du rembourdement des avances, rembourdement quit'effectue en general sont forme de partage des herréfices-Droits et obligations du Concessionnaire aloncessionnaire a une double qualité: destry entrepreneur detravais C'estandsi my entrepreneur letransports



Il est investi des droits queles lois et règlements confrent of Administration en matiere detravery publics, derivere gir'il est sommis a toutester obligations qui dérivent pour l'Administration des lois etrèglements (article 22) - Haledroit important d'enpro priation d'occupations pent avoir hier ansti at amiable, ce fin est de malure à te présender Souvent, les Chemins de fer dutérat local eyant me utilité directe et imme. drakepour les habitants de la région ha Compagnie locale au sur les antres l'avantage deponosir faire réduire dans unequete mesure les prétentions élevées par les propriétaires écaperaptées. Cençoi en effet he's terous a demander unprin encessif, can Is de trouveront emprésence de gens qui seront centerques turbe valeur deleurs fourds, et auprès desquels ils servient mal venus à reclamer des indemnités hous proportion. en ce qui concerne l'ex-

propriation, it fant applymen balor de

1841 et non celle de 1866, comme an a souren

propose de le faire, et cela à loit, can cette

loi concernant les chemins vicrians, et les

chemins de grande Commiscations es est

applicable qu'ang hearmonts, et cela depris le

loi du 11 Juin 1860- Deplus, il est évident qu'any

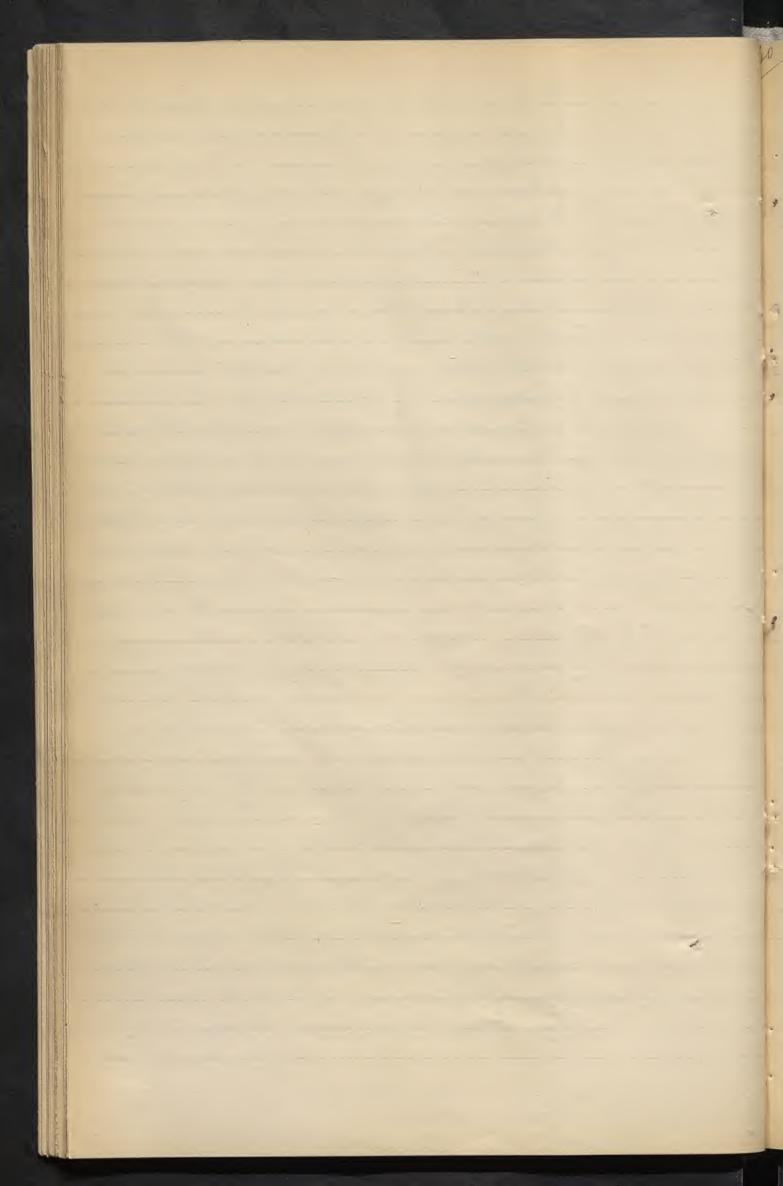
repent comparer le trouble cause à la

propriété par l'établissement d'un chemis

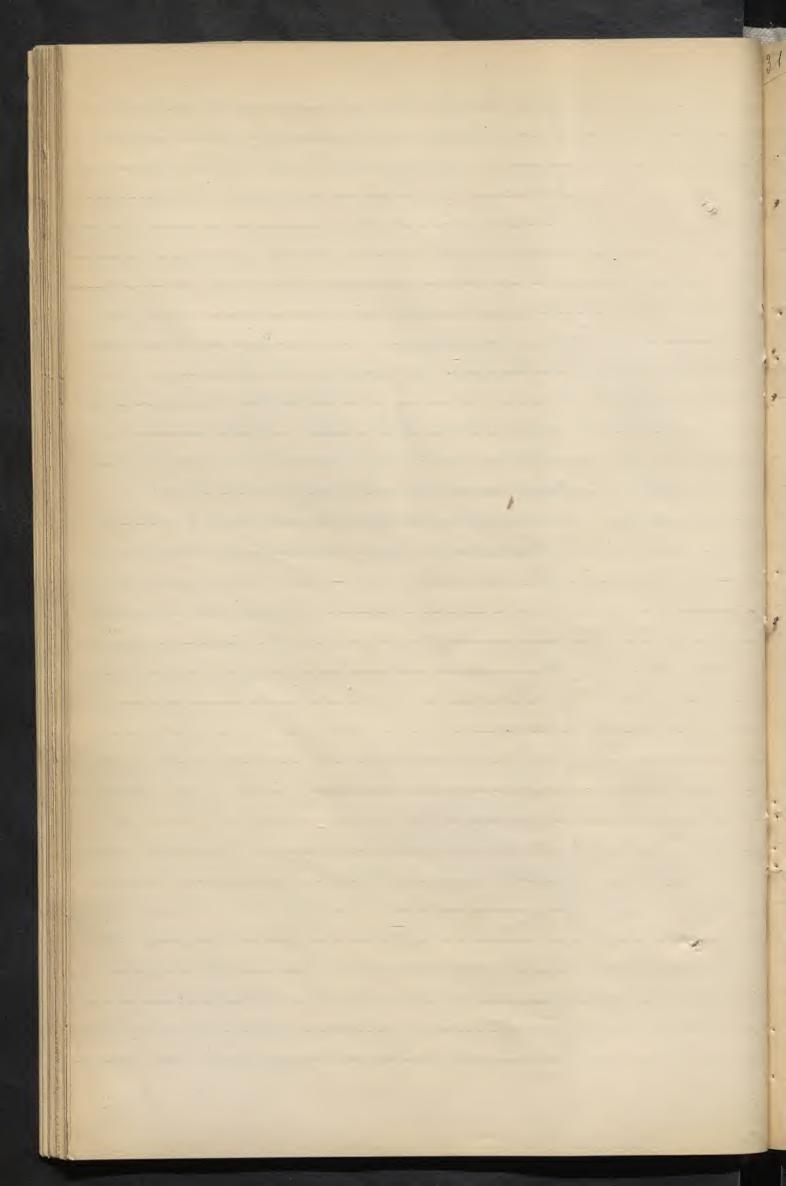
vicrial à celui qui rétulte de la construction

d'un chemin defer ousiret local

re privilège accorde

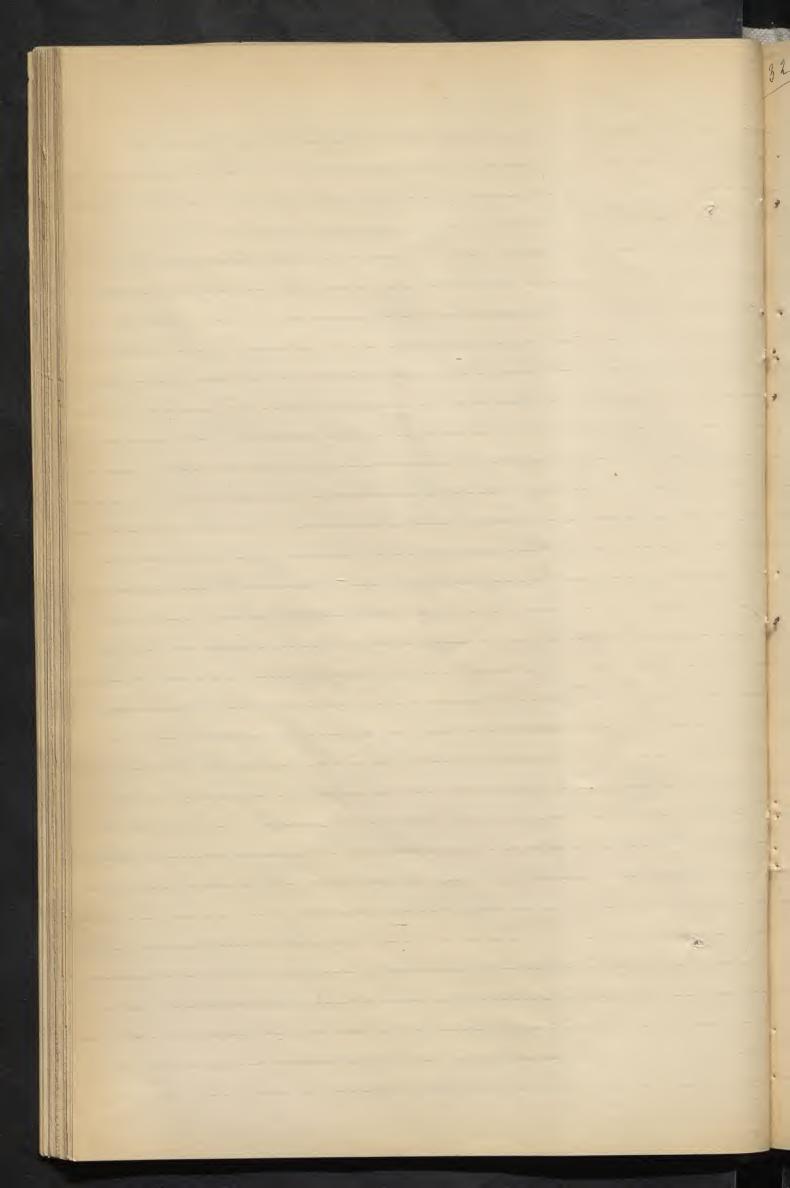


pier le décrét du 26 Phivis se au II en matiene Dentreprises de travang publics exentés pour le compte del' Et et sur les somme affectées à cet pravant ne peut être enerce pas les entrepreneurs des fravans de construction D'un Cherry de fer d'intérêt bocal conceide sur la subvention fournie par l'htal, et à l'encoutre des créanciers du concessionnaire La Aubrentin, duslépartement n'a pas pour résultat dechanger læ nature des havang. En vertu des articles 6 et I deleteles du 11 Junio 1880, et des articles so, 60 ettes du Cahier des Charges, l'autorité qui fait la concession a tonjours le droit: 10 d'autoriser d'autres voies ferrées à J'embrancher sur les lignes concidées, ou a' l'y recorder. 20 d'accorder à ces entreprises nouvelles moyensant le painent de droits de preage fises prer le colhier des charges la faire léé de fane circuler leurs voitures sur les tignes / correctees. 3. de racheter les concestions à des conditions qui terraient fixées par le cahier des Charges 40 detuppenner on de modifier une partie du tracé lorsque la récessité en aure l'étéreconne après enguête. La Concession est un contrat purement personnel c'est ai die gire dest un de ces contrats qui sont passes "intuitu personse", overuhensent det, en considération de la personne du conces



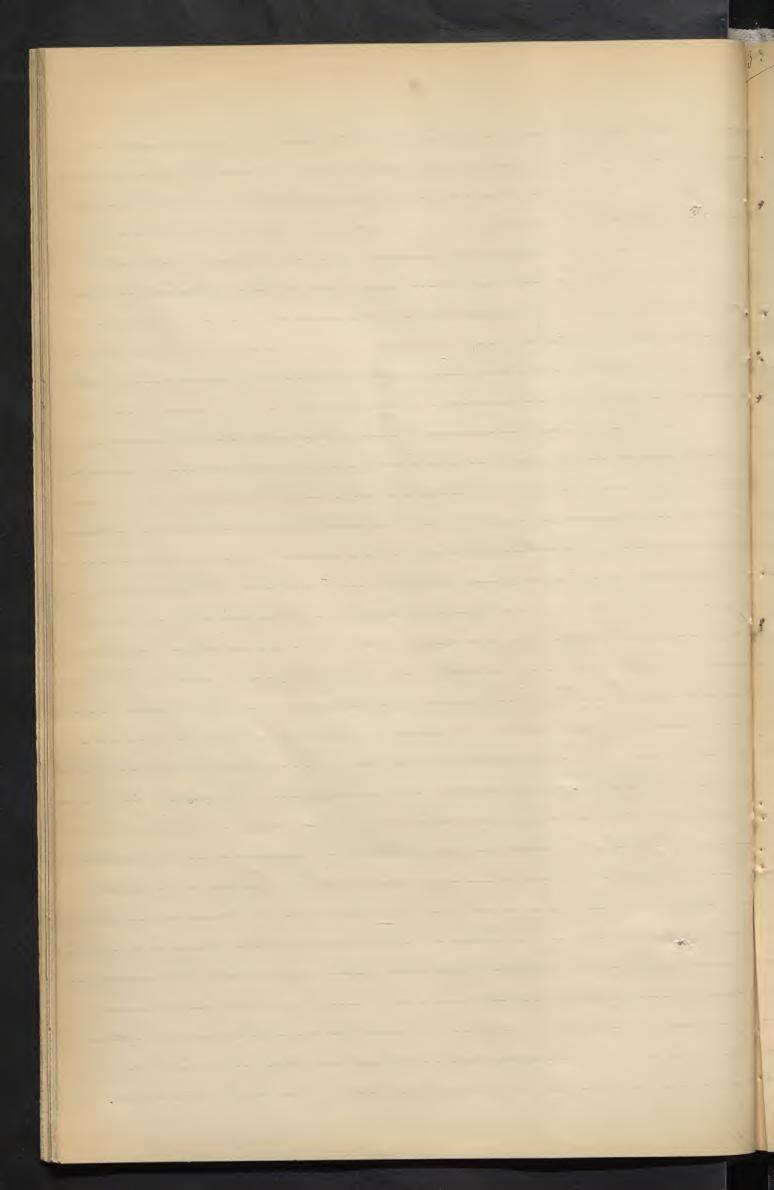
firmaire, des restaurces qu'il a à tre des position, deses qualités, et de ses caractés, en us mot, det garanties qu'il offie - D'en it resulte qui accure cession repent être faite sous l'agrément du concédantd'inobservethon de cette condition consti. fuerait une violetron de l'ordre public, et pervit contraire à l'essence même de la concession. In donk avait en hen sur cette grestron, mais par avis en date dut Firmer 1776, lecouseil delhat consulté deisolve grid y avait brey la en effet me règle del'esselice même du contrat de com celsown. La loi du 11 pring 1890 est venue d'ail. leurs consacrer en lermes formels cette Juris. prudence que de nombrenjarrêts avaient étable- Voici comment l'enfrime à ce sujet l'article to " levrite cestion totale, ou partielle de la concession, la fusion des concestions et des doninistrations, tout changement de concestionnaire...... penrent avoir her gu'en restre d'uy de'cret délibére en conteil Il lat, renon sur avis conformade Conseil général, s'il s'agit de lignes concédées par le lépartement, on du Conseil nunicipal, s'il s'aget de lignes concé dées par les Communes,

plus perpetuelles (autrofois elles donnaient mais trance à de véritables propriétés procés; le Canal du midi en est my exemple par contignent, il arrive my monsent on elles prement fin- mais l'aniver du ferme



n'est preste sente course I enfinction du contrat. Il fant y pristre eneffet la dechéaux te rachiet, l'incorporation aureienne ge' nervel, la résiliation, le substitution enfin at exploitation par le concessionnaire tel'appoitetion par le Déprertement, on pur la Commune -Derme Kelon mond, be concession me doit pas être inférieure à Maris Les concessions était en général tres longres chetteignait ggant ont été: Leine et Dite - 1873-1933 Pas de Calais ______1818-1920 hord - 1871 - 1926 - 1867 - 1923 Parthe Bouches du Mone __ 1870ct 1873-1916ct 1919 Lous le réquire de la loi de 1990, les concestions outpresque toujours également medme ig ale å ggams- les druces les plus courses sous celles des: Chemins defendela Parthe _ 30 ans - - - done Tufe __ So _ - - du Maine Moire - 30 -Uncertain nombre de concestions out aprendant ité faites avec une duce l'environ l'est la en effet une des condiceleplus eurs varsons: Li le concessionneire

32

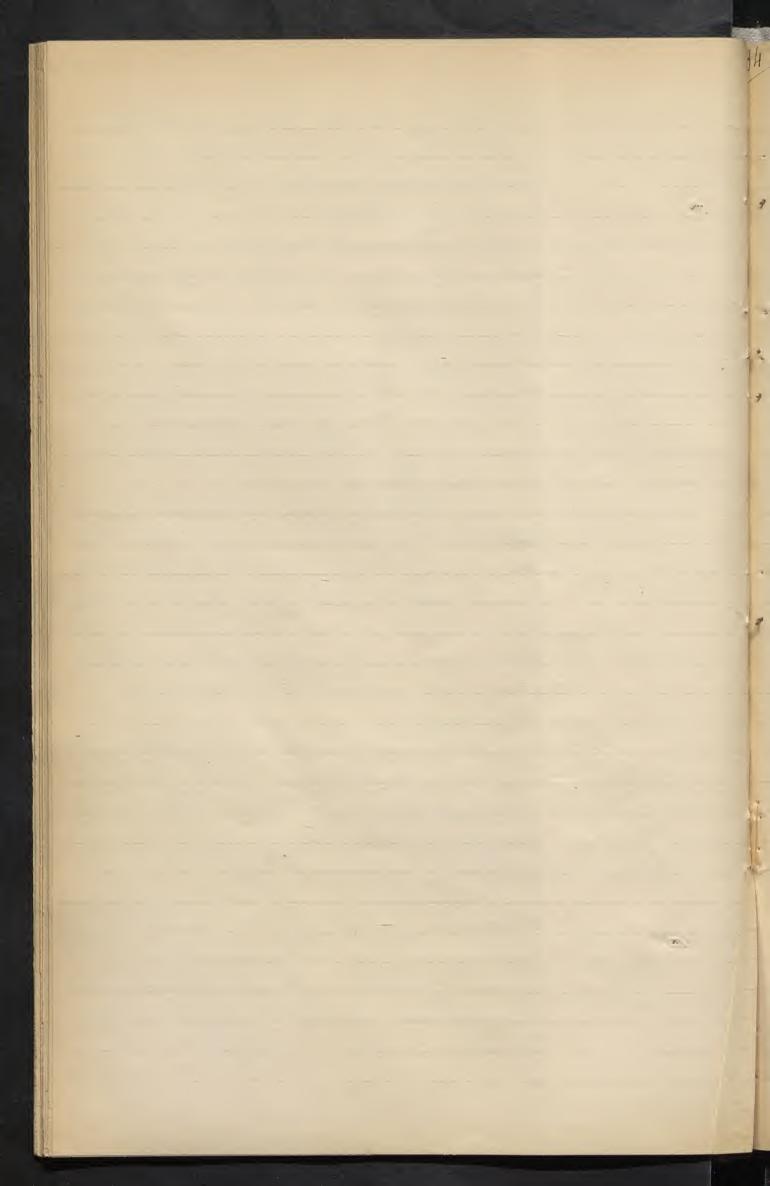


n'apas un horizon assez vate, et nedispose past un délai assez étende pour evoir la herspective de bénépees de nature à stiunter soy activité, et à donner à son rédit des beses solides, il sero peu attiré à sommer. Enfis plus la durie de la concession sero course, plus la durie de la concession seront per la même diminues, estant réprarties sur un petit vombre d'amin, est bénéfices seront per la même diminues, et bligations, exigere une auminité d'antant avoires forte que la durie de la concession serve plus longue da durie de la concession de de la durie de la concession de comme

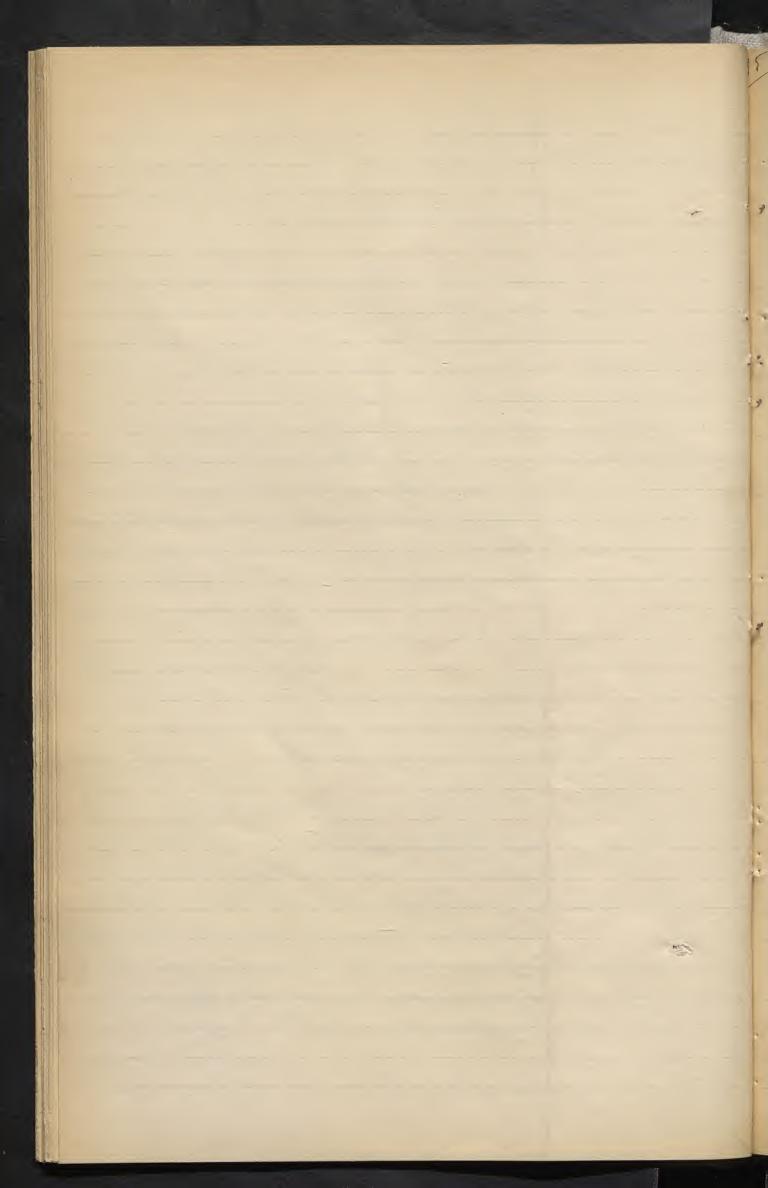
porist de départ la loi qui approuve la concettion. l'expiration de la concettion de la concettion de plein droit le concetant à tout les droits du Concet. tionnaire sur les voies ferrées qui doivent être remites en bon état d'entietre.

Le déchéance est prononcé par le primite des travair publics, sant revous au conseil d'est par voie contentiense de cahier des charges, nous l'avous déjà fait remarquer indépreles cas dans les quels la déchéance pent être encourse. Mens renvoyons pour les détails auf articles 37 et 38. Constratous sentement que des conventions spéciales, et

les lois approbatives pervent apporter des modifications any clauses contenues dans les articles ci-dessus intégnés.



Machat. de rachat peut êpre effectué par l'autorite qui fait la concession. Hy a la une faculté qui lui est honjours réservée. het regles durache prest that, les blépartements, on les Commes Fout différentes trivant qu'il intervient avant l'expiration des gringe premières années de la concession, on après (article 6 & 3, et 36 ducahier des Charges) Encorporation on Nescan general lette incorporation ell presque foujours la consequence de la déconfiture des Compagnies Concestromains Cela out heir par exemple pour les bignes qui avoient été comédés s'ha Compagne d'Allians à Noven, et qui avaient été engla bee's dans l'affaire Philippart. dæde'claration gus fait paster un Cheming Muréseau d'intérêt local dans le réseau d'intérêt general a my ca rachère d'utilité publique. Resiliation La resilvation extrelativement rare. Il fant en effet supposer des conces sionnaires dans l'impossibilité deterin leurs engre sements out obtenu de l'hour. mithrations bufaculté deresilier leur contrat Indestitution à l'Exploitation par le Concessionnaire de l'exploitations pur le Répartensent, on par la Comme-Ceci ama hen an cost ou la regligence du concestionnaire



scriverait à compromettre la técnite dupublic, on a imposer des parensents Farmiles trop élevées. Kemarquons gu'ily & breis to use charge pour le heépartement ethetormune que c'est heir & enf qu'incombe lesoing deconstinuer to construction, on depoursuire l'exploitertion, chant somme en fait qu'il est impossible de cesar l'exploithation of un cheming defer improductif-Droit et phigations de l'Etat. De classement! Luloi de 1880 a drant son article 11 con Jacre et règle en faveur de l'Etat le droit debithaire uncheming defer d'intéret bocal du Domaine public départemental excommal, et dele claster dans le domine del'est. Le déclassement peut être opère de deux focus_ Buntot l'Etat Econtente enaffet de faire entrer dans son tommine, et de claster dans le réseau d'insérét général une li que Considie par un bepartement on une Comme It se sul's titue des lors any drocks etobligationes du concédent et l'égand des entrepreneurs et du Concessions aire. Le Lituation de ce dervier n'est mullement modifice; soy moded exploitation reste le meine; les garanties que lui esturant le cæhier des charges his sout conservées. L n'en est pas de même en Concedant, Département on Commune, à qui une

1 ---- - cistemnité est tre par suite de la dépossession. En effet ils out vie par la concession une propriété à leur profit, propriété qui devait compenser par les restources qu'elle était appelei à procurer les sacrifices auguels elle avoit tout donné bren.

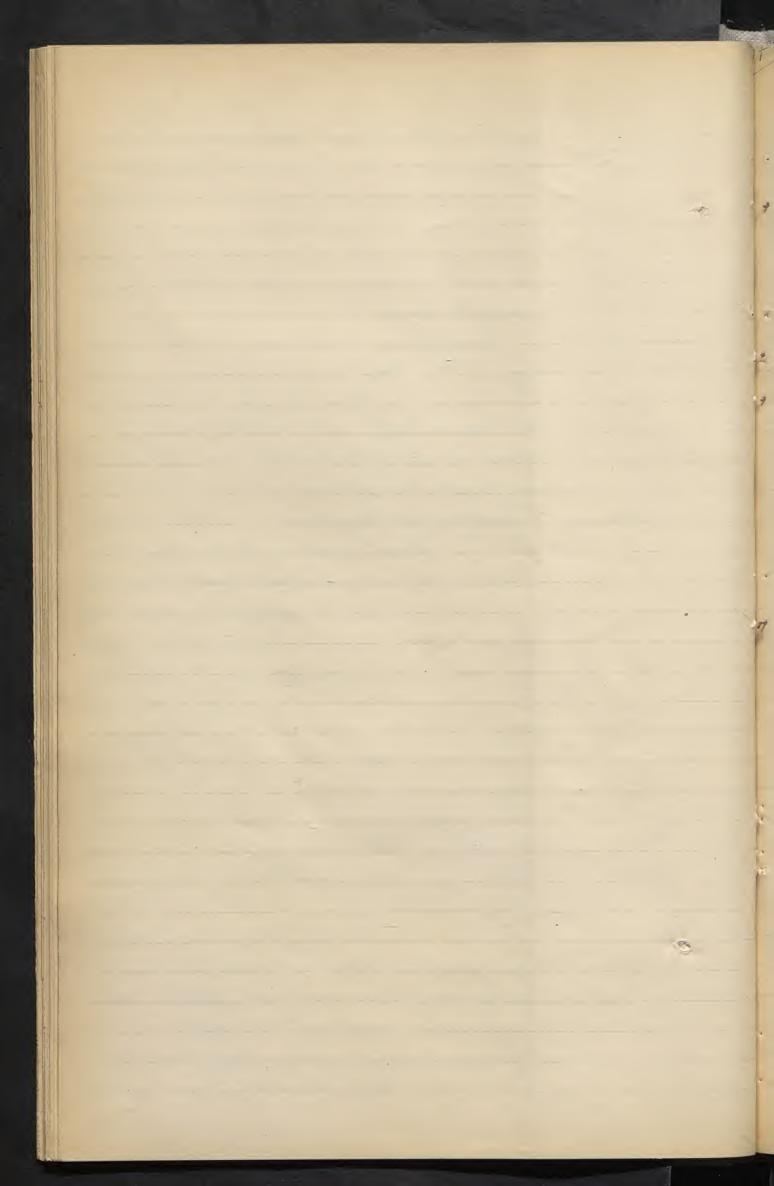
Dantot au contraire, l'état vent évincer le Concessionnaire pour exploiter luis meine un pour confier l'exploitation

l'antoit an contraire, l'état vent évincer le Concessionnaire pour exploiter lui-même, on from confier l'exploitation duchemin defer a une antre Compagnie Dans ce cas les principes d'équité enigent qu'il y ait indemnité.

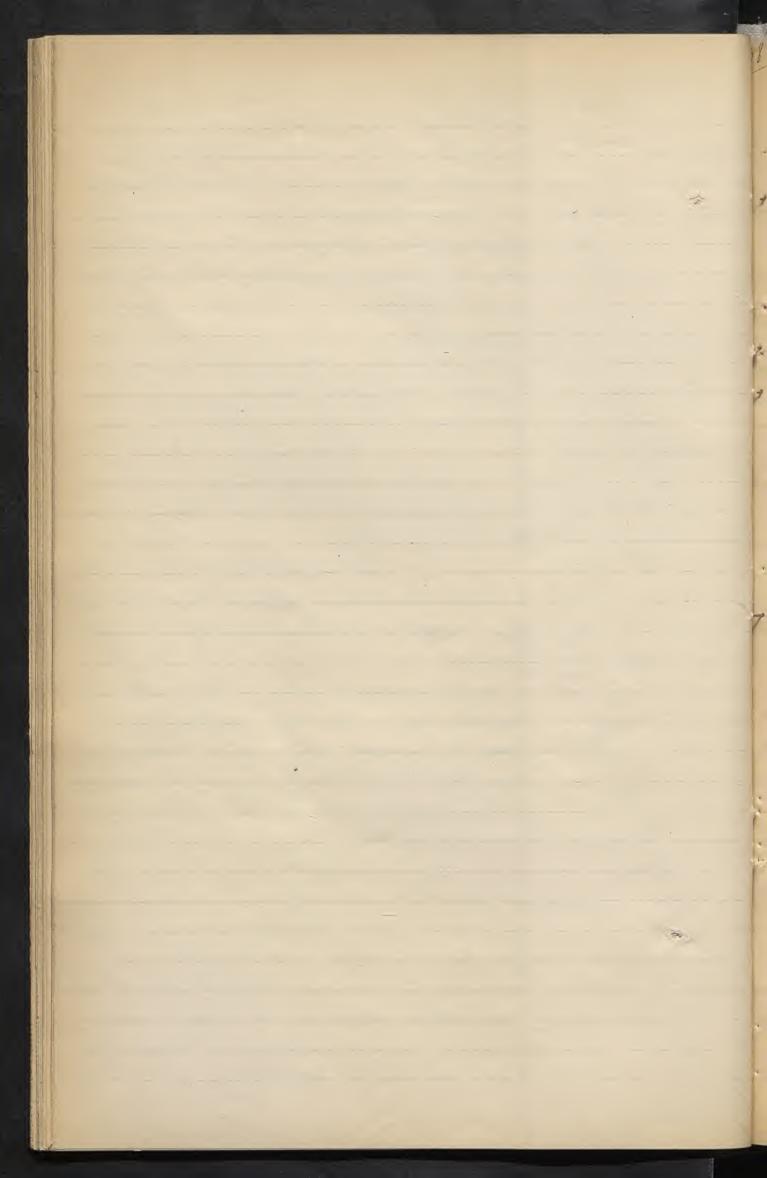
Partage des Benéfices Mans le cas en le produit brut d'une tigne d'intérêt local, pour lourelle

me subvention a été prayée, devient suf fisant pour couvrir les dépenses d'explois deltrois et 69, par on ducapital de premier établis sement, tel qu'il est prévu par l'article 13, la moitie du surplus dela recette est partagée entre l'état, le Département, ou, s'il y & hen, la Commuetles antres intéres des, dons la proportion des avances faites par chacun id eig, pusqu'a concurrence du complet rembours ensent deces avances, tans intérêts.

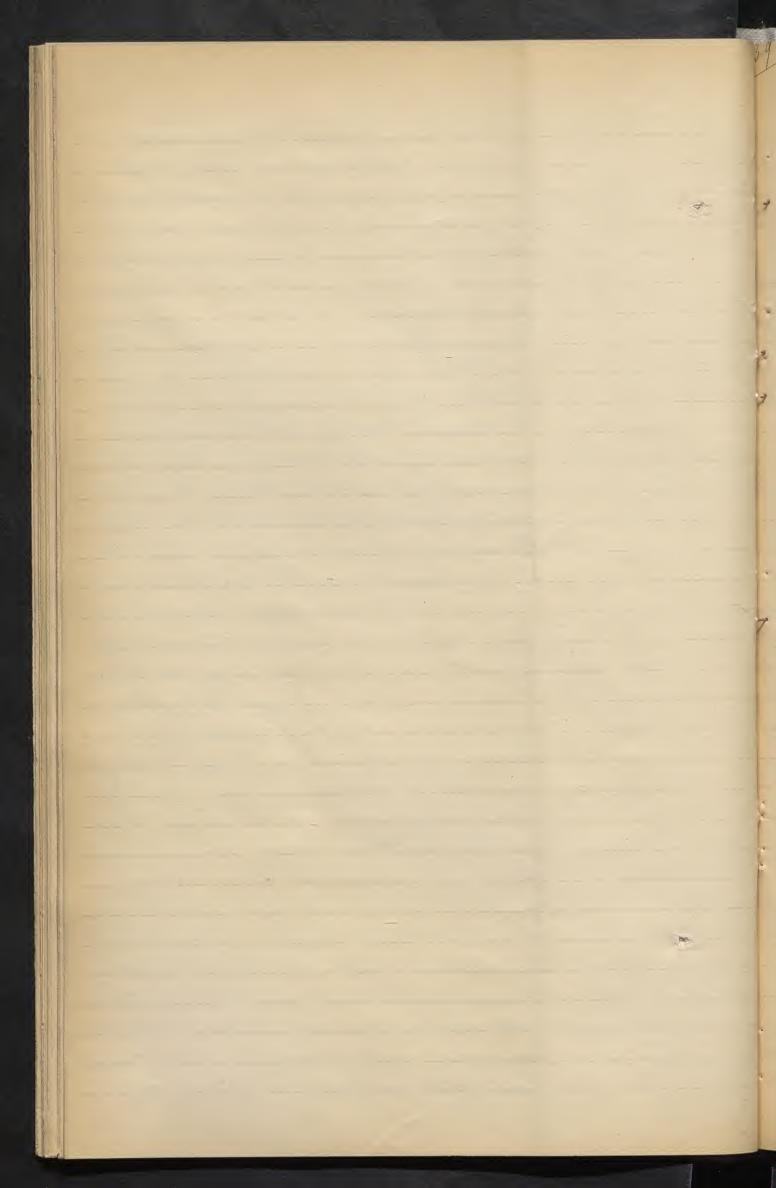
En 1890 l'Etat ne bénéficient que pour un réseau : celui des Ardennes du portoge des bénéfices, et cela pour la soume modique de 4.946^t lervice grabut étréduchon des pris. Les Chemis de fer d'intéres



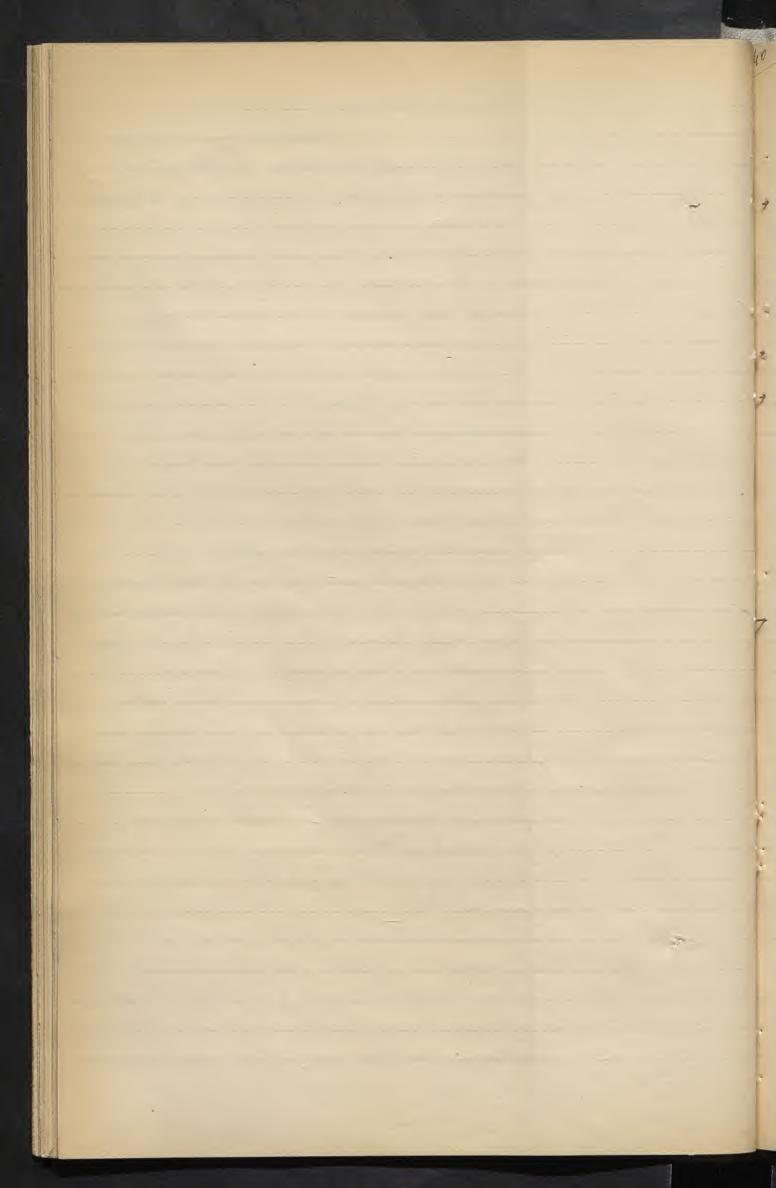
local quirecowent, on out recu une subsention du Presor soul teuls ferms de cette obligation (art 17-loi de 1880) hous remoyous pour les questions deservent trouver place dans cette etude any articles 53, 54, 55, 56 et 37 du camèr des Charges Trupots. Les Chemins de fer dinterés local/mons t'avous déjà fait remarquer plus hants fortpartie du domaine public. Hy a donc hen de les exemples de la taxe des biens de mais morte, autique celles de leurs dépendrances qui font partie du domaine public hafaenske tagnitter ledrin de timbre des billess deplace sur états pens Etre accordie any Chemins defer I wheret localles dispositions édichées en motière le timbre des réceptsées s'applipment à tous les Cherriers defer sous exception meffetlelegistaterir is a établi ancure distinction entre les Chemins de fer Finlenet general, et eng d'interêt local-Avantlatoi du 11 Juin 1890, I 1'était éleve une difficulté particuliere an sujet du droit d'enreget trement du pour les conventions, et le cahier des Charges des Chemins de fer d'intérêt local-Encepsi concerne les Cheminsde for duskiret gehere Glalvi du 28 teiner 1872 avait abrogé les dispositions de l'article



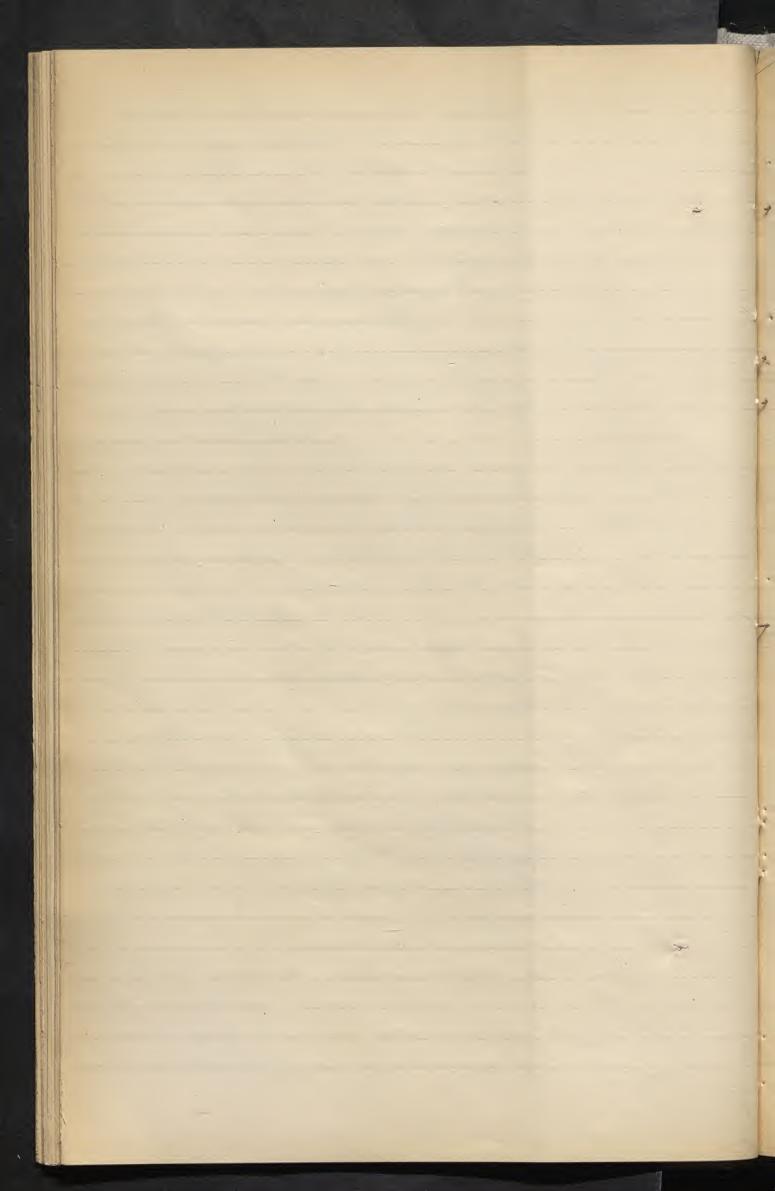
If dela la de of mai 1818 qui avait fice à I frame le droit fine du pour l'euregesfrement des marches de constructions, ette fournitures dont le prin doit être preise directement omindirectement pour leties at est un les avait dispenses du droit proportionnels etelledvoit remplace bancies droit par un droit fixe gradue, applicable our marches dont le prin doit the paye directement par le Trisor-I'toministration det Eurepistrement a pense que cette dispositions étant spéciale anguarches passes par betat, les marches pætter parles llépartements qui pisque la avaient eté assimiles aux marches d'Etat Caient passibles du droit propor tionnel de 10/0 établi par l'art, 69 \$2 2003 elf 3 no / dela loi du 22 himaire au III effrar l'estrale /1 me 3 dela loi du l'estril 1816. Il 1'ensuis ait que la même rèfle était applicable au concessions d'un Cheming deferd interêt local qui sont des marchés de travans publics. malgré cethermisprudences et la modification deballoi, les lépartements avanient intère dans l'article frinal du Cahrer des Charges quela convention we teroit passible que d'un droit fine de 1 france Le Conseil Ilas fit remargner que cette claute étaitillicite, comme constituent une reduction d'in pots, reduction qui nepent faire l'objet d'un Convention- Celigislakens det 870 a tranché todificulté enfiscant à 1 pans le troit



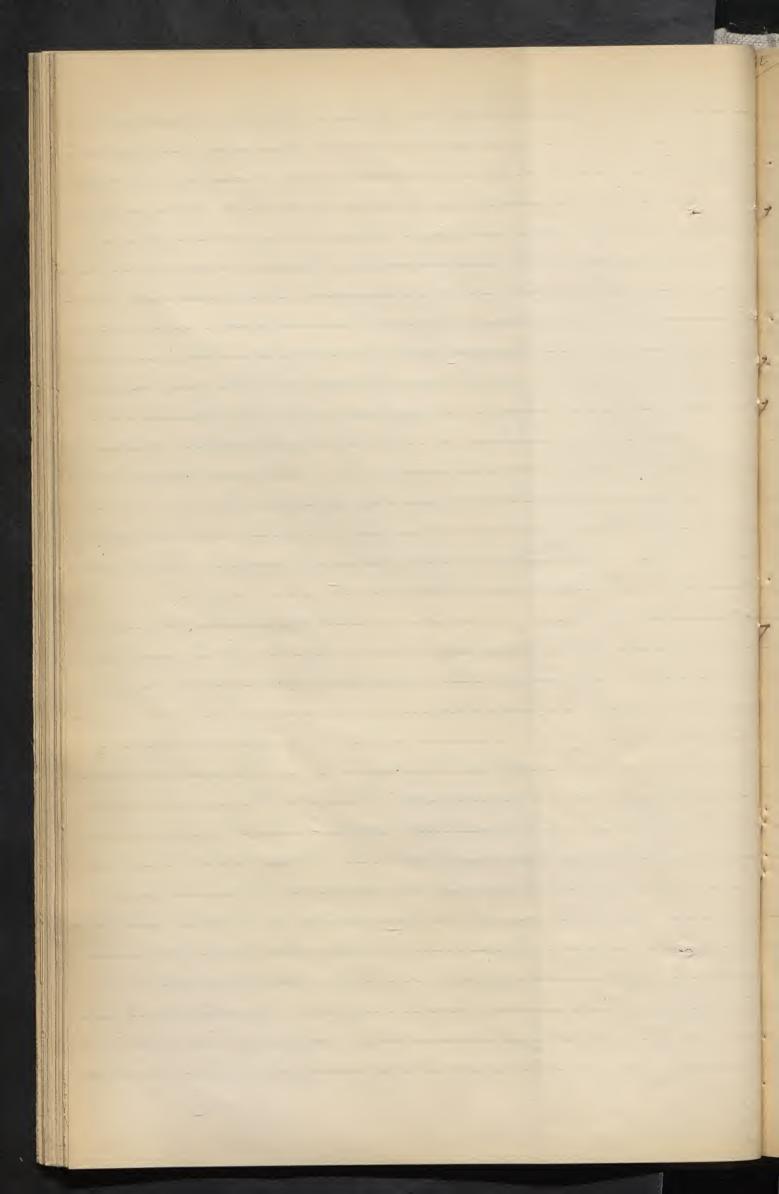
Perregistrement. maintenant que nous remons deturbite, et celes d'une ficous très breve, les questions admismistratives qui concernent les chemins de fer d'intérêt local au point de vue de leve formation, it de lever ache fondamen ful, Je ven parler tela concession, non allors dans une 2. partie envisager les question financières, et rechercher comment les Jocietés & exploitations constituent lem capital, et ensuite quelles sont les ressources que l'estat, les slepvertements, les Commes, etles interesses mettert à leur disposition -Constitution du Capital Il nous prevait ne cettaire de dire brievement Comment on arrive à déterminer les hates qui dovent être prises pour fixer le montant du capital. Misseur dequis det 1839 avait bien comparis l'imporsome de cette grestion et dans fon line tur " l'hifbrence des Chemis defes" rois ce qu'il dit à ce sufet " he gresting premiere et copetale gu'ait à résoutre un ingénieur chargé detracer un chemin defer, c'est de déterminer dans quelle proportion la Dépense devre être timbre pour assurer à la Compragnia tous le rapport frisancier les plus grands benefices possibles. Pour rela il his improrte Furtout de supputer ence ternent quelles seront la grantité et la



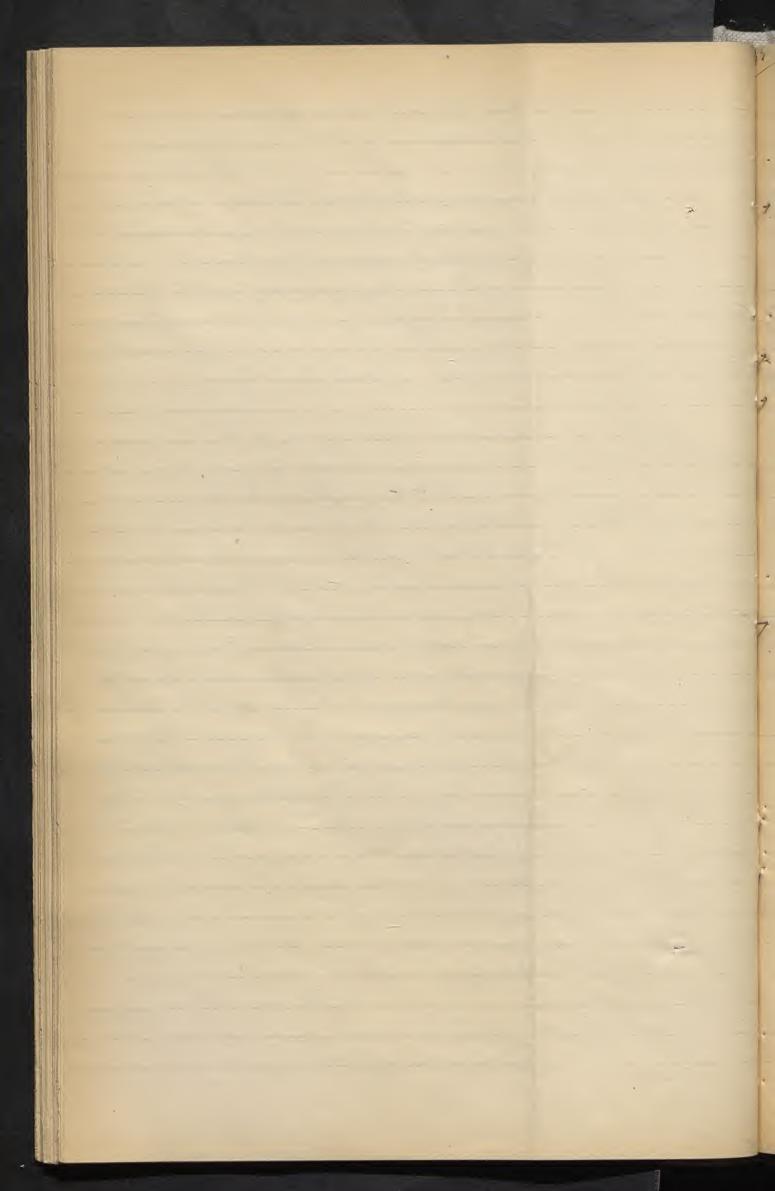
mature des matieres transportées. Plus cette quantilé sera contidérable, plus le tracé devre che parfait, plus le Cheming devre the facile a pratique. Dans ce cas un surcroit de dépenses pour l'établissement ne tournera qu'à l'économie dans l'exploitation " Comment comaître les mon verments dutactic envoyageurs et en marchandites? parles renter grements queles maires pourout fournir. Comment les Compa quies Concestionnaires comaissant le capital qui lem est ne'cessaire pour mener a bien lem entreprise arriveront elles à le constituer? Parlons d'abort du Capital Actions auloi de 1880 netit reis arce sujet; der lors, en l'absence d'un header il mons fant recourir au droit How parait bon de recommander any Conteils generang de lemontrer prudents encette matiere délicates et d'eniger par enemple que le capital se composé en grande partie defonds disponibles en argent, on bien d'objets et de morterrang pouvant être utilement employes. - Ju'ils prement garde Lutout any hommes I affaires qui ne manqueront pres de venir four de paire donner des parts de fondateurs, vir encore des actions grabuites en repré



Lendation deleurs apports - non pas gu'il fraible barrier tout don d'action, mis il fant les restreis dredons la stricte whethere on cela pent the necessaire par exemple dant l'hypothèse on ils interviennent en faveur Duy insustriel, à litre de paiement des travour, on des fournihmes qu'il ourseit fait se pour le compledela Compagnie. Hy aura la me metere efficie et utile qui aura pour contégueux vos senlement de libérer la tociété de ses dettes, mais encored interesser certaines personnes à l'avenir de les lignes-Le Capital des Compagnies Concessionnaires le compose en dentienne hen d'obligations. danger- C'est la gue se sout produits. des abus malhementement trop nombren -Hest en effet à craindre que les Compagnies ne spéculent sur une ensistion disproportionnée des vblsgations par rapport an Capital actions On emettent des obligations alors que lecapital est amonde comme sonscrit, et rél'est pas dans la réalité des choses Hy ula ny moyen facile de battre mon mari, en amettant des titres dont les fouts bout encistes, towent dans un but tout à fait différent de celui de l'entreprise-ger'arrive 1-il alors? l'est

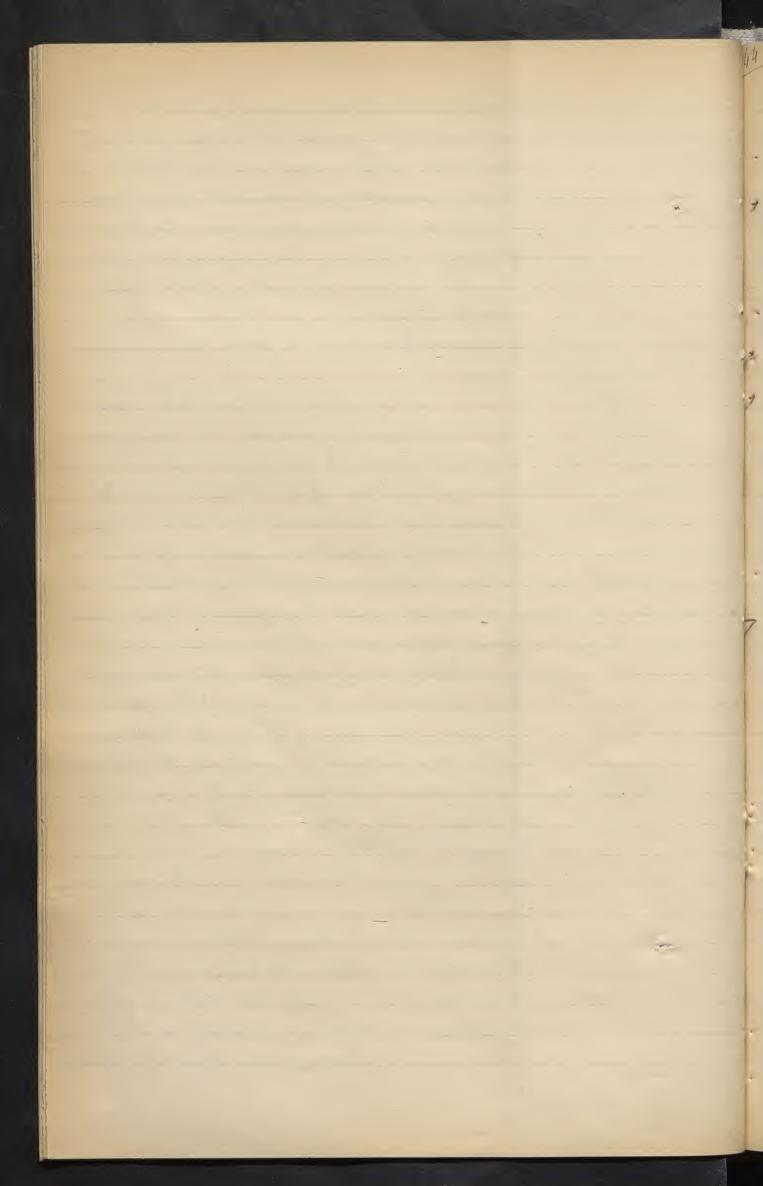


que let fonds bout fouries presque enchisivement par les obligatornes. out ils on mins un droit de surveillance? avenuement, ce sout les actionnaires qui disposent sens de ces fours fournis perdountres - ct, ti l'entreprise sourne mal, ils s'en tirent doing et saufs prisqu'ils n'out neis verse, etce soutles obligataires, vraiment dignes de fitie qui tents sont ruines. Challean mavians mais reel remet en cause la grestion di intéressante deservoir si notre droit com mercial a breiz re'glemente' les rapports a l'obligataire vis à vis de la société, et s'il nederrait par hand une sentaine medure plus on moins large le faire participes a bedruinistration dela focille-Quoi qu'il en soit, dans certains pays, l'oblis quetaire family de grandies askes éterrities Ang Chats_units, la loi escige l'égalité du Capital actions et on capital obligations. Elle autorise en onche l'ainstron de bous hypothecoires garantis par he propriété des Chemins de fer lufur les Obligaraires sont représentés collectirement par un fondé de pouvoirs qui, en cas de may praiement des intérêts, on de noy remboursement du capital pent faire Drisir et vendre le matériel. in thutties beforement enige le versement dans sur propre Caisse du fiers du capital-

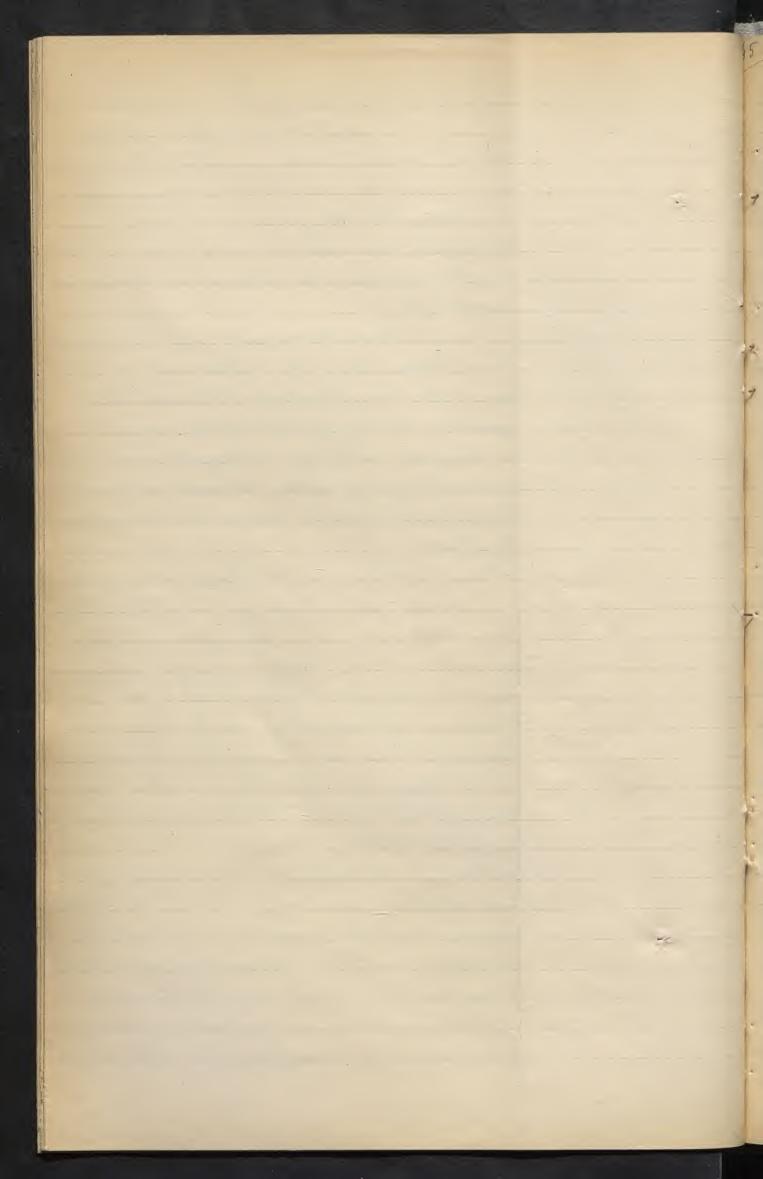


hous ne cidous pas ces garanties a ceor dels anjobliquetais à a l'Etranger pour proposer de les introduire en trance. Les sont incompatibles en effet avec la notive fusionique de notre concession, les chomis defer concèdés ne devenant pas propriété privée. Li nous les avons mentionnées, c'ut pour montrer que la situation de l'obbi. y ataire a préveniré, à prote titre, certains pays.

da loi de 186/ est muette fur la Constitution du capital les aleus que une avous tignales se produisirent rapide ment; l'on chercha alors un remède. His ent pres lien sous forme de mesure le'g is hehre, mos de conventions particu heres l'est ainsique dans divers décrets fut viserce me disposition sommet fant les ensissions à une autorisation préalable en missistre des bravang lublics 'Im de'cret du 30 horil 1870 relatif à l'attu-Dication du Chemin defer de Clermonta Enlle décido que le montant des obligations nepourait dépasser les 3/1 ducapital delivers - un decret du l'était 1872 autorisant l'établis sement du cheming de fer de træntes à Parinboenf et à Pornie repro. drisit la meine disposition et ajonta agui ancure emission d'abligations me pouroit être autorisée avant que les 3/1 du capital social aient eté verses, et employes en achat de terrassed, travais, approvision nements sur places on endépôt de Canton



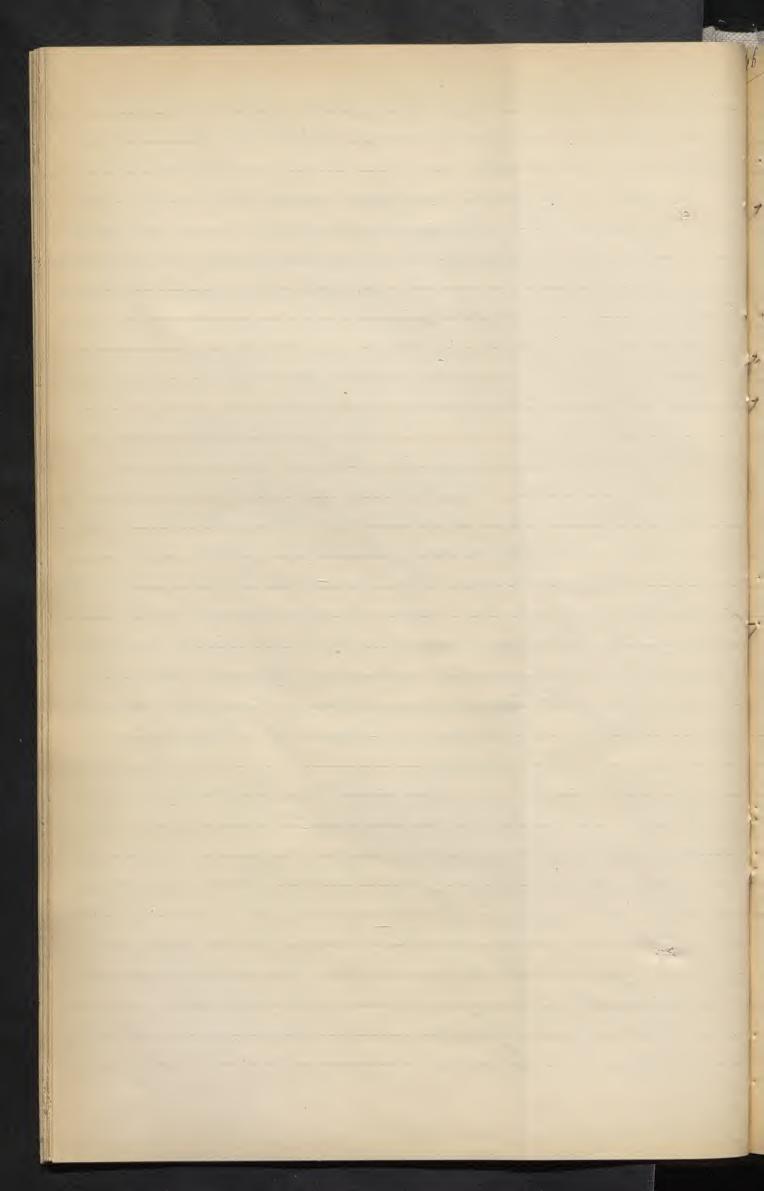
nement 17 Par un décrét du b trovembre 1872, le Conseil d'étabredrist à la moité ducapital dela établissement le maning d'ensistion des obligations, et portant à 4/ lafractions du capital tocial à verser, et à employer arount la révelis ation d'ancum hes dispositions que nous versous d'analyser out été réproduites et some tionnèss dans l'article 18 delse loi orgarique du 11 pring 1880 arresi concu-" hieure en istroy I obligations me pent avair hen gu'en vertu d'ime outorisation donnée par le misistre des vovang publics. "He re pent eta einis d'obligations pour une somme supérieure ou mointant du capital actions qui sera fine à l'emoitie an orroins de la dépense jugée nécessaire pour le complet établissement, et la mite en enploitation de la voie ferre Recapital actions devra the effectivement verse, sans qu'il puisse être term compte des actions libérees on à libérer autement gr'en argent. "Ancure einit son d'obligations ne doit Etre autorisee avant que les 4/1 du capital actions arent été verses, et employés en achati de terrains, approvisionsementism places on en dépôts de cantionnements " Conte fois le Conces sions aire plut The autorité d'emettre des obligations



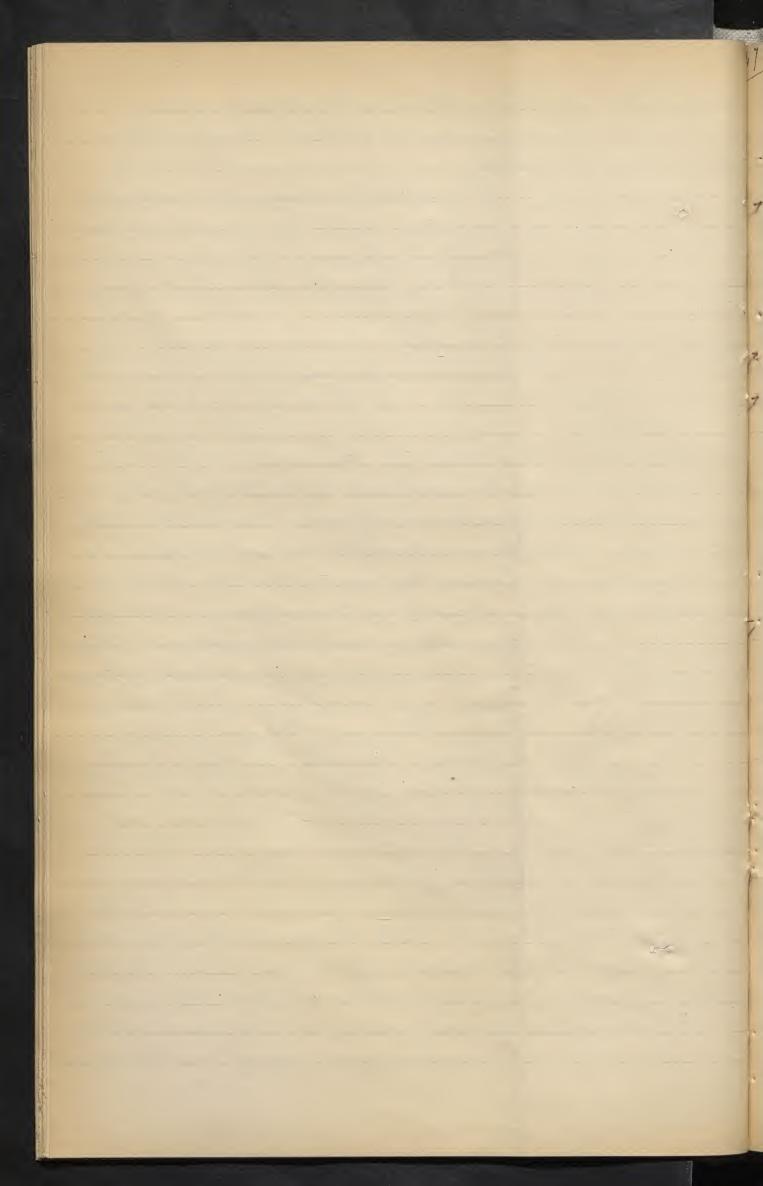
lorique la totalitéducapital actions sure ele versie, ettil ett dinnent puttifié que plus de la mortié dece capital acté employée dans les termes du paragraphe précédent, mais les fonds provenant de ces einistions anticipées derrout être déposés à la caisse des bléposs exconsignations et ne pouvont être mis a la disposition des concessionnaires que fur autorisation formelle du ministre des Travary Publics 1, d'article 18 comprent m

paragraphe dervier ainsi concu: " Les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 neserons pas applicables dans le cas où la concession serait forite à une Com paquie déjà concessionnaire Pantres che mins de fer en exploihetron, di le ministre des travaing Public's recommant que les revenue met de ces cheming tout suffisants pour assurer l'acquittement des charges résultant des obligations à emethe. 1,

Clai vite den hypothèses: 1ª celle on les grandes compagnies se rendracing Concessionnaires I un Chemin defer d'intérêt local da raison dela dérogation, et le but de la loi sont bien faciles à Jaisin, et her logiques Il est imitte eneffet de les forcer à augmenter leur capitals alors que les galanties qu'elles offrent tout coutidérables.



le/celle ou il l'agit de certaines Comprognies présentant de grandes goran hel-Phrojeurs Compagnies pours sent de cettefaveur de la loi, et entre antres la tociété des Chemins de fer économiques, excelledes Chemins tefer départemen tang; ha première à my réseau de 807 kilometres, et la despreme de 449-Ebles out été de privilège qui lem a été donné a été très critique. Elles mesons, eneffet, in plus, in moins capables que d'antres giri pouraient éclire, mais elles possèdent le grand ovantinge d'appartenir au groupe des grands Etablis. terrents de cré dit de l'arre, et dons la tunite des copitany que ces l'hablissements methent à leur disposition, ces beilés formistionsent les condettions dans les contrées qui leur paraistent avantagenses, à des conditions d'autant plus favorables pour elles que la commence h'est guere possible. En effetce qui iloipre un grant nombre d'entreprises, c'est le manque de crédit suffisant from rem plir les conditions imposees par le cahier des charges l'enesouppor la les sends griefs que nons ayrons à forunder contre la faver d'ent jourissent ces fociétés, cette faveur a un répultat détestable celus de réduire la gorantie des obligataires, car il se peut fort bren quela compagnie engage son capital dans



des operations qui tout changeres à la concestion qui lem à c'te accordée les grances com pagnies trouvent, à la différence des petites plus decapitant qu'elles as en out betoin Chaque compagnie locale au contraire, qui te poude ett auf yent des capitalistes ce qu'est un commercant un vellement établi aux yent des fournisteurs, et pour le commercant comme pour la compagnie nouvelle, il fourt un certain temps pour établir sourcré dit.

dece fact. Inne concession fut accordie par la loi à la Compagnie franco-ala ineme avec une garantie de so, - or cette compagnie orvoir pour obtenir son appui c'ede à un syrvoicat toutes les obligations à créer en représentations de cette garantie.

N. B. Grandes Compagniès Concestions aries de Cheming defer d'intérêt local.

Lociété des Chemins de fer économiques

- Lépartement au forme des Prance des Prance

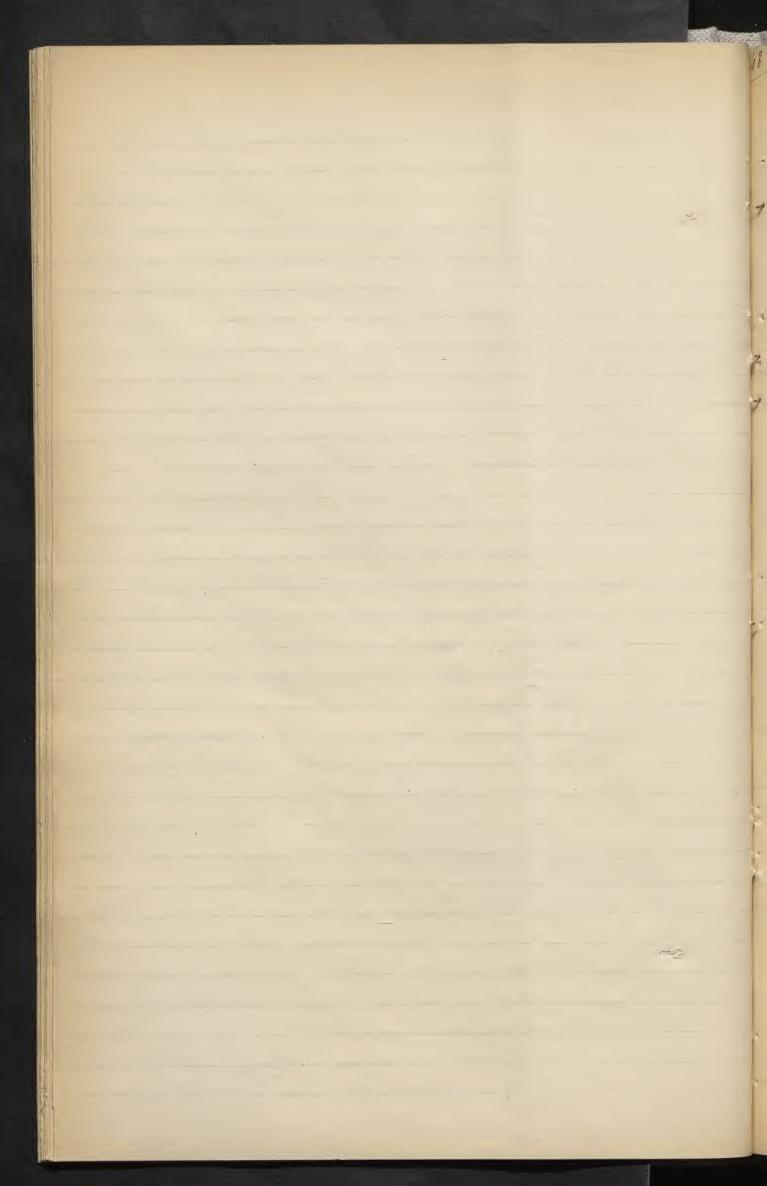
Compagnie des Chemins de fer du bid de la France

- Muses de Bert.

Les ? premieres out des lignes d'intérêt général enneue temps que des lignes d'intérêt local me des transvays. Hue nous est donc pas possible des éterminer la part d'actions et d'obligations afférente à chaque caté gorie.

La société des Chemins de fer leonomiques est au capital

de ef. 000.000 dont 6.26000 verses. Les obligations ennies



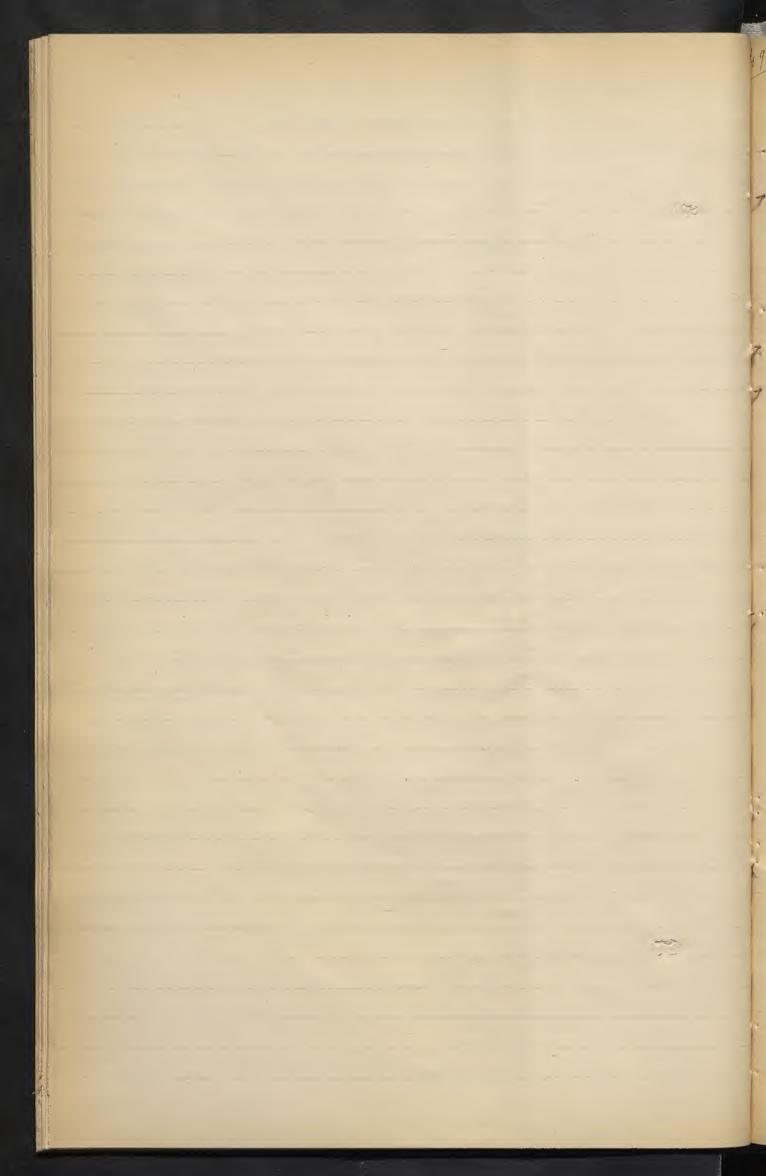
Cette cession avait été faite à un say qui contlituait une différence de plus de 4 millions entre leprin devente, et le firm de bourse, i est à dire // dela dépense a'effectuer pour l'établissement du cheming de fer. Il est de soute cridence que sicette Compagnie dépouvour d'argent, et de crédit doort pu de procurer por un moyen quenous préconisons, et que nons indiquerous plus louis les capitains indis pensables sams porsser sous les fourches convines, elle est pie rabattre sur les to millions angquels out été estrinés les travery, et la subvention de l'état s'en servit pource par suite réducte dans une proportion assy sensible. Let enemple n'est pas le seul que l'on puisse donne

au 31 llécembre 1991 1'élévoirent à 44.7/2.000°-Récompagnie des Chemins de fer Ochartementary a un capital de 30.000.000 dont 16.000.000 de réalisés-les obligations au 30 Novembre 1791 1'élévarent à 20.202.000.

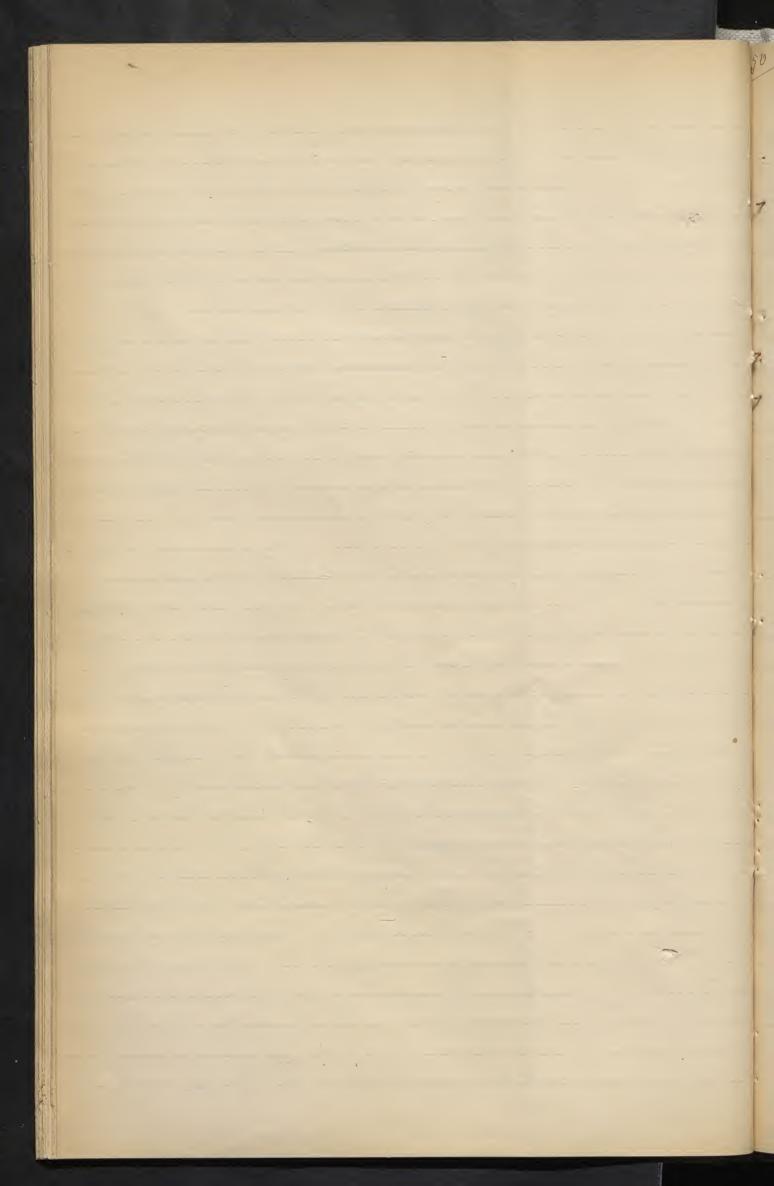
Racompagnie du Arid Dela France a my capital echrons de 20. v.oo. voo. Lou capital v bligations an 30 novembre 1 tg1 étant de 70. 26 7. 000.

heries de Bert ancerne einstsion d'obligations. n'a en encore hen-

des dépenses d'établissement qui s'élèvent à 2. 1/0.000.



derapport de mi Arice encontient d'autres igalement bres mettrictifs «la com Alagerie des Votges, dit il, a du emprunter a 7% et let lignes dont le coût is amais pasencide 130/000: par Rilometre ti "elle m'avait paye" que s'/ le loye - de tes capitang his fort revenues à la Frite de majorations onéreuses auguelles elles out donné lien à près de 16 s. 000 t- 1 A histoire des luttes sontennes par la compagnie des Charentes pour obtenir ducre vit ett un vrai martyrologe -Dontes Compagnies out Emprime Jusqu'à 9,10 et11 70-Hy a la une question qui interesse auplus hant point les finances de l'Ital, chois mérite d'attirer Hattenhoy des pouvoirs publics à une Gropeon ils cherchent, a fiste tite, à apporter dans l'Administration des finances la plus stricte économie. Voici le moyen que nous croyous bon et qui, selon nous, pour out obvier any inconvenients que nous nemons de décrire nons croyons en effet que Landisquel' Chat's efforce d'aider 'les Departements etter Commes dans to realisation deleurs emprunts, en lem offrant l'intervention utile et avantagense dela Caiste des léports et Contiguations, efter Crédit toucier, il Le désurtèresse à fort les emprunts faits



pardes Compagnies auguelles il a confié le paraché vement de nos voies ferrées Dones ce but, nous serious detreng de voir fonder une Caitse "des Chemins defer grantis " forchimmant sons le contrôle direct de l'Etat- Hy amont la une mesure aussi utile, et autti talutaire que l'a été la création à une époque antérieure du Crédit Foucier. hous ne voudrious fræs endrer dans des grestions de détail, nienposer ici dans des moindres condibrous la règlementation à laquelle serait sommise cette caisse Throng parant utile réonnissies de montres brievement comment nous compressons dans les grandes liques le mécanisme de cette hinstitution-Elle serait constituée sur detbates analognes o'celles qui out été Rdruises pour la création du crédit Forces - Low copital social initial servis de 29 millions pour être contamment maintern an moyen d'ongmentations Lucces sives are counte des obligations en circulation- Elle amait en versu d'une loi ledroit d'einettre des obligations à

lots en représentation des annuités dues

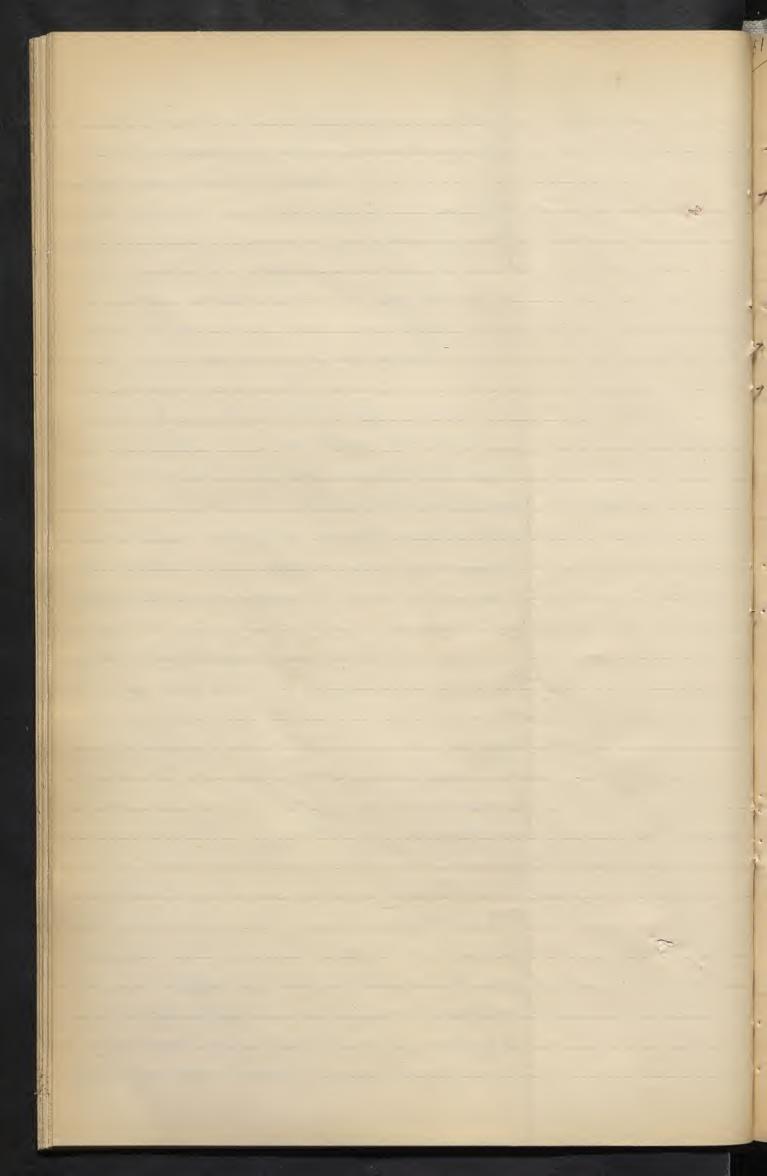
parl'Etret, lesliprertenent, les Commes

from la Construction est exploitation

des Chemins de fex- Ces ammités lui teraient

regulièrement délégnées par les entrepre

news qui amaient recours auf capitant

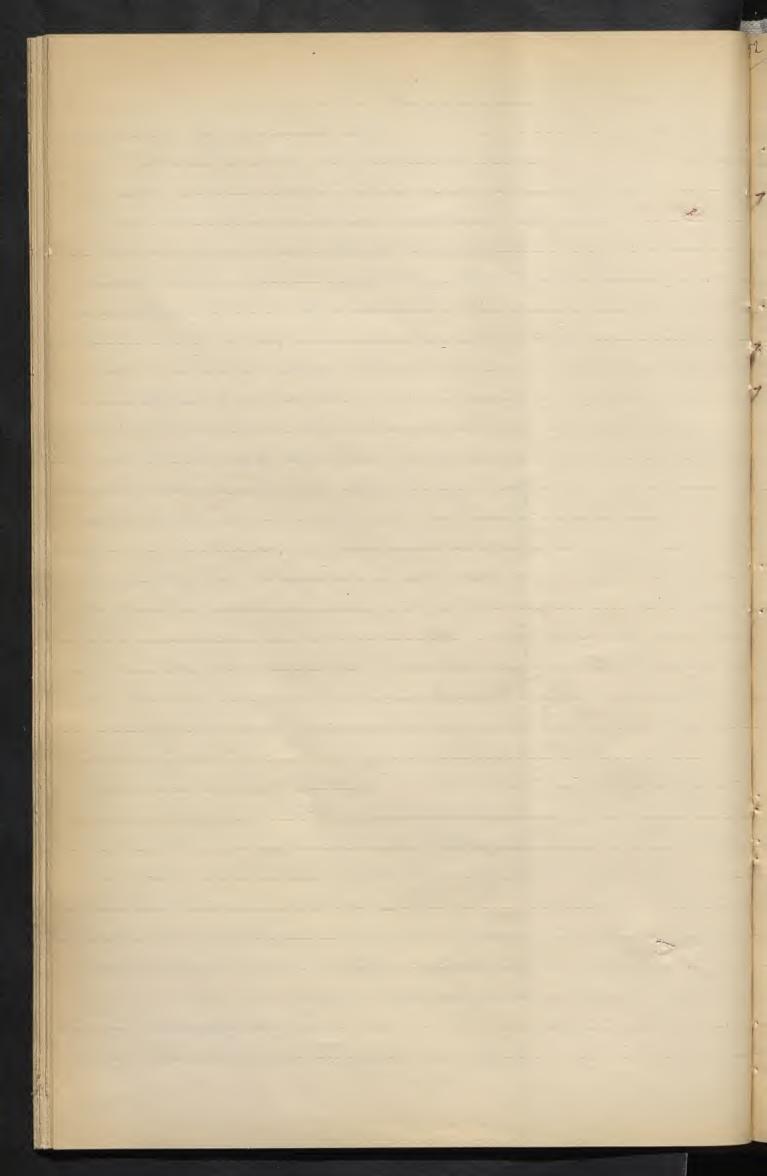


dela Caisse.

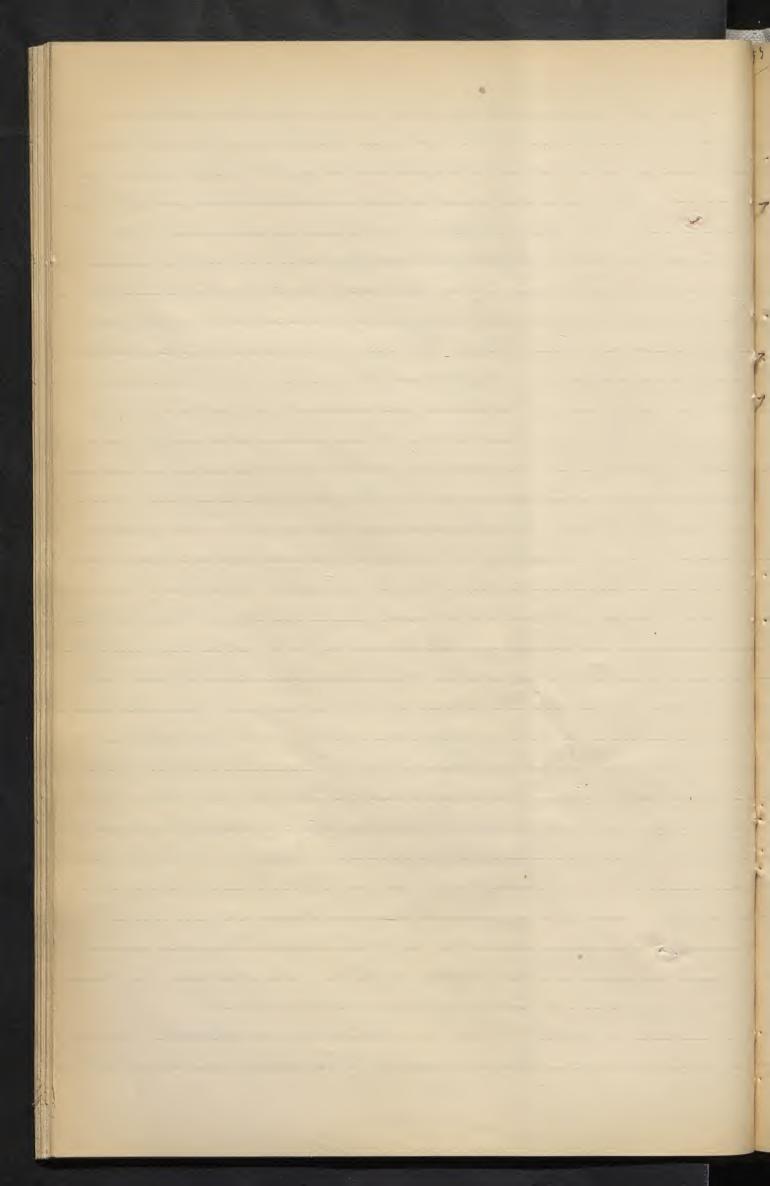
If du 'ou ne vienne pas nous dire que cette idee est irrealisable. honda preuve en est qu'elle a reen son appli cation, sons ma forme différente, en belgique où il existe une Société mationale des Chemins defer vicinay qui consiste en une mutualité formée entre toutes les Commes ayant intérêt à la Constine troy des chemins defer routiers. Autsi, grace à cette combinaison, le réseau vicinal "de nos voisins est il construit time frecon ansti e'conomique que possible. L'evemple que nous venous decider a suiplement pour but de montrer que no trethéarie pent recevoir une application pratique, et non pres de préconiser le système enplayé en Belgifue, car nous recommaissons que dans un pays qui, comme le notre, comprend 36 000 Communes une mutus lité ne pour ait fonctionner anssi facilement que dans impays de smillions /2 I habitants-

harde ei destus je krouverait place soms l'antorité d'un gouverneur nommé par le genrement, cheivocable par lui-Elle serait, an moment de l'onverture du crédit substituée au conces simmaire dans sons ses droits aug annités garanties.

actions et oblightions n'a pas été soms

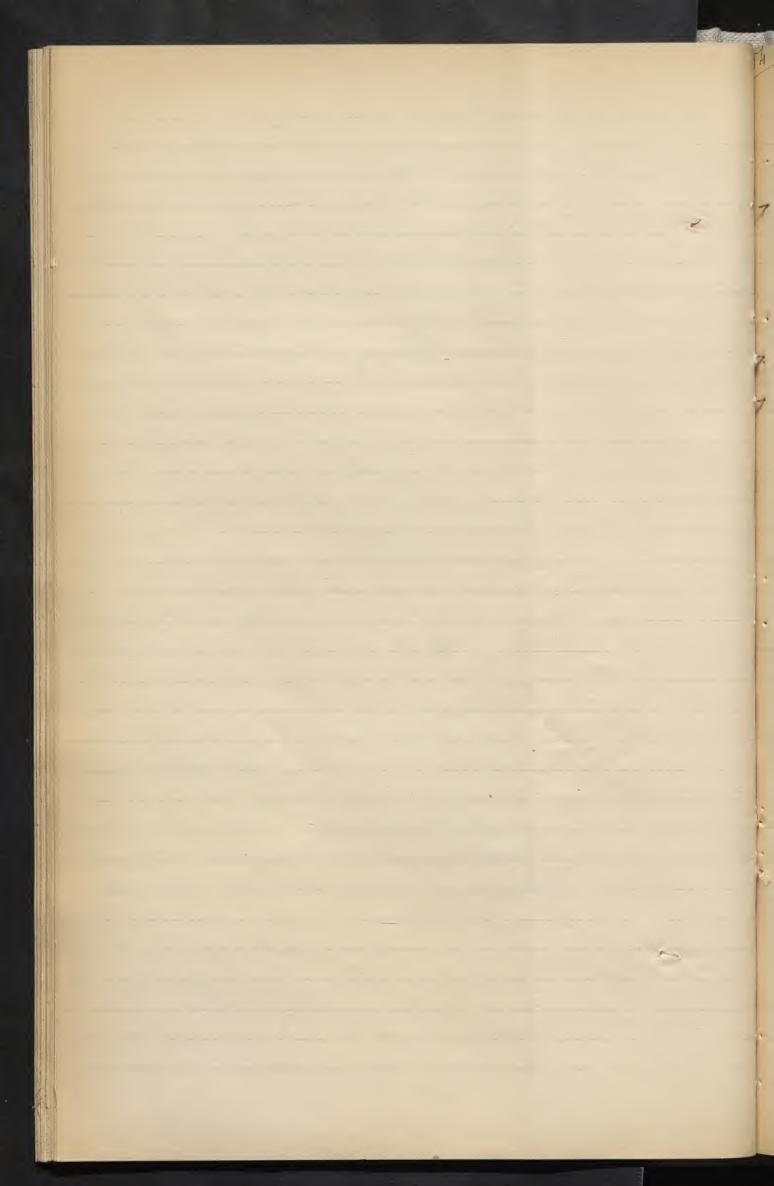


afterer l'attention du législateur. C'est ai si que les chambres out été havines dedivers projets agant pour but de remédier any insconvenients de la loi de 1880. E' est anti également qu'une commission speciale instituce from me de'cisson en døde du 30 hovembre 1889, préside par his chanchat, conseiller Ithat, etdont berapporteur chart hr. d'Inspecteur gal des Ponts et Chanstees Brosselin, frit chargée d'étudier cette ques from. Dans cebut, elle envoya des girestionnaires any Conseils generang, any Ingeneral, any hights, and Concessionmany, 'etselrore aussi a des enquêtes sur place Voies ce qu'elle décros ence qui concerne le point special qui wons occupe-Elle dermande gr'on revierne soule dernier paragraphe del'article 18 qui permet de dépresser la proportion de moilie pour l'einission des obligations; ceparagraphe a en effet donné lien à le nombrençabre d'enguéte à trèquelle l'était livrée la com mistroy avail été très précise sur ce point, Autsi ba Cosseristion proposa telle der accorder cette forveur any Compraquies que lorsqu'elles arrorient au moins 14 années d'enfiloitration, cas auguel l'entreprise serait à même de donner de réelles grevanties, en fournissant un gage sufficient and emprimeent-La tolution adoptee from to Commission fut sommise au Conteil d'hat

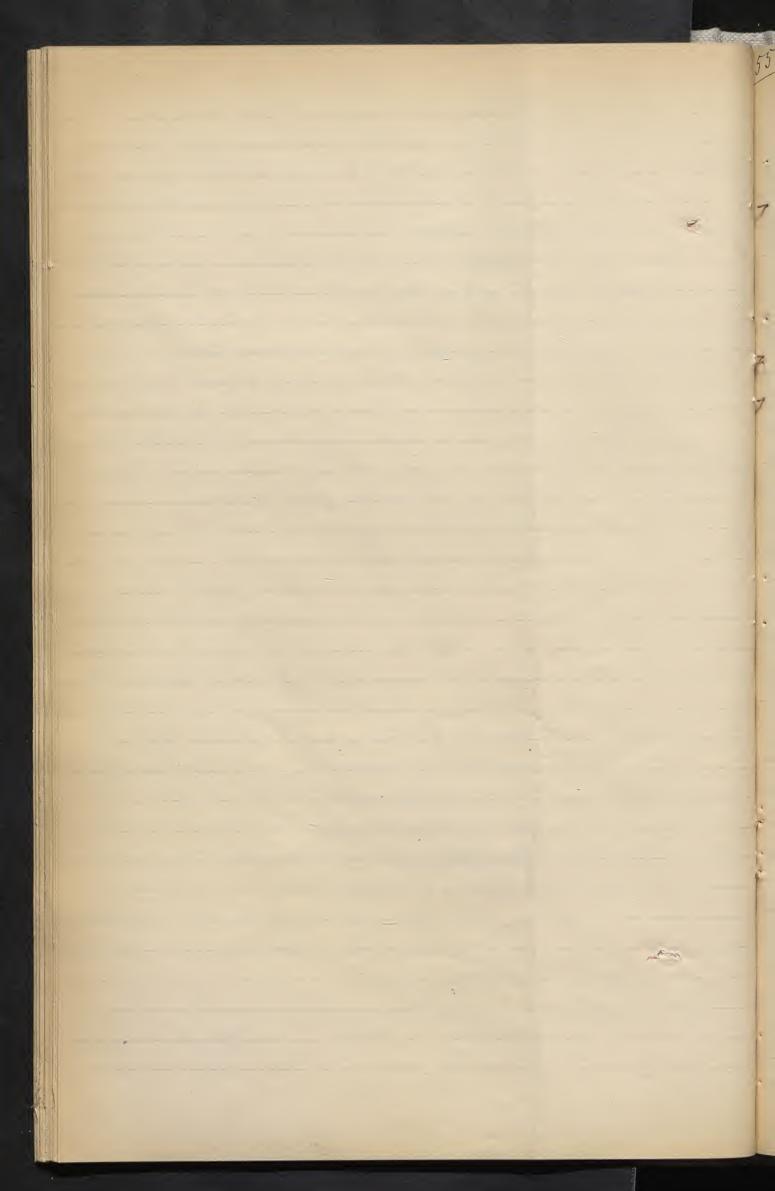


qui rendit l'avistimant. a Considérant que le profet admet comme taloi de 1880 que dans les cas on la Compagnie est déjà concestionnaire d'antres lignes en exploitation, elle pent être autorisee à emettre des obligations pour la totalise du capital de premier che blis-Sement, tile himsthe recomment que les revenus mets de ces lignes tout suffijants pour assurer l'assittement des charges Geristow, mais gu'il enige d'une part que les lignes soient en exploitation depuis 4 onnées, et d'antre partique les subvenfrom me twient pras comprises dans l'éva hvation des produits meti-" Considerant que cette derviere conditions,

groique conforme a la Juris pendence itablie æke protement critiquee, et qu'il privait fréférable de substituer au système proprote'm ombre système qui consisterait à comprendre les subventions dans le produit met, mais å n'antoriser les Com pagnies à einettre des obligations que pour les 2/3 de la dépense laisser à tem charge; qu'en effet, même t'il est recomm gn'an moment de l'émission les lignes. constructes on a construire donnént, onfervent somer un produit met suffisantpour assurer le service des obliga front, it fulier de crois dreque ce produit net puisse dans l'avenir être entamé par des réfections, accidents, on autred dependes imprevnes; grapour



prarer à ces exentualités, il convient Deniger entous cos qu'il y vit un capital actions don't le monfait toit an moins d'/2 dela dépense laissie à la charge du Concessionnaire; qu'en outre, en raison des difficultés que présente l'ésa broken du profit met d'une ligne à cons truires il est prête de meterin compte queprofis à commence des 3/4a' Contidérant enfin que l'expérience a densontre l'inconvenient de perme tre a'une même Compagnie d'exploiter des lignes dans des Répartements éloignes. les uns des antres, et d'enfroser ariets des Atiquetaires, qui n'ont engénéral souscit grich med me entreprise déterminée, a von leur gege dissime part adjuctors d'une affaire mèrense, et qui n'a ancum heir over be premiere ; go il y a done hen delimiter l'exception an cas ou lestiques dont la Compagnie est déjà concessionnaire sont situées dans le meine département, onte prolongens tur un département limitrophe " Esto rois gr'il y a her de modifier leprojet delvi dans le tens des observortions qui prece dent " Porci la rédoction de l'article 18 ff telle grælle a été proposee par le Conteil Pelist: 11 de Compagnie Concestions aire pentêtre autorisée à en ettre des obligations from une somme supérieure au montent

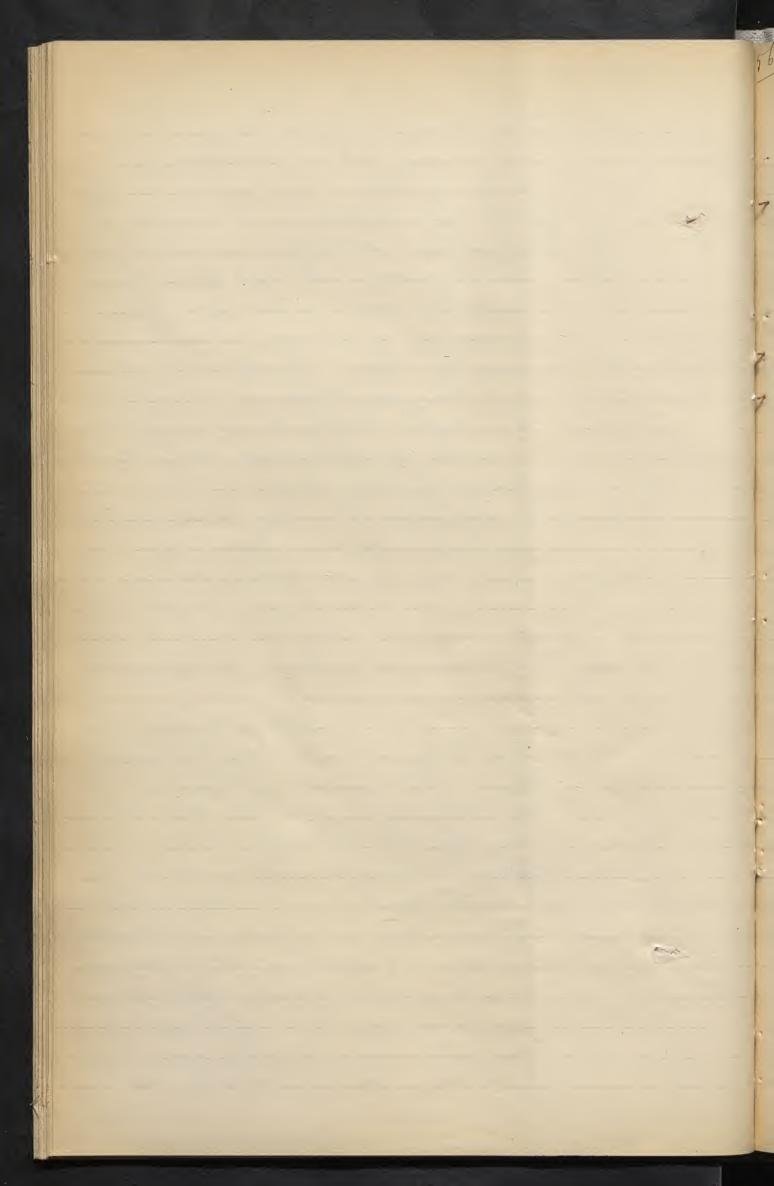


Au Capital actions, lorguele ministere ses bravaux Publics recomment que l'au mité nécestaire pour convair les intérects, et l'amortis sement des vobligations à einsettre est suffis anment assure prerles produits nels soit de la lique à construire, soit d'antres liques dont la Compagnie seroit défà concessionnaire dans le même département ou qui se prolongeraient sur un département limitarophe, étant entendre gire les subventions sont comprises dans l'évalue.

du produit net d'une ligne à construire que futfu à concurrence des 2/4- Dans aneun cas, le montant du capital actions re pent être inférieur au tiers de la dépense haissée à hacharge du

concettionnere-1,

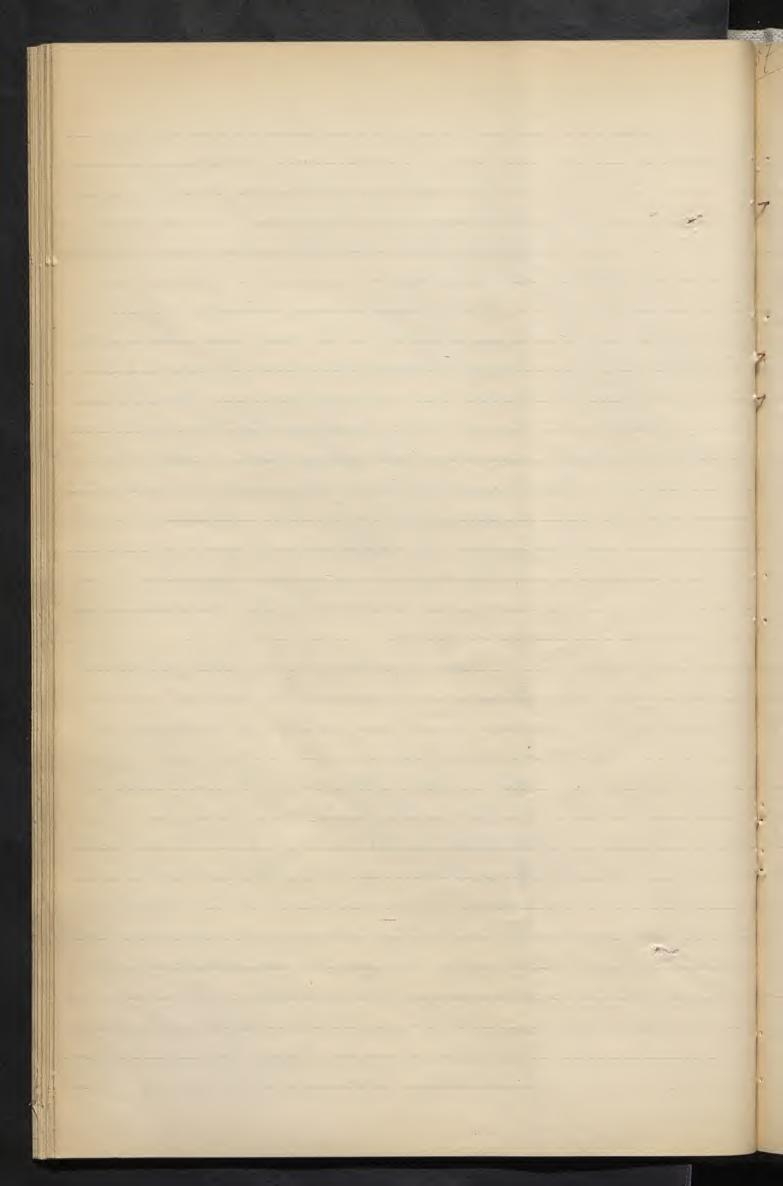
pår le gonoernement gus l'a déposé fur le Bureron de he Chambre des bépulés, une première fois letto Feirier Byz tous le min istère de M² yves Guy ot, une deux eune fois pend ant la houvelle légis l'alures le l'Estrier 1394, som le Ministère de M² Journant l'est dure que de priis plusieurs années le gouverne ment n'a cesté de saisir le harlement de cette question, désirent qu'il était de le voir en trer drans des indées nouvelles plus protectries tout à la pois et des intériets



du tres or et des sonscriptions apportées and compagnies Concessionnaves house reportout grefeliciter decette initio. Sive qui, nous l'espérons, metardera pos trop d'être sauctionnée par un vote legishatif. het Compagnies concestions vives, nous venous de le voir, out à leur dispo Lition certaines sommes Frangent provement handles actions que des obligations. Ce me sout pas la les seules res tources qu'elles posse dent. 1 Etat, les Départements, les commes, les particulier enfin contribuent à leurs dépenses au moyen de subventions, onde garanties. Finterets, suivant qu'on teplace Sons le régime de la loi de 186/ ou sous celui re he loi de 1880. Commenttone la loi de 186/ réglait elle leconcours financier del that? Voici ce que mont disent à cet égard les articles [et 6. art 5 " bes tubrentions persent être ac cordées turles fonds du Vrison pour l'ene'. cution des Chemins de fer d'inhérêt localle montant de ces su brentions pourra

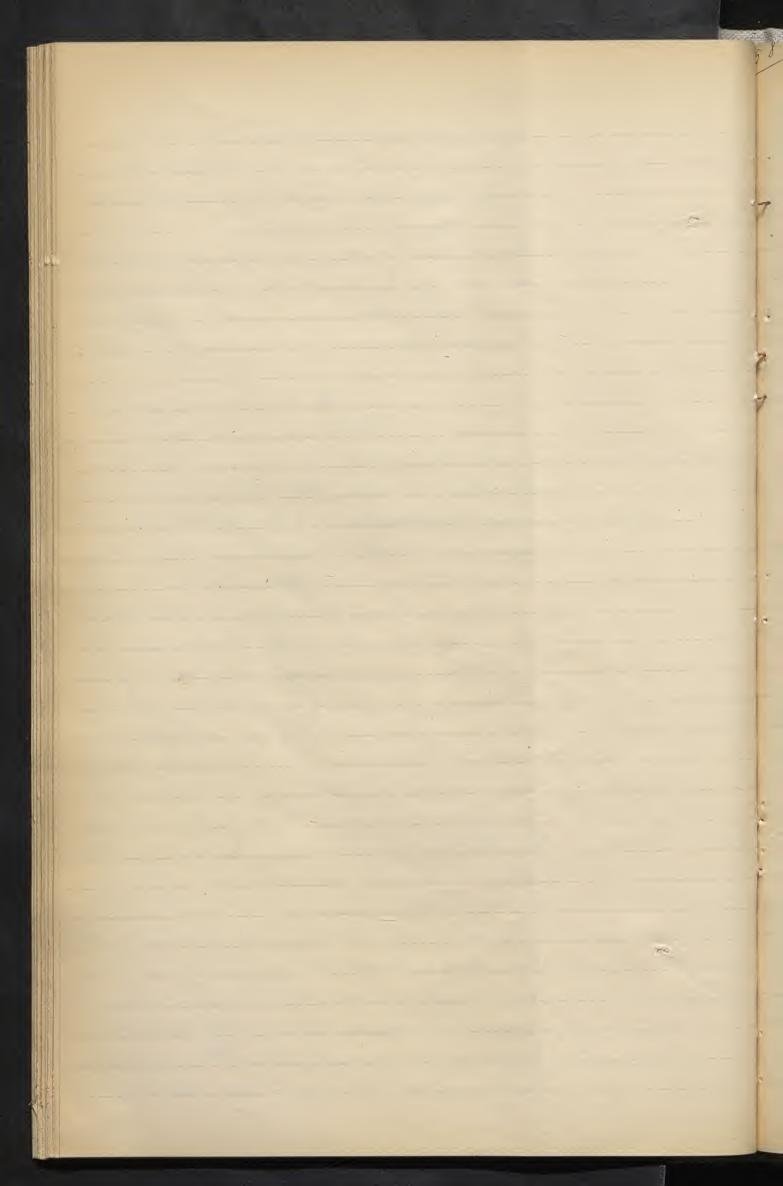
s'élever prign'au tiers de la dépense que letraité d'emploitation à intervenir l'air teraré la charge des légrantements, des Commes et des interettes.

a H poura être fine a la montre pour let blépartements dans lesprels le produit ducentine atoitionnel an principal

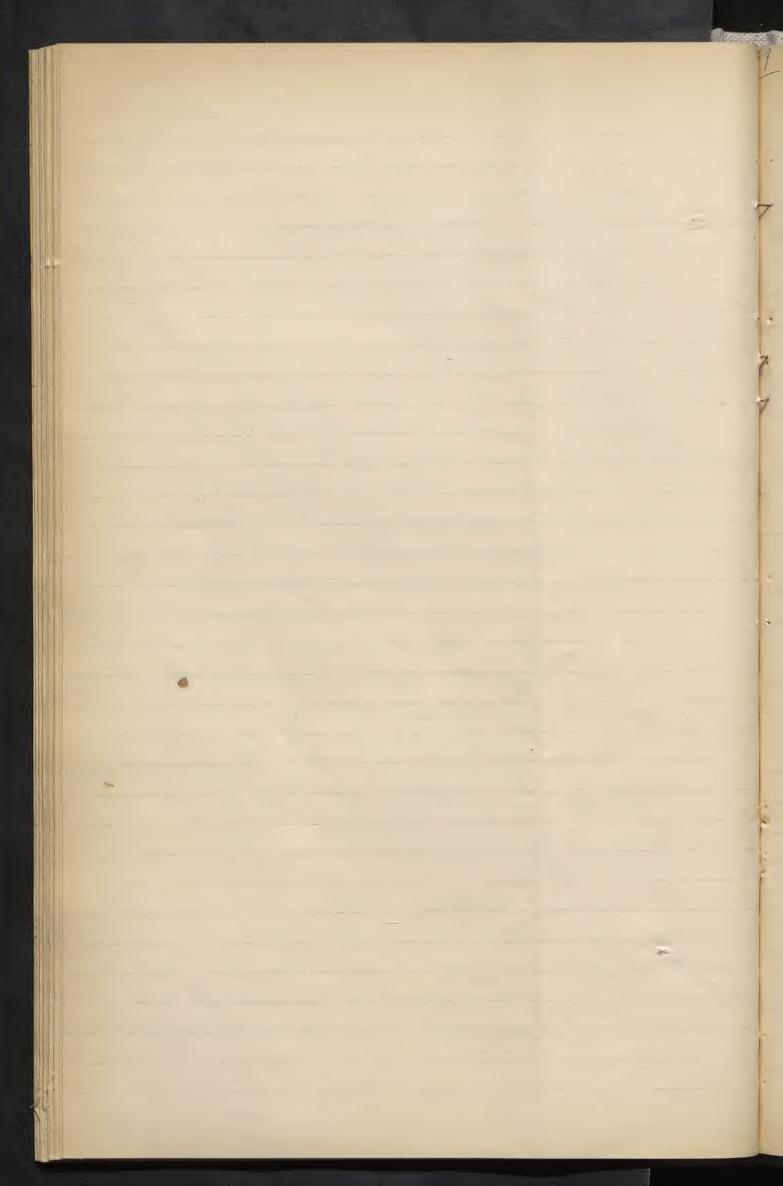


des grate contributions directes est inferieur à 20.000; et me dépassera pas le
grant pour cenç dans lesquels ce produit
sera supérieur à 40.000; y
article 6 a la somme affectée chaque
année sur les fonds du Presor au paie
ment des subventions mentionnées à
l'article précédent ne pour dépasser 6
millions y

que résulte t-il de ces articles? C'est que l'Etat consent à donner des Inbrentions pour encourager la conttruction de nouvelles lignes, et pour solliater l'initiative des Départements et des Commes, etcela, d'après une tase qui varie Arivant l'importance un contiene additionnel au principal des quatre con pributions directes. Ceffe proportion ne conthètue qu'un maximum qui, dans certains ever, pent ne pas être attenit Le gouvernement & reichve makurellement le broit d'appreirer dant l'espèce les errconstrances qui servient de noture à profisier leshiffre de la subvention la quelle I willerers resterve toujours enferme Nons les himiles du manihing fine par he loj. Le jouvernement déchans ceptentant parlaborache du misistre des marang Publis / combattant en 186 quy amendement de Mr. Dalloz | quevans des cres exceptionnels il pomerais taitie le corps dégishetif d'un plajet deloi herwant, en cas l'o insufficame det ressources, å æsturer an Alépærtement



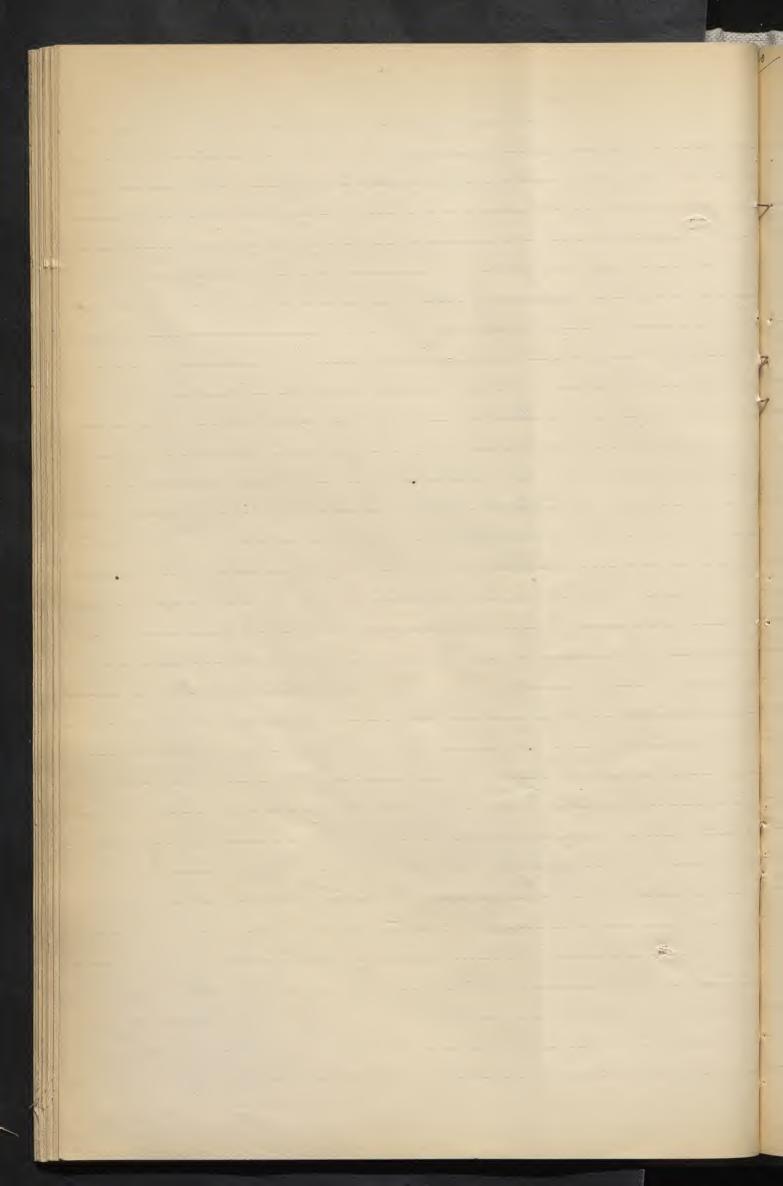
l'attisfance qui lui était ne cettaire pour mener tou entreprise à bonne hours croyous qu'il n'était pas paste de prendre pour l'ate de la Aubrention le product del certaines adoitionnels, et mons lavour i cela det raisons sérienses. Lufposons en effet deuf départements don't lesquels le centime additionnel produiture somme e'gale- Alrefant pasan concluse qu'il soit juste que l'Etat inter vienne dant la lureine meture pour chacun d'eng- En effet, tel département se compose presque exchisivement de vastes planies on l'cheblissement d'un Cherrit defer ne remontrant anum obs tack sera June réalisation facile, et prestant économique - le l'artre, au Contraine, a son tol convert de montapes il fandra pour construire une ligne peru des nombres, jeter des ponts sur les vallies tont celæ necestitera de grandes répenses. Ces inégalités répultours fatalement de texte de la loi teront mient mes, en fetant un comp d'ocil sur le tableau suivant: bætleran indignant gret pent être, from chaque département, le produit humbant de la subvention de l'étres I aprèt le produit du centrine sur le principal des quatre contributions ducetes



Jere Crete gorie Departements ayant droit an tiers

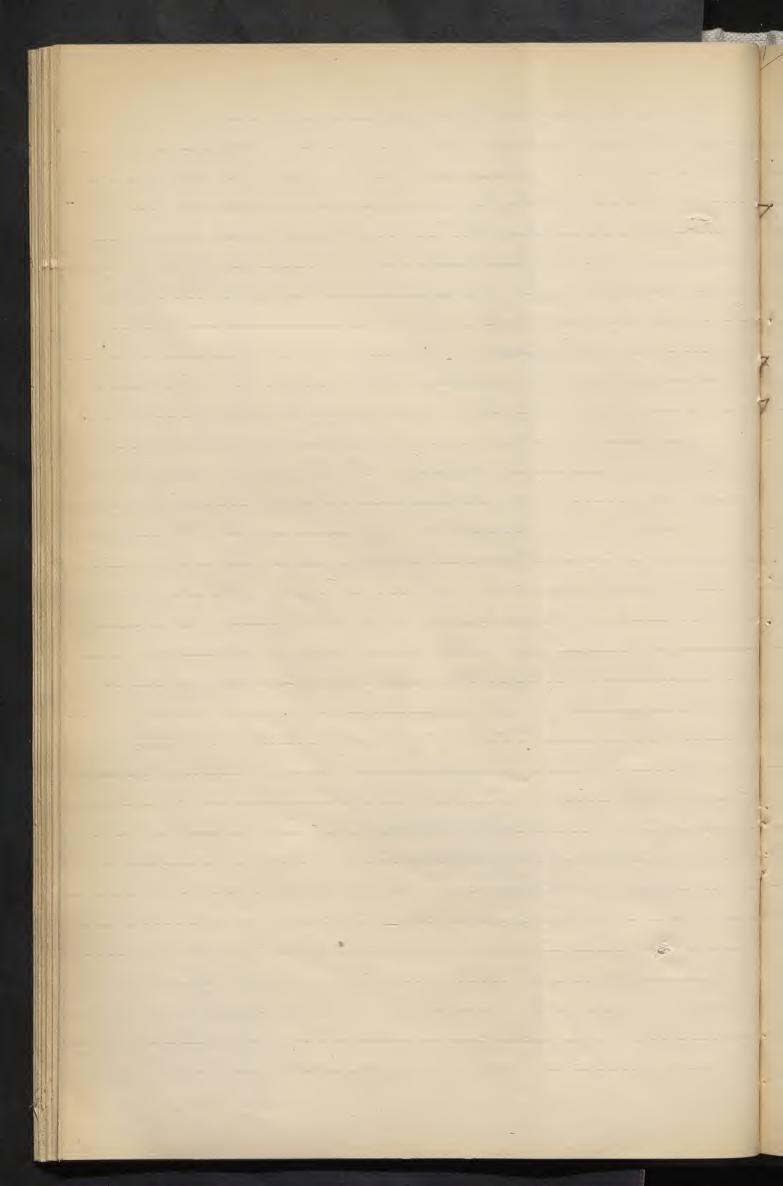
Produit d'uy centina tur le principal des 4 contributions drecles pour 176f.

| Jura | 20.268 |
|----------------|-----------|
| Coir et Cher | 20. 370 |
| Vienne | 20. Hot |
| Droine | 20. 603 |
| hiere- | 20.928 |
| loubs | 21.097 |
| Vorges. | 21. 343 |
| Kleng Levres | 21. 462 |
| fante marne | 21. 554 |
| tregron | 21.662 |
| Aller. | 22.052 |
| barnet garonne | 22.072 |
| fante taone | 22.110 |
| norbihan | 22. 4 bo |
| gers | 22.964 |
| Vendée | 23.069 |
| Mente | 23.740 |
| Mer | £3.843 |
| bern | 23.910 |
| Ardennes | 23.957 |
| tube | 24.317 |
| mayenne | & H H H H |
| Andle . | 4.336 |
| Coledon hord | y. 1/0 |
| Ludre Alberte | 26. 804 |
| Firithere | 414 |
| yours. | 28.690 |
| Charente | 28.74 |

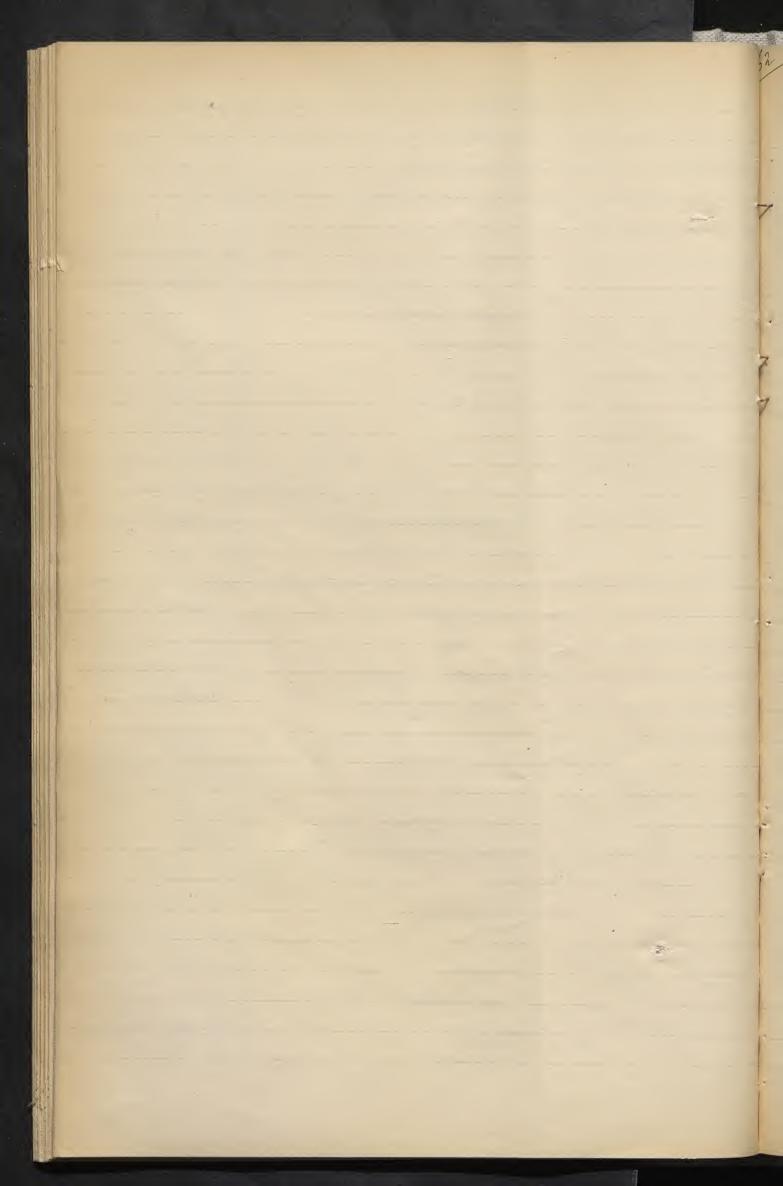


Lot et garonne 29. 138 moselle 29.962 menthe 30.109 Dordogue 30.326 Loiret 30. 832 luce et hoir 31.847 Alle of vilaine 32. 417 Lovie 33.047 Jard . . 33.082 Haut Rhis 33. 431 Jarthe 34.922 31. 238 Pay de Donne 3/. 476 loire Inférieure 36.280 harne. 36. 461 Charente Inférieure 37.66 Here 88.243 Det Ahin 88.714 Cofe dror 39. 217 Hente faronne 39.900

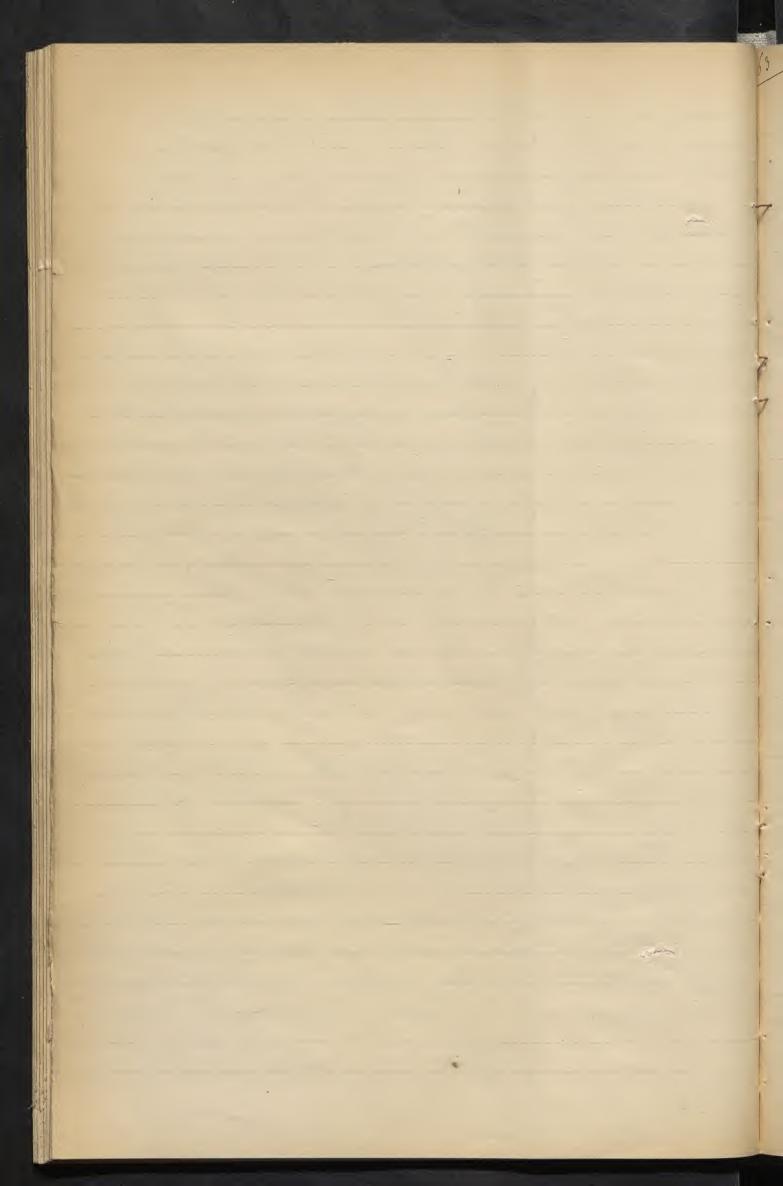
de Catégorie Troduct d'uy centime sur le principaldes Départements ayant 4 contributions ducates droit à la mortie pour 1861. Corte 4.622 Houses Alpes 1. 288 Lozere Hante Savoie Autles Alpes 9.089 Hantel Pyrenees Lavore



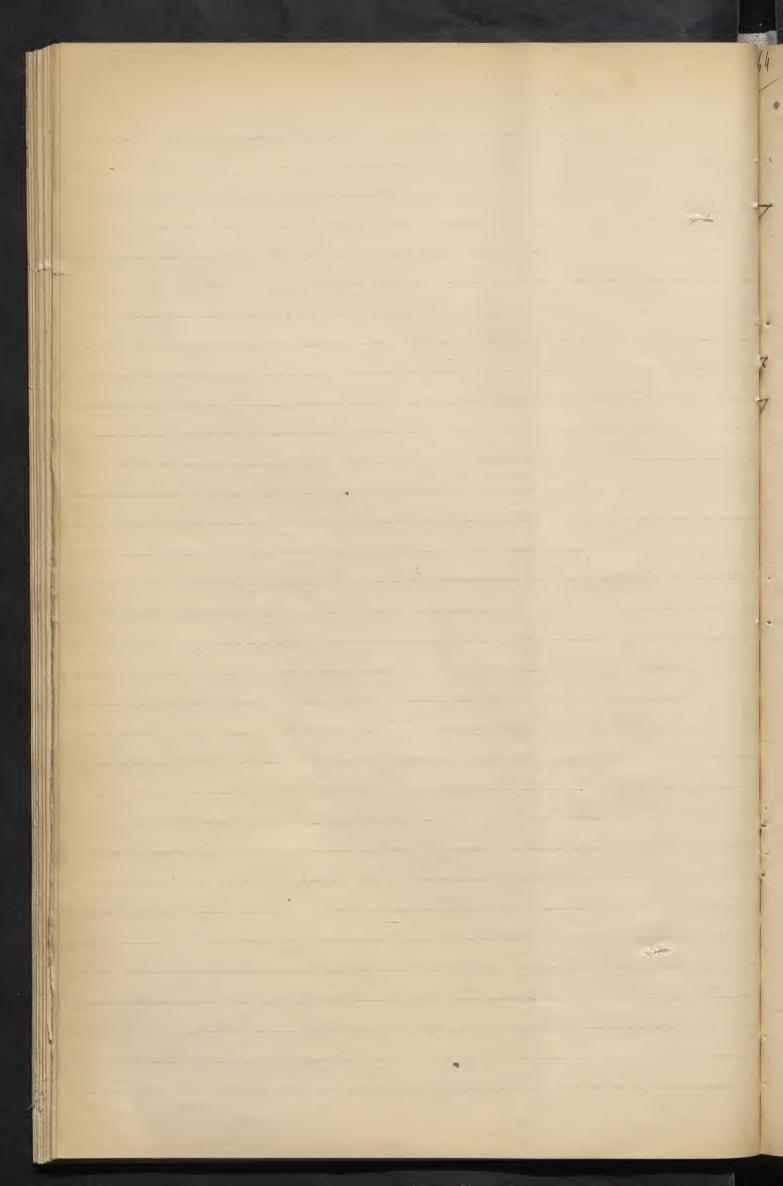
Arrige 10-018 Crente: 10-936 Pyrénies de les 11.090 11. 677 Alpes marihimed 12.7/6 Landes Corrèje 12.8.84 Gentrel 11. 12H Hante Lvire 19. 17.2 fritiche 1. 887 16.112 Frite fante Vienne 16. 468 Cher 17.078 Lot 18.022 18.336 Kanchise Duttes Princes 19.144 Sin 19.738 d'- Catégorie Product I my centime Furleyeriscipal des Cepartements against A Contributionstructes pour 1865 droit au givart maine et hoire 40.704 Herenlt 40.747 42.7/2 Jerine of marne Lavine et loire 42-877 43.280 Vite Lisme 48.416 H 8 . [3] Eure 49.092 muche Paro Calais SH . 164 Lourne 14.698 Calvados St. 378



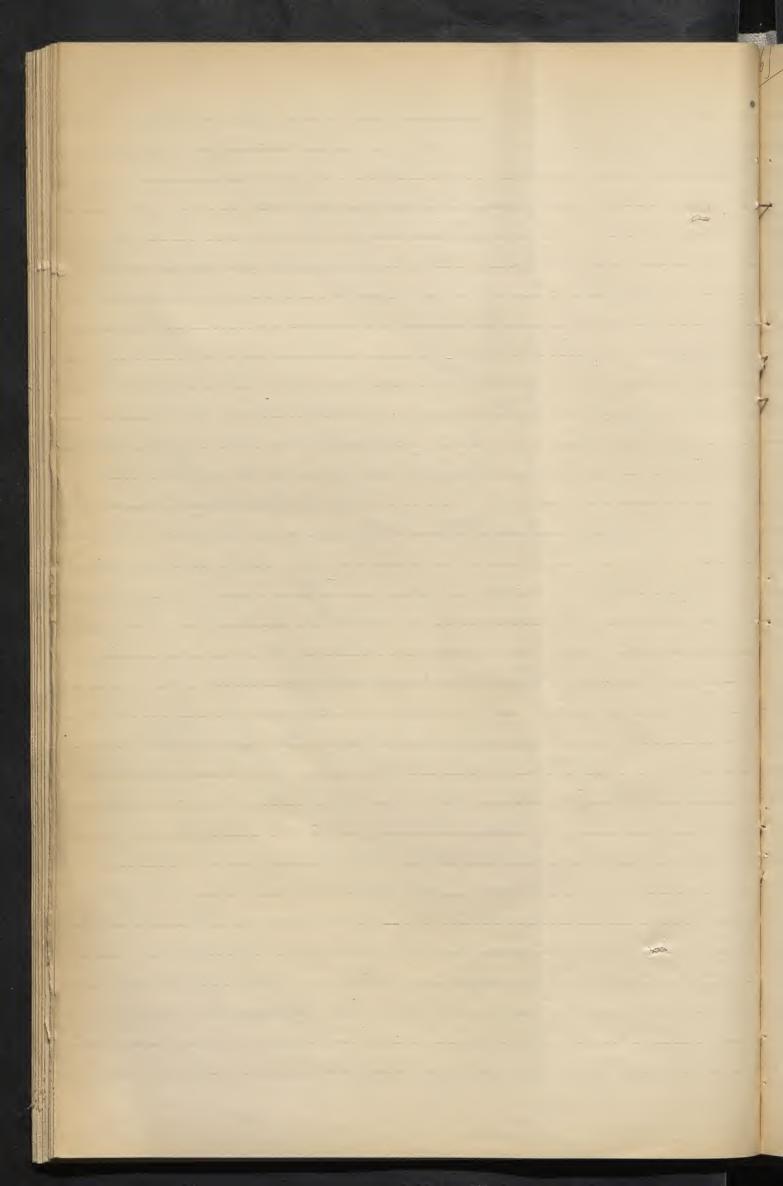
Souchet du Mhouse 59.376 63.0/3 Terne Abrie Gironde 68.849 Phone 69.714 hord 97.047 Leine Infireme 101.776 Leine 170.63/ En 1970, we proposition de loi fut pretentie i la Chambre Elle conterbait le fijoteine desubventions établi parla bi de 186/ mais le maximus annuel qui progu'alors était de b millions était porte à 12- da répartition en trois colégories était maintenne, mais le montrails des subventions relatif i chacune delles était modifie. Voici comment il c'hait rigle pærce projet deloidepartements don't le centrine est d'un produit superier a 40 000. 1/3 anhen d'/4 _ entre do et ho, ooo t 1/2 antien d'/3 inflienv à lo 000 ! 2/3 antien d'/2 Untrouver alors, avec raison below nous, que lecoucous contributif del l'hat était defa bren suffirant, étant donné, d'une part que les Chemins de fer d'intérêt local ne répondaient pas à des besoins genérans, ett ante party ils devenaient la propiete



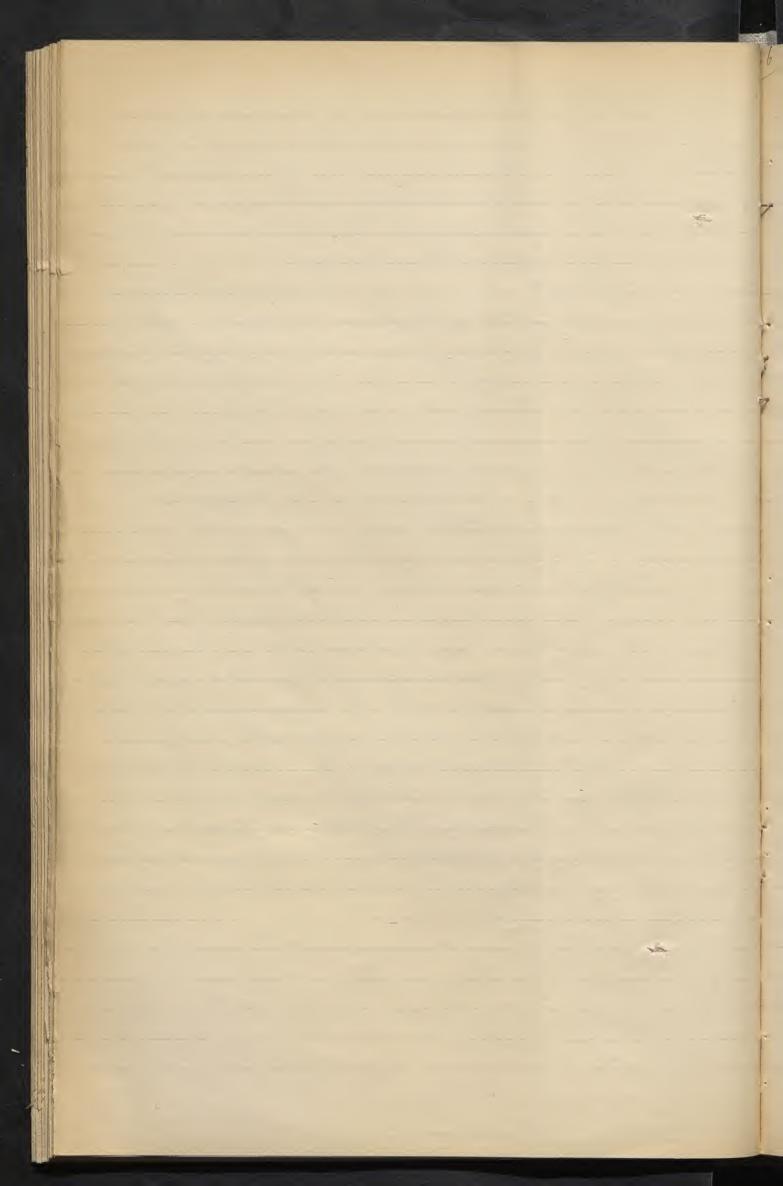
du flépartement étels lammes à la fris de la concession dabasede répartifion fut changée parlaloi de 1800 hous verrous fication a en henles résultats de heloi de 186 ne furent pas hourens. Cela ne tient pas sentement any courses que nous benons de signaler, mais encore à ce que les Compagnies Concessionnaires n'out pas su se boiner à construire des lignes modestes, économiques, en rapport alvec le trafic, mois se sont attachées surtout à sonder les ms, au rubres des tronçons inceptibles de constituer par leur rémion de gran des lignes faisant concurrence and réseau préexistant. deur but était facile à constater des Compregnies expérient arisi hirer de gros benefices tors de la vente qu'elles feraient deces lignes à la compagnie la phy voitine. le développement du réseau l'inté ret local, pour toutes ces voisons, ne te produisit que très len tement: cha fin de 1870, 1814 Milometres denlement avaient été concèdes Après les Evenements Del870-1871, un élan le produisit; et 624 Kilometres freue conceiles en 1872, cf 1043 cm 1873. En somme, an 31 le cembre 1886, 1.642 kilometres avaient été concédés;



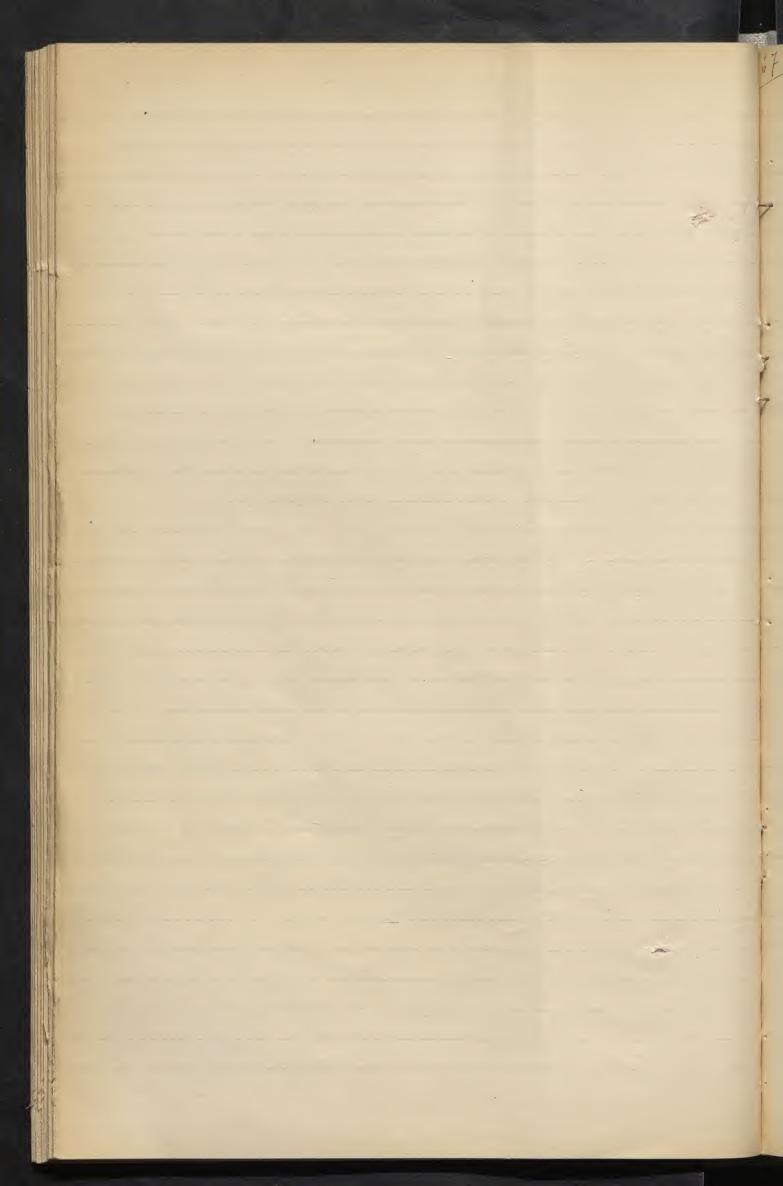
III avarent été abondannées, en cédées a l'Allemagne ; 1682 avaient été rache. legs part Ital, et incorporers au reseau general [La phypart des incorporations Paraient entien à la truite de la déconfiture des Compagnies Concessionnairesuncertain nombre fontefois avaient été révlisées dans d'antres circonttances mais les compagnies rachetées qui n'étaient pas enfællike an moment du rachat itarent toutes dans une tituation très précaire] Here restact donc que 3.6/9' Kilometer In lesquels E187 étaient en exploitation-Les subventions payées par l'Ital J'élévaient à 36.196. 120 t Les inconversents gire nons venous de relever out certainement contribué à vicier la loi de 186/ dans son application, atterendre mefficaces mais ils sont relativement pen gravesvernient delaloi de 186/ Constite donns be mode de concours financier quel'htal apportant and blépartements, et any commes Hours avour on qu'il consistait en une subvention l'est sur cepoint l'ailleurs ges out parté spécialement les critiques les anteurs en projet deloi de 1880. Fly avait pour ainsi dires dans lesystème de Tuboentions hel gril était étable my encon ragement donné à la spéculation, en procurant an concession aire me premiere muse defen gui permettait å



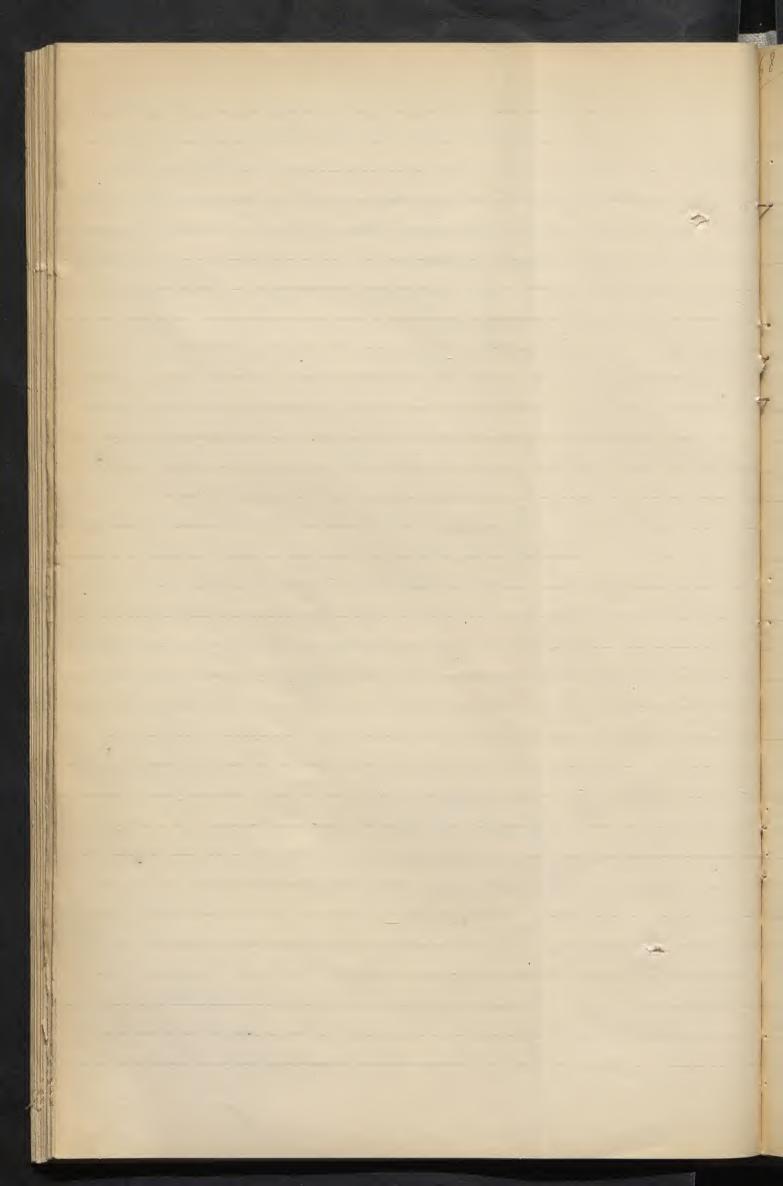
l'entrepreneur de se sontenir pensant la période de construction, et de faire Musion on public. Heredourait any capitane engages ancure garantie de remineration, in any departements and garantie d'exploita tiond'opération financière dela constitution du capital était ains dans un grand nombrede cas, le but pour arisidire unique du concestionnaire-Il arrivait alors que l'entreprise tuccon hait bientot haitsant derriere elle des pravay in acheve's, et de nombrenses victimes les Commes et les lépartements con tribuenteng andi, etcela pour une part plus large quel'Etat, à la construction des Chemis de fer Printeré l'Iverel Concours det lépartements se présente généralement Sous l'une des trois formes Luivantes: to obligation remboursables don't l'intéres Serve garanti. Les Compaquies concettion maires seront chargees alors, moyenment le vertement annel in montant det inte rets et l'amortibement des oblig ations, l'assurer le service du paiensent des titres 2º garantie d'interêts et dans ortifiement du capital emis par la Compagnie Concession maire -30 impositions extraordinaires afin de creer des armités qui perme tent ang Mépartens unt denégocies un empreunt pres d'un établis-Sensent decreivil. C'explesas lephus fréquent ac Correil Seineral



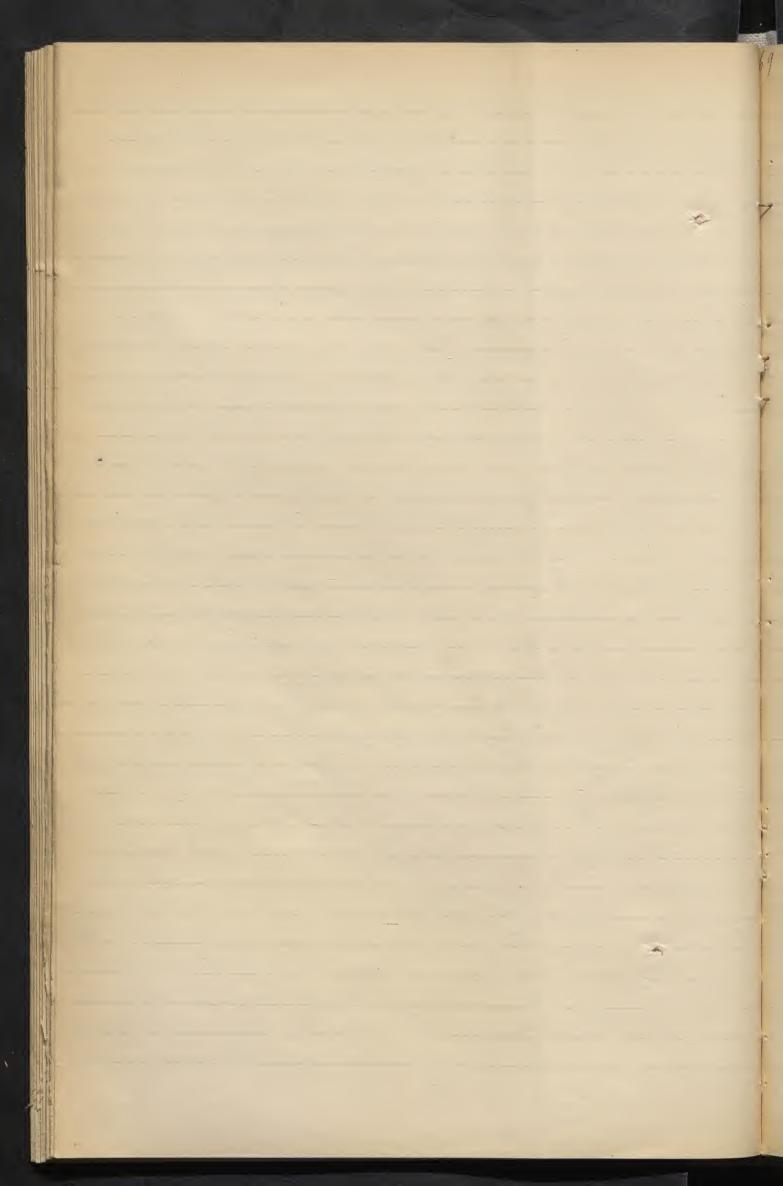
décide dans quelle nesure les Comments I vivent contribuer any deprenter. Cette proportion varie se lon pre les localités Sout traversees on non has le chemis de fer, on sout situees a medistance plus ommoins grande de his- des Conseils gainerang persont foryours briter les reises Hances on modificant le trace, et en amorindrissant l'utilité de la ligne pour les localités réculcitrantes. Les formes sont les quelles l'est manis festie le plus souvent la participation fimancière des Commes sont les Anivantes In boentions en argent " et livraison de terrains disraisende Gerrains sans tuboentron Subvention en argent hiraison de terrains, encurting des déviations, on motifications deronder, etchemins ren contres par le tracé des Chemins laterany et des voies d'accès aux Stations. medisposition curience de la los de 174/ en lon article 3 permettait I appliques a l'ene'cution Drug Chemis de fer d'intérêt local une partie des ressources creees enverte de la loi du El mai 1836 pour les besoires du service vicinal - nous critiquous cette dis positions Hitait en effet à craindre que les Consils gonerang desireng d'avoir les Chomins de fer, et subissaint certaines influences locales ne fussent trop facilement hortes à abusér de la faculté qui leur était donnée



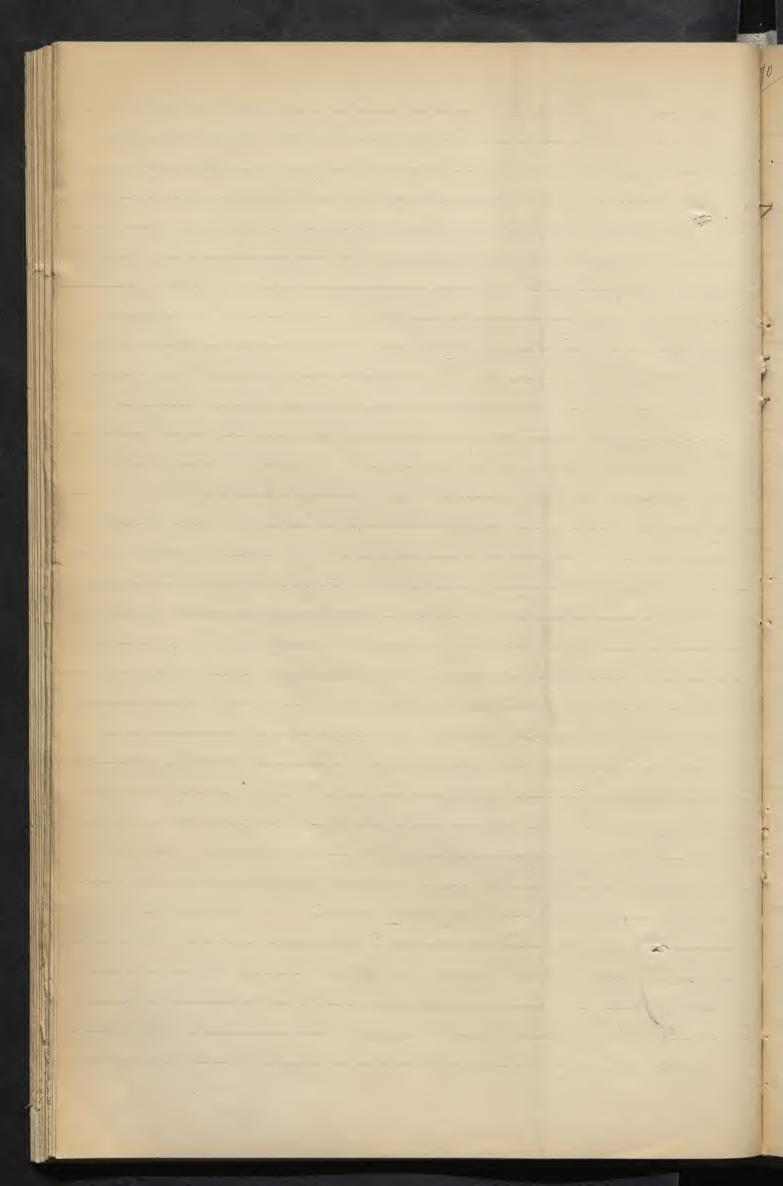
per l'article 3. Etpins, il faut bien recommande que les Chemins de fen et les Chemins victions sont dens tervices distructs qui comme tels doivent faire l'objet devery chapities distincts dans les buid ge de département auf le danger auf nel nous remons de paire allusions n'était pas iller Some pringere le ministre des travay liblis en 186 a crie utile d'attention des Conseils generang sur l'article 3, ettes in convenients gril pormaitprésenter, t'il chaitmal appliene. Dans to circulaires Misaitynetes Conseils general " ne doivent consacrer à l'ene'cention des Chamis defer que l'encédent des ressources boisses disposible par l'itato avancement de lavicisalité et qu'il serait hes regrettuble que le service des Chemins vicrisons vint a chre entraré par le changement de des his know tes fonds qui lui teraient nécessais allegistatem de 1870 at villens bren un l'intérêt de la guestron et arents d'ramener à une priste pro portroy l'enigerent qui pourrait être fait & to Cariste des Chemins Vicinang res proprietaries intérestes perwent enganssi ander i he Cour function des Chemins de fer d'un terêt local Ceci estimalheurensement rare et is est grere lefait que de quelques propriétaires de fæbrignes importantes, d'établis sements africoles, userepes par leur insustrie à Cacreation du Chemin de fer. His fournis-



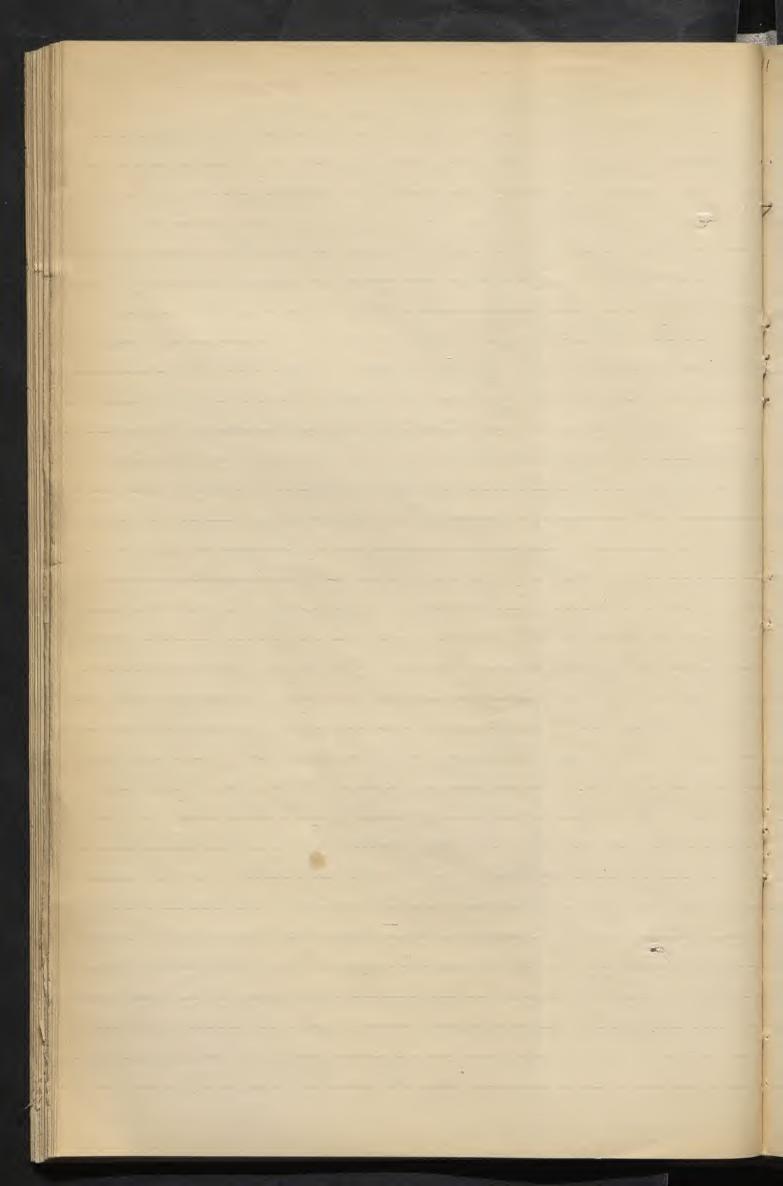
det terrains, det argent, et souvent activent latormation discapitable la compagne en somscrivant un grand nombre ite des acrionshours never d'étudies quelles étaient les dispositions financières dela loi de 1 86 f. hour avous montre quels inconvenients elle présentait, et nons avons dit que sur certains points ha loi de 1800 y avait parké remêde. Voyour dom en groi cettelviest driginale, en quoi elle déroge aughresepes posés par ha loi de 1865. hadifférence exterite qui ressortée la comparaison des dens tois que nous avons citées c'est que la dernière en date substitue au système de la Intrention celui de la garantie d'intérêts dont les avantages ont été mis en lumière au monsent de la discussion de la los. [Kalvi de 1880 a che precedie en mai 1877 L'une proposition de Min- Ernest Picard, Cordier, gonn et habiche tendanta substi tuer me gærantie tinteretspar l'Etat et le lépartement à certaines conditions le. herminies who subvention en capital telle qu'elle c'hait fince par la loi de 1861. Dans læ se'ance du 29 Avril 1878 hie de heycinet déposa au heisat un hroje t le loi renfermant drens l'article 11 des dispositions nouvelles qui ont été les éléments modifié et amendés de l'article 13 en 1840 - Voics enquelques mots enfuoi elles consistament



vor charge annuelle imposee au trisor nederait en anemos, depatter i ooo! pær ttilometre explorti, et dos ook hom H'arsemble des lignes drivers dans un même département. - l'état était toya like dere friser la subvention. Here pouvait l'accorder qu'n des Chemins de fer établis Sur le serritaire de plusieurs Commes. La subvention cossait to and après la mile en exploitation, explus tot grand la recette hilométrique brute atteignant I doo'ett. ood telon que la voie chait etablie de façon à recevoir en non és rétrienles des grands réteauf. de rapport de modabiche modifiait ce projet sur plusieurs points; il était plus large dans l'entemble de les distrositions louto abord, il supprimait la différence chable entre les Chémins de ser construits sur le sol de plusieurs lournances, ctreus qui ne tortaient pas duterritoire June Comme - disgranantie d'intérêts ce sont soit après la trensième année, soit pins tot grand la recette brite atterqueil g oov et 7.000 par kelometre suivant la distinction établie ci- dessus. La Commission de la chambre ses l'apriles modifie le projet vote par le dénat, en augmentant encore la participations del that. Ellevicide quela charge amula imposée au trésor ne pourrait dépasser 284/ par le donnetre exploité et 400.000 pour l'entemble des lignes situées dans un

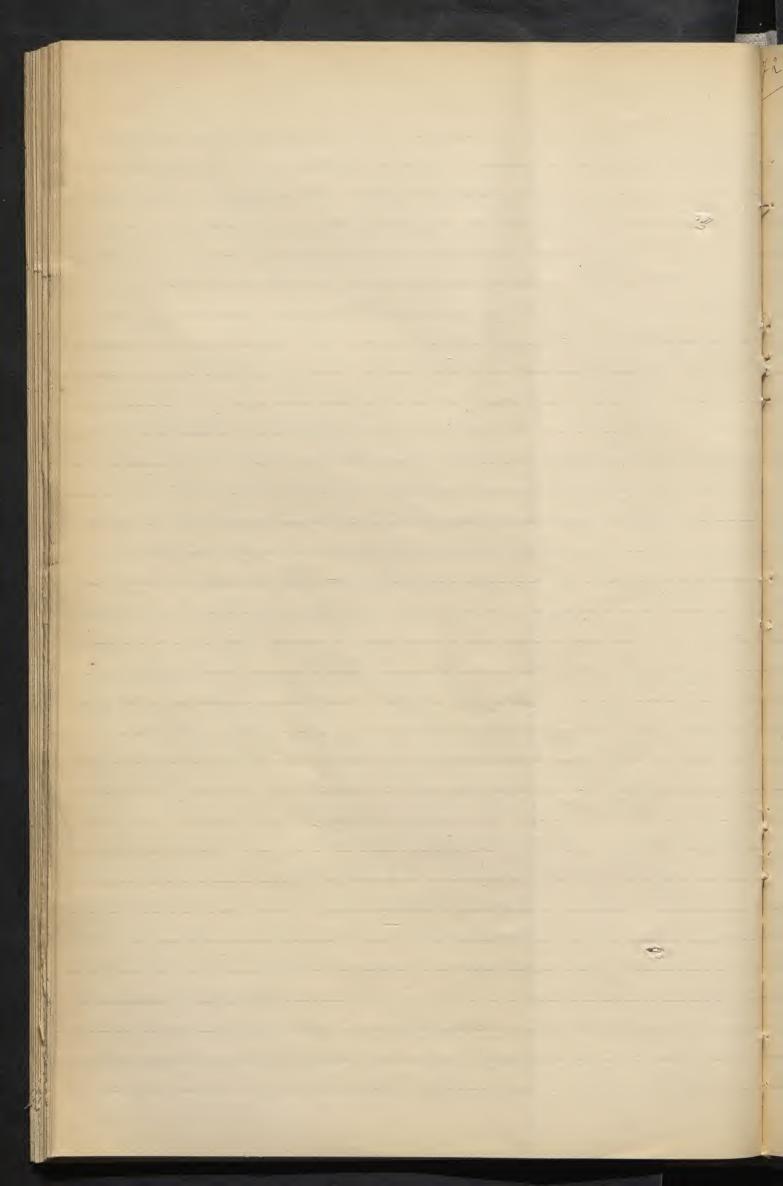


même departement, na harticitus tron det Etat desait ce se lorsque la recette trute ommelle atteignoit 10 ood et d'ood] for garantie d'in herets is cest payer qu'i des lignes comtrickes; parconséquents elle sert à l'enploitation de ces lignes, autien de cons tituer des rettources recettoires nous la speculation, en vais sout l'exploitation any risques et perils du concessionnaire. Enfror consiste le concours financier del'that Voice requebit à ce tujet l'article 13. " fors de l'établishement d'un Chemin de fer d'intérét local, l'étrat peut s'engager, ences d'insuffisance du produit brut pour couvrir les depenses d'exploitation, et % paran du capital depremier établis sement, sel qu'il a che prevu par l'acte de correction, argmente, tily alien, desintuffisances constaties pendant aperiode aftignee « la Construction parleditack, a dubreur pour partie air paiement de cette insufficance, a recondition qu'une partie an moins équivalente ser a payée par le département, en la comme avec ou sans le concours des intérestes a la subvention del' last sero formes to d'une somme fine de foo! par hilomêtre enploité de du frant de la tomme ne'cessaire from élever la recette limite annelle (imposts déducts) an chiffre de 16 voo! par Milometre pour les tignes etablies

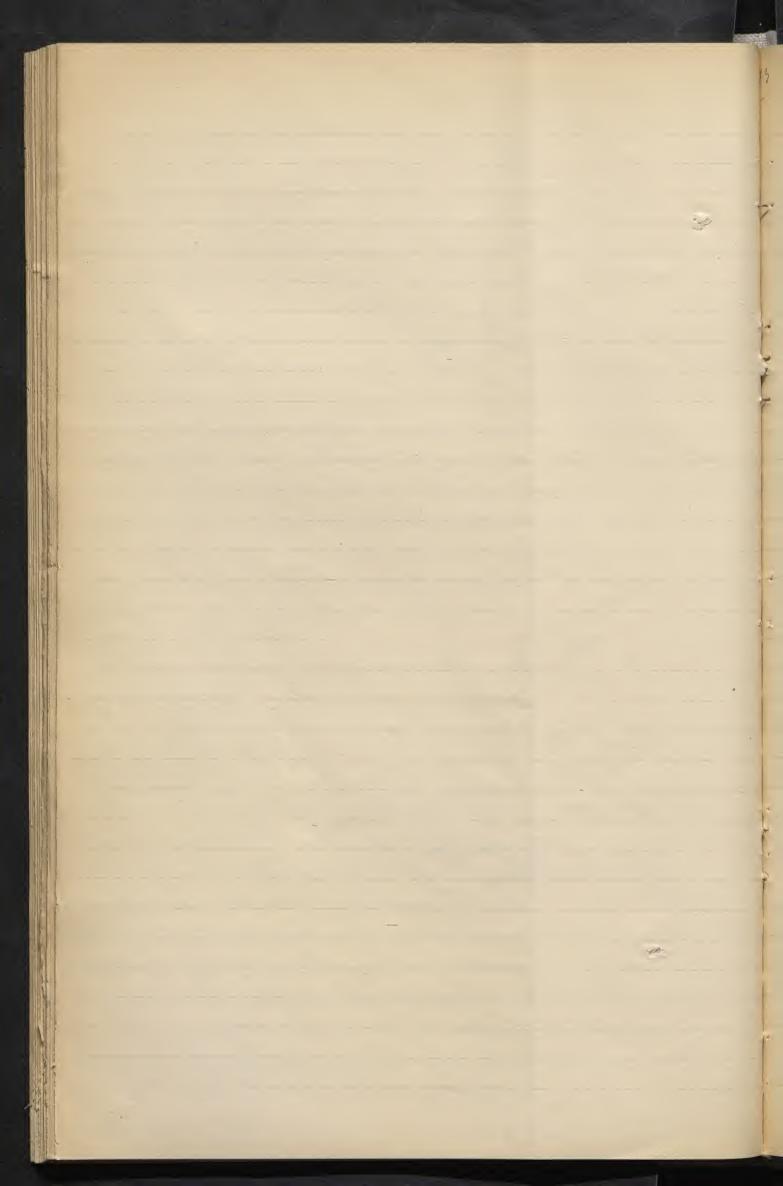


demanière à recevoir les réhicules des grandt reservey, 8.000 pour les lignes qui me pervent recevoir ces vehicules - hancom cal la subsention repourre élever la recette brute andessus de 10. 100 et 8. 100 trivantles cas, ni attribuer ancapital deprensier établissement plus de 1% par an Laparticipation del'Ebal tera suspendra quand la recette brute attendre es hinites ci dettus finees n -Orticle 14 a ha fubrention del'Exat ne pentêtre accorde que vans les him les fines lour chaque armée par baloi de fisances. dorchærge ammelle imposée au brésor en encention de la présente loi repent, en ancun cas, dépasser hos voir l'ensemble des lignes tituées dans my même départements article 15 " Dans lesas on le produit frut de la ligne pour laquelle une subsention a che payed devient suffisent pour convin les depenses d'emploitertroy et b 70 paran du capital de premier établistement, tel qu'il est prevu pal l'article 13, he moitie du surplus de la recette est partagee entre l'Etret, le Département, on, vil y alien la commune et les autres intéressés, dans la proportion des avances faites par chacun d'enp, pusps'à Concurrence du complet rembourgement de cel avances sans wherets p Occes il resport que backessification des Olpartements en trois catégories d'après l'importance du

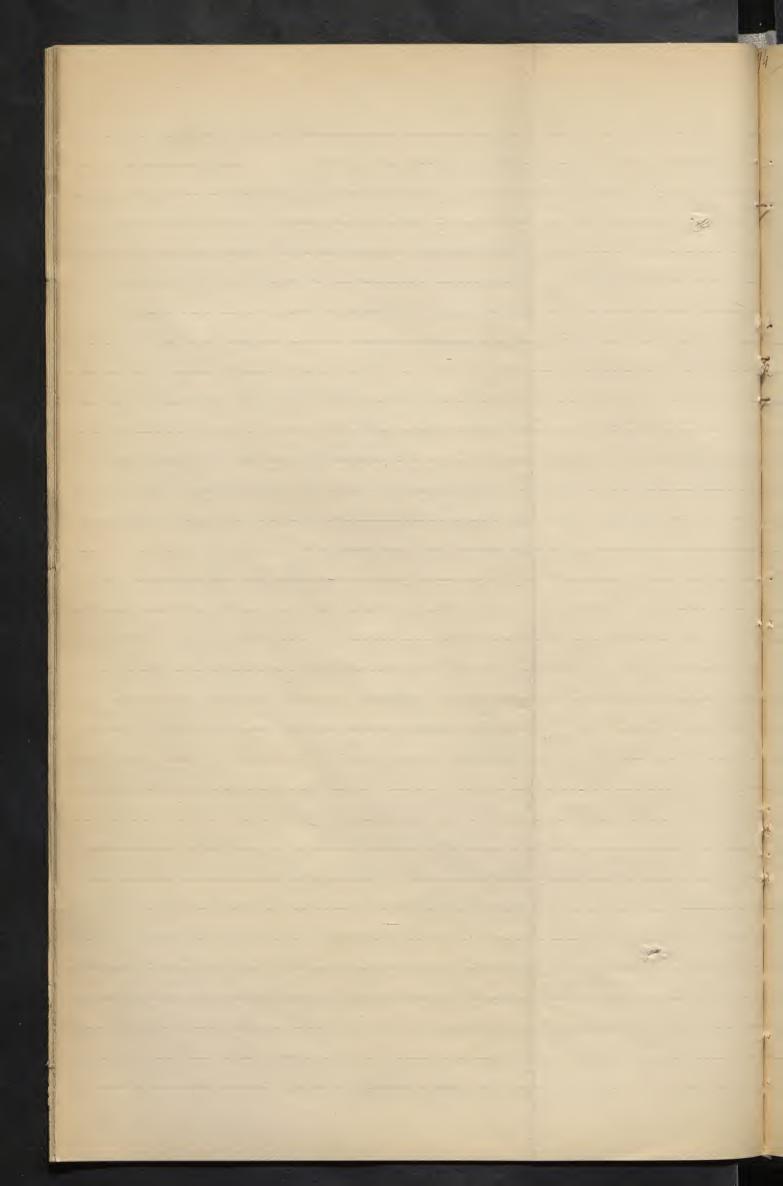
revenu du centines clattification que nous



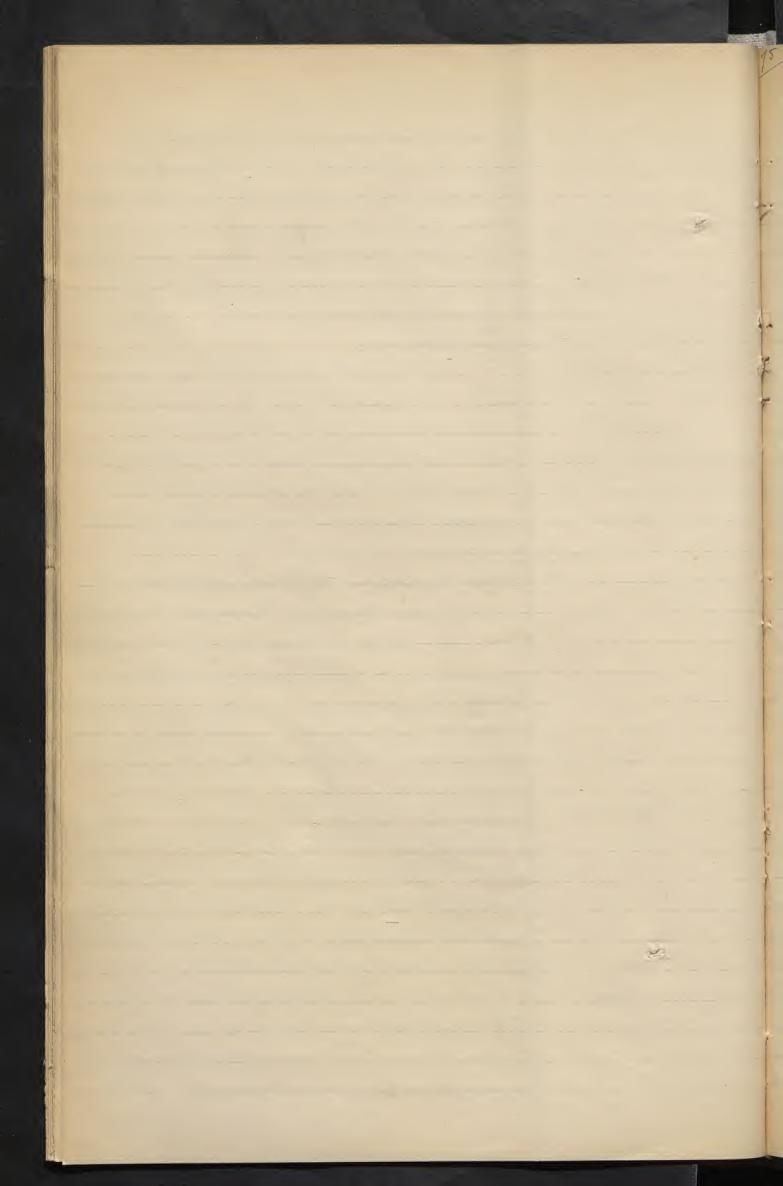
avous critique a che abondonnée, et que, dans l'impossiblité de formuler un système de répartition livariable un Aldé'cidé de s'en tenir à une règle unique lous les départements out débermais des droits e'gang a la subvention - Le concours det last de bosera sur celui des leines Lements, et hanstera on baissera suivant quecens is I' imposeront des tacrifices hous for morris lourds. Cette insovation com Litue timon la perfection, du moins un progrès tensible sur la mamère Nort la loi de 1866 avorit résolu la question Outing reproche apendant detre insuffrank! I'm arrait voule , dans certains cres, vou la subvention del Etat depasser celledes blépartements et des Commes. Entrony plus avant dans læ question, et c'hrdions en détail comment fonctions la garantie d'intérêts fournie par l'état. and subvention du Préserte compose 10 June somme fixe de soo! par kilomètre exploité de du grant de la somme nécessaire pour l'éleverla recette brute auscelle primpots de'druts | an chiffre de lo ovo! par hilometre pour les liques établies de manière à recevoir les véhicules des grands réserry, et en chiffre de l'ooo' pour celles qui ne persont recesoir ces vihicules. Cette rigle a che pustifier par hir Brice dans lerapport gu'il depose a la Chambre des



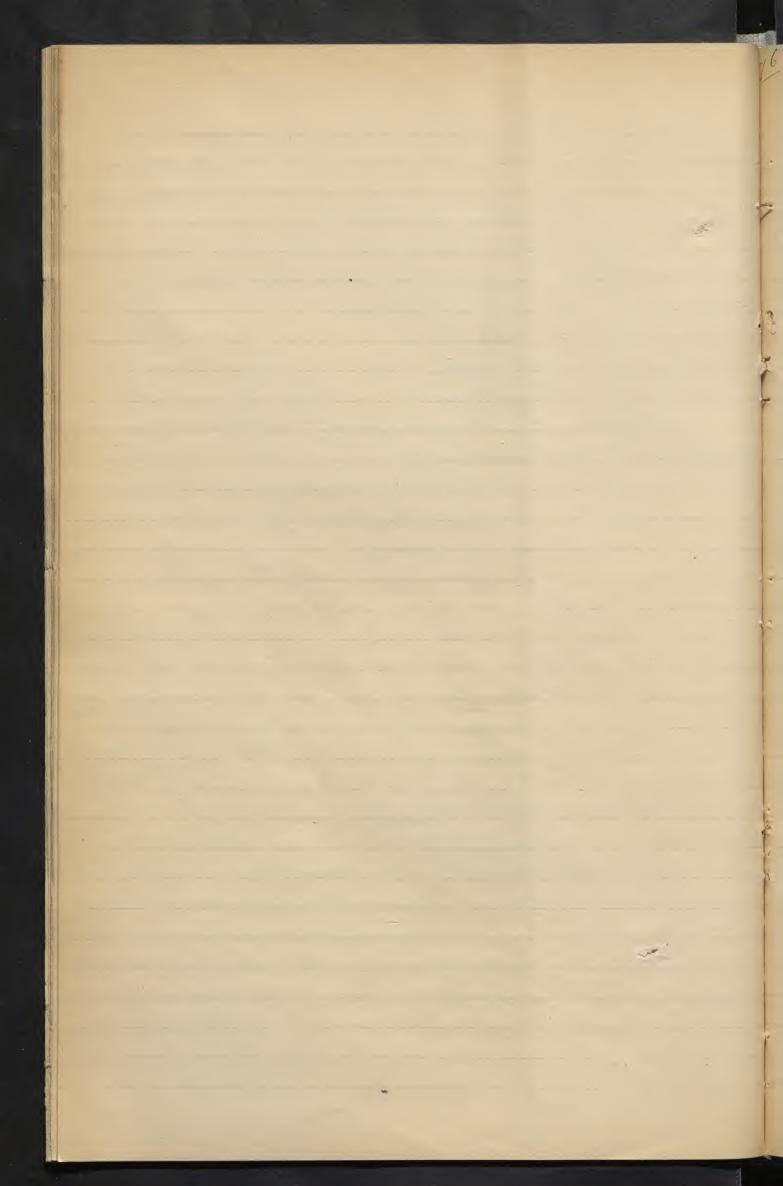
reputes. It appris de sa these, il premais un Chemis defer à voie large contant 70 soot par hilometre, freisant menecette arnhede food, en geoult me dépense d'en ploitation de pareille somme, ettubres Fromée E'galementpar l'Etat, et par les localités. Dans cecas, ent fet, lé couce !-Lionnaire recoit une subvention de 2 [lov + 12 fo] on de 3. loo -Correspondant pre'citement any charges a S'/o die capital d'état a cru nécessaire, et a celales finances publiques étaient intérépus de hinter par un morningen som inhervention fir anciere. de loi de 1861 avoit pote une regle generale I après laquelle les sus ventions reportainent depaster brillion Luloi de 1870 fine un manning relatif à chaque vépartement, et décide qui aniem I engrepourre recevoir une tomme annelle de plus de kou ovo -Mais comment en préjeux del'incertitude et de l'aléa des entreprises est d'populle d'assurer l'exécution de cette chause impérative? Menombentes combinations out été proposées à ce sujet megreniere opinion voulait giron the rost une reduction broportionnelle sun fontes les entreprises, un cres on les subrentions departeraient le chiffrede hos out. meantre precomisait la même solution, mais ne factort parter la réduction que tun



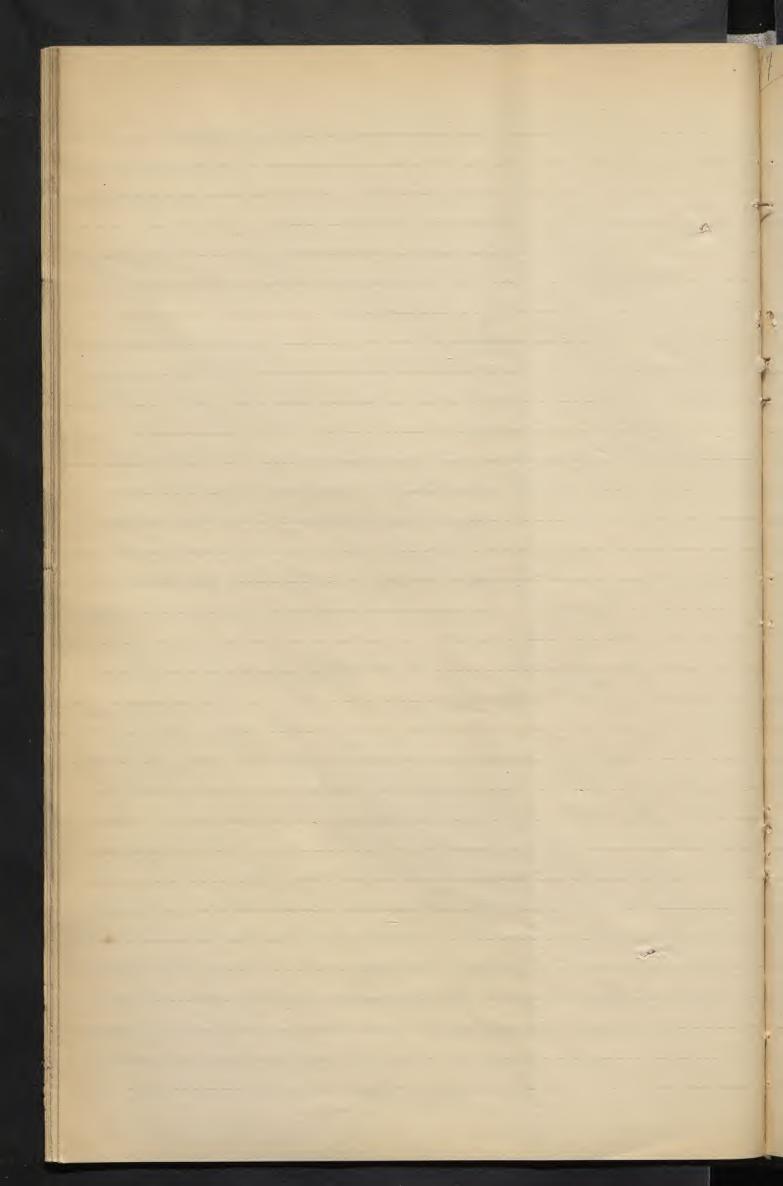
les concessions les plus récentes. Enfin la troiteme et dernière - qui a été adopter repotait tur la fination dans chaque acte de concession d'un manima etabli after largement, mais sans avoir agant any chromstances elieptionnellement défavoriables quales concestions aires pouraiens avoir à haverter. Cen'est pas sous de nomtrenses hésitations que le conseil d'Elist la sometionne en l'introdiciont dons le règlement d'admisistration publique du 36 mars 1882. Elle ejoute en effet un univeran maximy å cent gis avait deja fines la loitresubvension de l'hat une peut être accordie que dans les limites finées chapu année par la loi de finances. At ce tujet, mavis du Conseil d'Etat en drate du 27 Formier 1883 est venu apaiser les crointes deceng qui resontaient que les subventions alloutes par l'Etret auf Départements ne futtent chaque année remises en Grestry an moment du voletu birtget Cet avis décise en effet qu'il n'y a là girine meture intispensæble pour l'équilibre du budget, et que la tubrention me fois promise terastprøyer an mênse titre que les antres dettes publiques heprojet de las de 1878 attigmait un délai de 30 ans a partir dela mise enemploitation du faisait valoir, pour sonterier cette



proposition, que, I an hour de ce delvis la liquer étant pas susceptible de produire des revenus suffisants pour convorir les frais d'exploitation, et reins never lecapital sons crit, il valait mein ce ster trerte caploitation. Ce den et adopta ce termes mais la Chambre le modifier. Any ourd hui, il a disparu; d'an cette conséguence queles engagements del Etat out instrucci infinie, généralement égale à celle de la conception. L'Efet, long n'il asoure son comours frisancier any localités, ne leur fait grime avance; c'est dire parcontégnent que les sommes qu'il lever allone doi-vent lus être rembourseis. il removement a him lorgue leprodrist krut dela ligne devient suffi-Hantpour couvrir les dépenses d'exploi tation et 60% paran du capital de premier épablissement; la moitie du durplus dela recette est partagée entre l'Etiet et le plépartement, on, t'ily a heir la Comme etles antres intéresses. L'Etres, les départements, et les Commes n'ont pres encore benéficie decette clange heres savous que comme la lvi de 1861, halvi de 1880 admet I ante concours financiers que celui del Etat. Voici en parcourant les différentes conrentrons les types de subventions les plus generalement adoptes par le 1



Defrard curents, thes Commes: garantie d'intérêts de 1% avec on sous muitation par un manning, avec on lans hintertion de durée. Garantie d'une grote part de terminée parle cart entre le reverin garanti à 170, ette produitmet. garantie d'interêts de joy combinée avec ine horarsoy deterrains, moyens ant une somme fine å payer pår ta lom pragnie. Jarantie combinée avec l'allocation d'une Andrewsking on capital payable sinfor et i mesure de l'avancement des travang, on enry nombre déterminé d'assumités. Intrention en capital sangarantie hirrarion des benoins, et de certaries ma terriang. Tysteme de la subsention fine du Departement-L'on voit quele tysterne de la garantie d'intérêts étable par la loi de 1800 n'est obligatoire pour l'état, et qu'il y'a vien c'he change à la loi de 1961, ence qui concerne le concours des béparte ments states commer. Opendant me modification que mons avous déjà an mource a en lien tur un point particulies Eneffet, l'article 12 de la loi des 1900 parte que à les ressources crèces enverble de falor du 4 mai 1836 pourront être appli. queis a la dépende des voires ferrées par les Commes qui ont atture l'enécution de



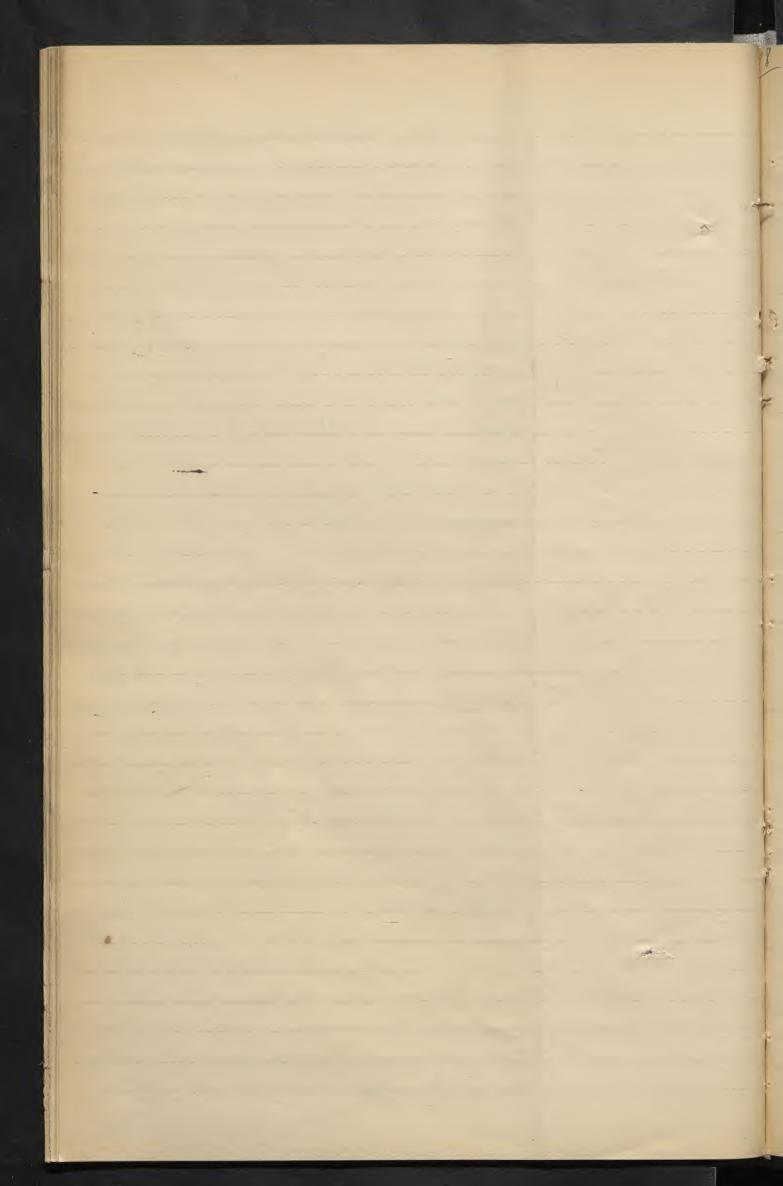
leur réserant su boentionné, et l'entretreig des Chemins chattes ", fruits des pour pour les lonteils generang la possibilite d'abuser de ces ressources au grand de'trinent des Chemins vicinarie.

point de one financier les résultats se la loi de 1880?
Corblean insignant les manima de la farticipation de l'Etat dans les insuffisances par année.

| Années | Engagen | ments | Capitalizations | |
|--------|-----------|---|-----------------|--------------|
| | Par amie | Cumles | Par année | Cumulés |
| 1881 | hoo voi | 400:000 | 10.000.000 | 10-000-000 |
| 1882 | 286 030 | 6 86.030 | | 17.156.756 |
| 1883 | 299. 870 | 931.900 | 7.496.750 | 24.647.600 |
| 1884 | 210.000 | 1.191.900 | f. 2 so.000 | 29.897.600 |
| 1885 | 906.699 | 2.102. fgg | 22.667.475 | Sz. 564.975 |
| 1886 | 201,600 | 2.304.199 | , | 57.604.975 |
| 1887 | 64.500 | 2.368.699 | | Sq. 217.47 |
| 1883 | 43. 884 | 2.412. [83 | 1.097.100 | 60.314.17 |
| 1889 | 280.262 | 2. 412. 583 592. 1845 2. 487. 185 | 7.006.110 | 67. 321.129 |
| 1890 | 194.340 | 2.887.101 | | 73.179.629 |
| 1891 | 812.837. | 3. 200.022/0 | | 80.000.162,6 |
| . 1892 | 112. of 3 | 3.3/2.675,5 | | |
| | | | | 0 |

les chiffres grenous.

venous de donner ne correspondent, sans
dontes qu'à des manina et comprement
des engagements qui ne soutpas encore
posses dans la fériode de réalisation;

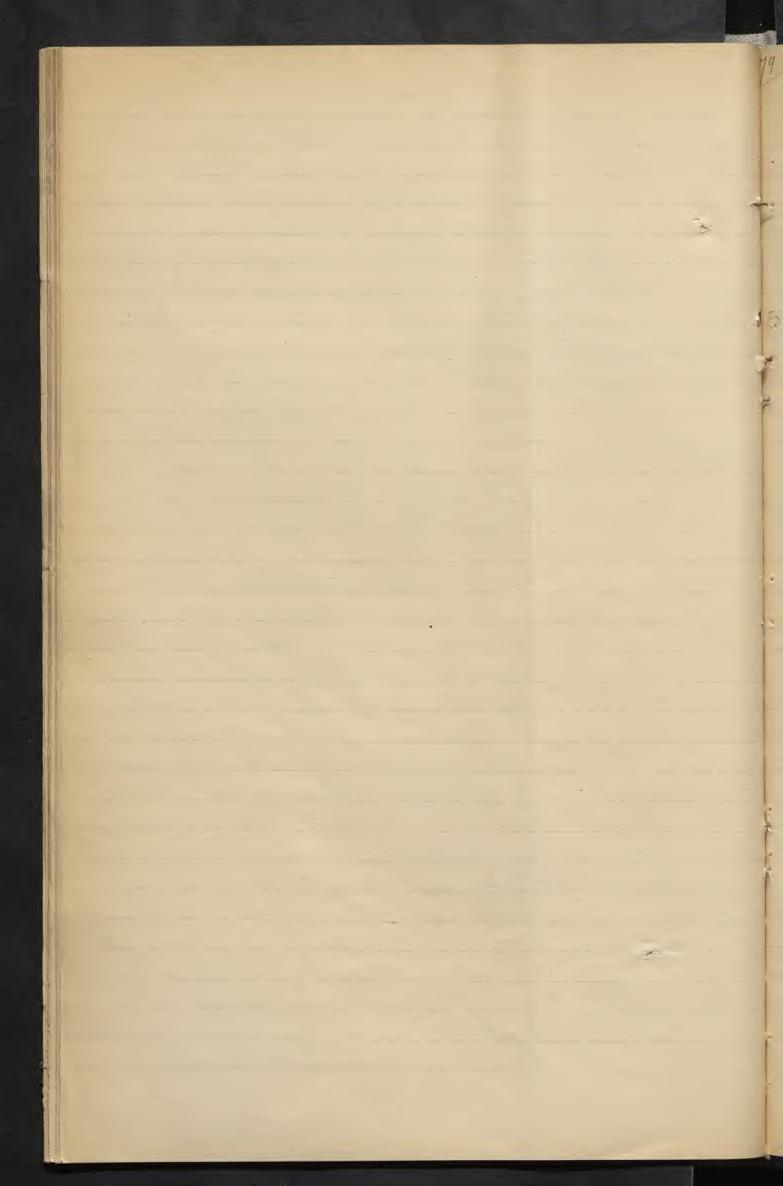


ofé atterns.

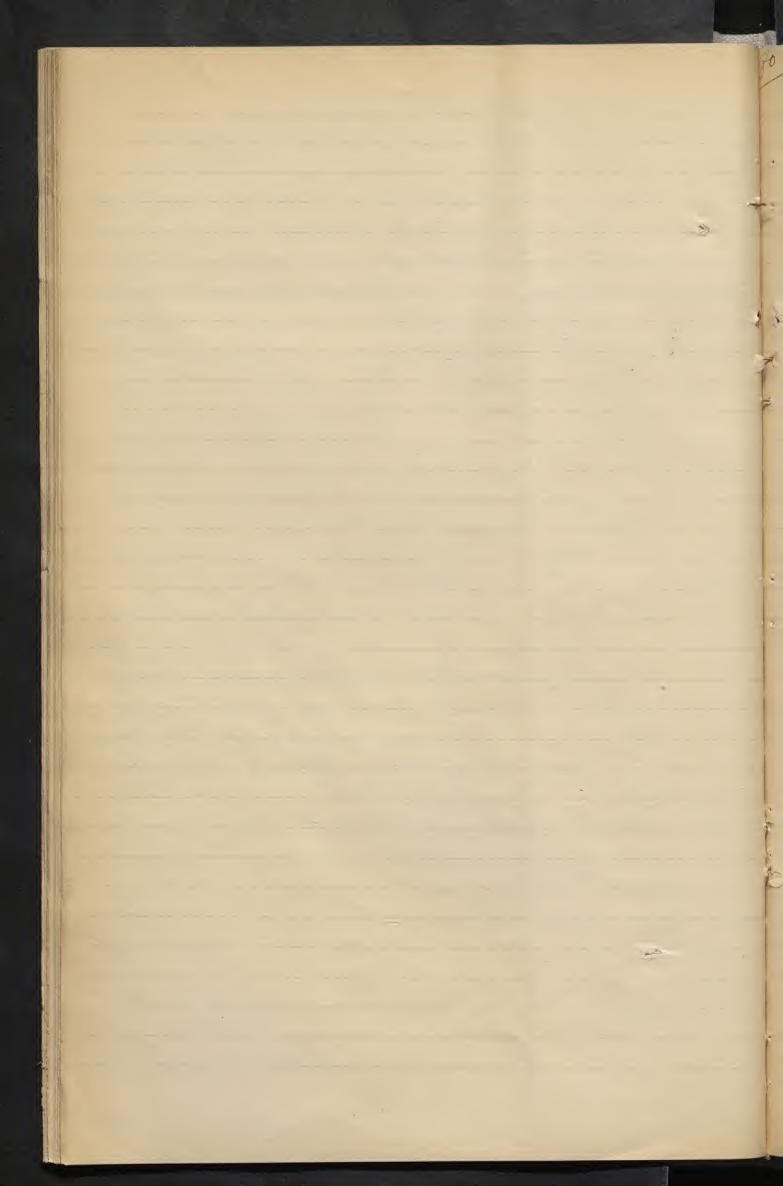
det subventions payees par l'hat

| Amies. | Confirem en captort me an 31 Occ. dech anner | Lubrentio paramin. | | Louise of the enverte Fart enverte Fart If de toi de 1880 |
|--------|--|-----------------------|--------------|---|
| 1884 | 157 | 10.763 | 10.763 | *)1 |
| 1889 | 3/4 | 100.284 | 11.1.027 | 1, |
| 1886 | 499 | 242-930 | 3/3. 9/7 | γ |
| 1887 | 811 | 813.979 | 1.167.936 | |
| 1888 | 933 | 1.128.118 | 2.296.094 | 7/ |
| 1889 | 1.469 | 1.721. 310 | 4.067.364 | y |
| 1890 | 1.560 | 2.083.191 | 6. 100 · SSS | 7/ |
| - 1841 | 1.756 | 2.273.194 | 1 8.373.749 | 1, |

on pent considerer d'après cela queles charges del bat pour les lignes d'interêt local affeir dront tongours, à pen dechoses pros, le maninny inscrit drens he loi. I 'enouver des tatlong pre' cédents montre eneffet que le trafic re l'amiliarepres, et rien ne fait presumer grilpusse s'amélières dans l'avenus. her progres immen ses réalisés tous les jours, dons les moyens delocomotion, turtout pour les petits parcours, afterisdrout turtout les lignes d'intérêt local, et déjà l'on voit selerer, à côté deaslignes Loisboot book subjentionnées, d'antres lignes d'intérêt prive qui parviennent à vivre sous sul vention - En tous cas, to bours l'avenir



certained Compagnies sout susceptibles de voir leurs bénéficet augmenter de facon à réclamer à l'état des tournes knows dre que celles correspondantes any orgagements contractes, cet avenir est fort loutain les confiderations appa raitrout encore mient prelifies to nous envirageous maintenant les résultats delaloi de 1880 en egard an developpement du réseau. Fruie dratement afres le vote delaloi, me certaine impulsions paris donnée à la construction des Chemins de fer d'intérêt local 4 ST Milametres fromt concèdes en 1882 hutenps danet seproduis it alors Rechiffre dereleva ensuite un penjowania a 693 kilometres en 1891. En tonne, one fin det 891- en Mans. 3. 47 hilometres donient été concèdes an titre dela loi de 1880; 314 concédés sous le re'guine de lu loi de 1861 étarent passes sons celles dela loi de 1880; pour 28 Milonnetres, beconcession était déchnez on abandona. Hresbait, en mot, 37 61 thilometres Sur lesquels 17/6 seulement étaient enexploitation-Pocci résumées en un tableau les dépenses moyennes d'établissement les Chemis de ferdinkeret bocal pour 1880,



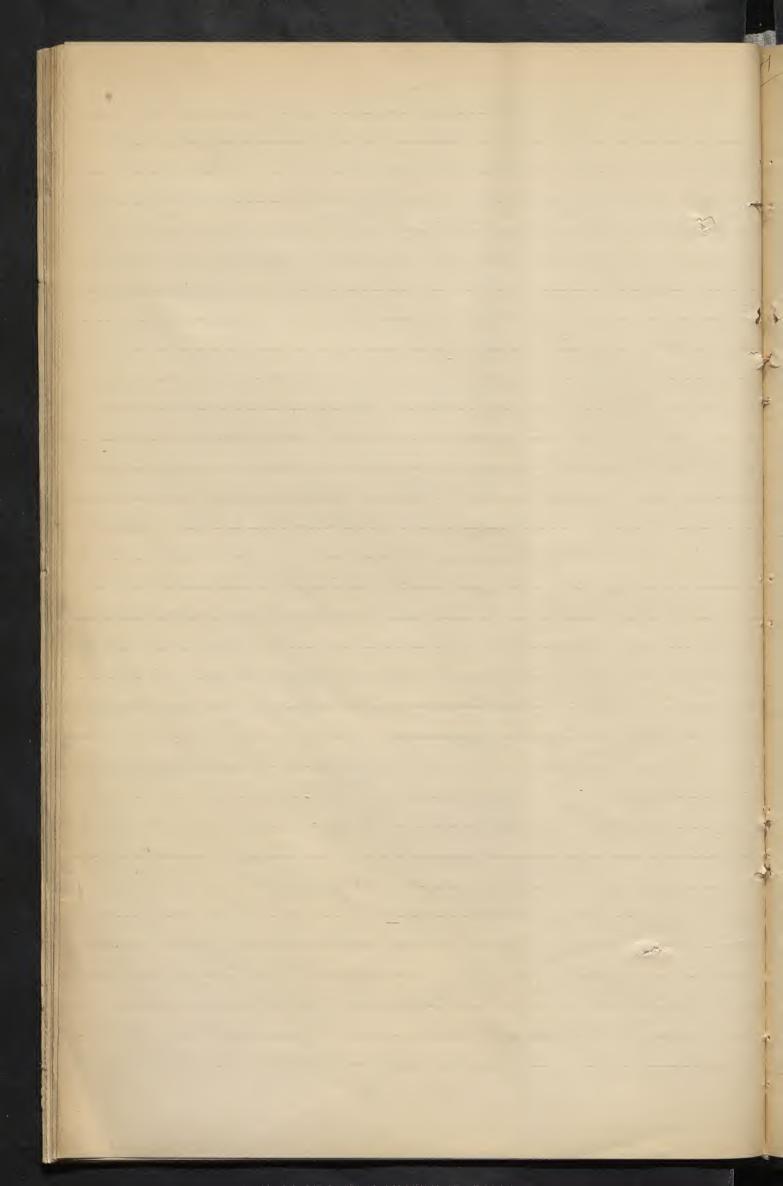
dermere année d'application de la loi de 1881, 1881, et ensuite après chaque untervalle de fans.

Année Congress dépense Milamétryne d'application l'application moyenne 1880 2189 151. 818

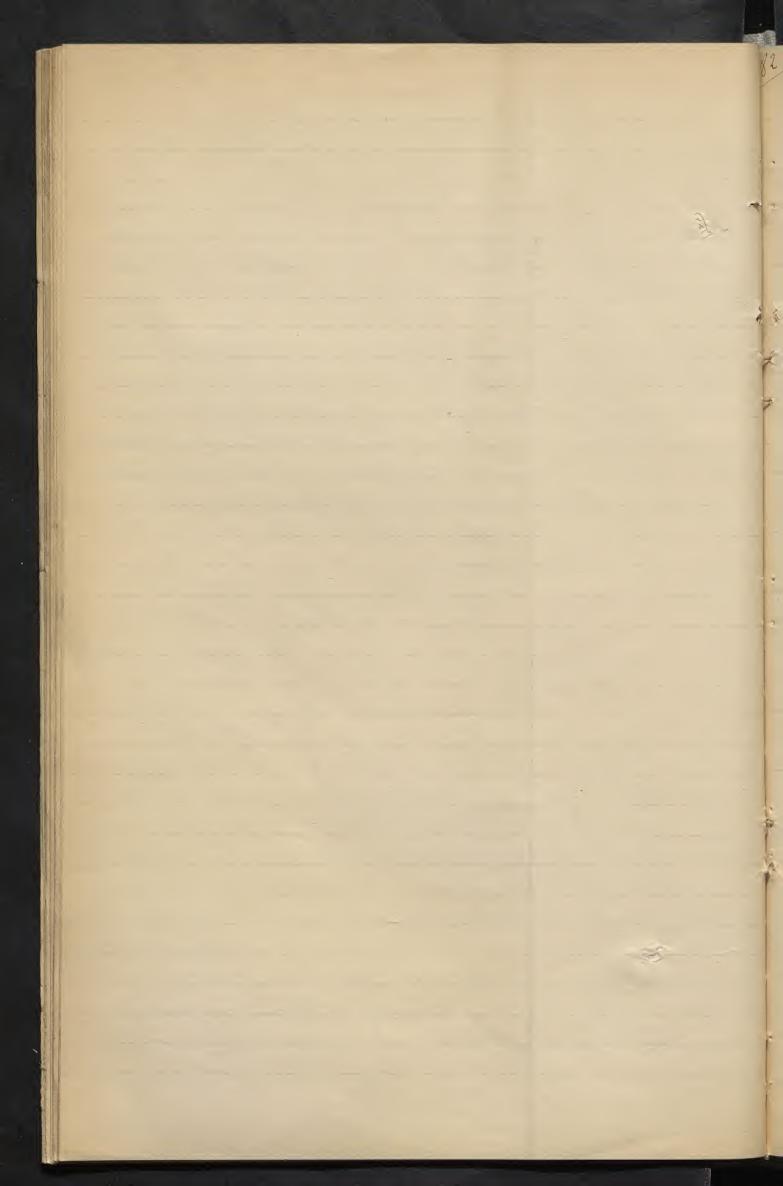
1880 2189 151. 818 1881 2112 151. 769 1886 1870 128, 214 1891 3275 110. 898

be 1876 å 1891 la dépense de construction a donc sensiblement drinnine. Eneffet le coût thilometrique moyen resont à 88.000 thous distens qu'il y a drins inne frois; nous ne voulons pas dire que chiftre ne prisse être abaisse d'une façon asses tensible four appringer cette rapsertions, nous avous recherché les lignes ayant coûté le plus cher, et lemons cher, et lemons avous mis en regier de du coût thilométrique la recette tilométrique.

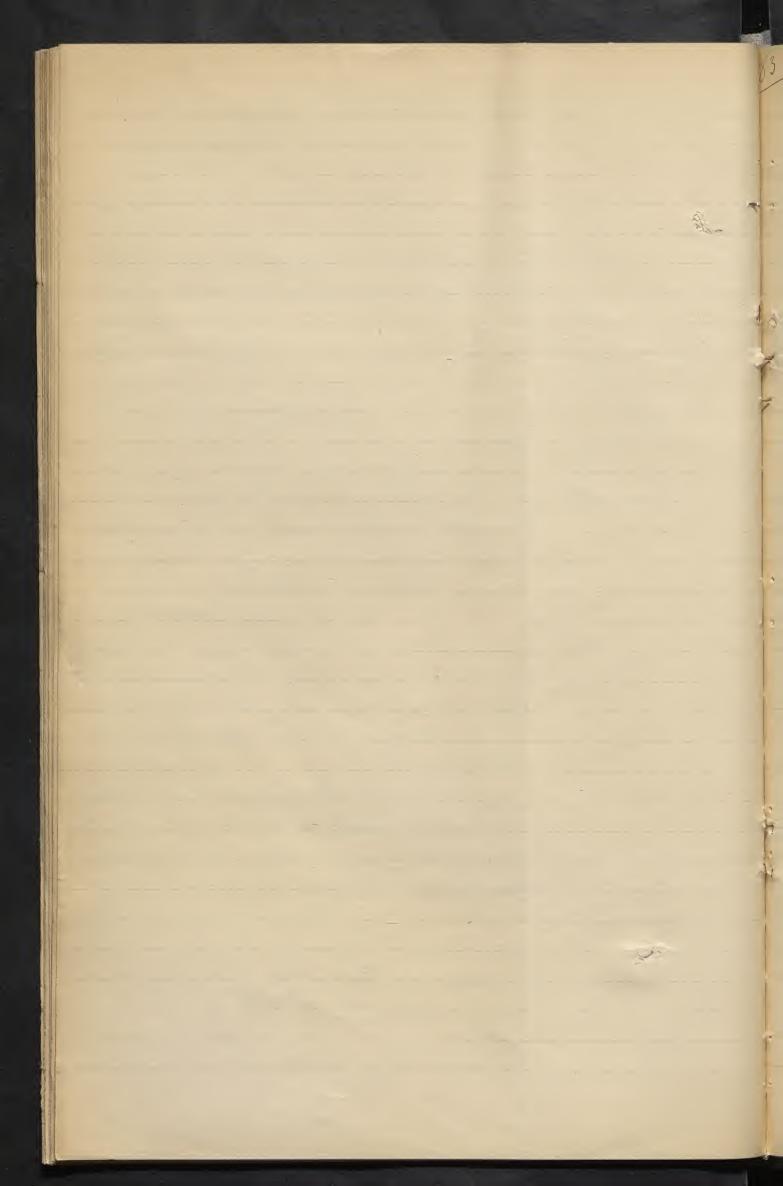
rignes les plus chères. departements Recette Wil Corit Kelom Ahone 161 000 6.832 Var 1/2.192 1.938 Porges 143. 333 12.842 House marne 130.137 J. 610 Levire et dise 126.000 2. 264



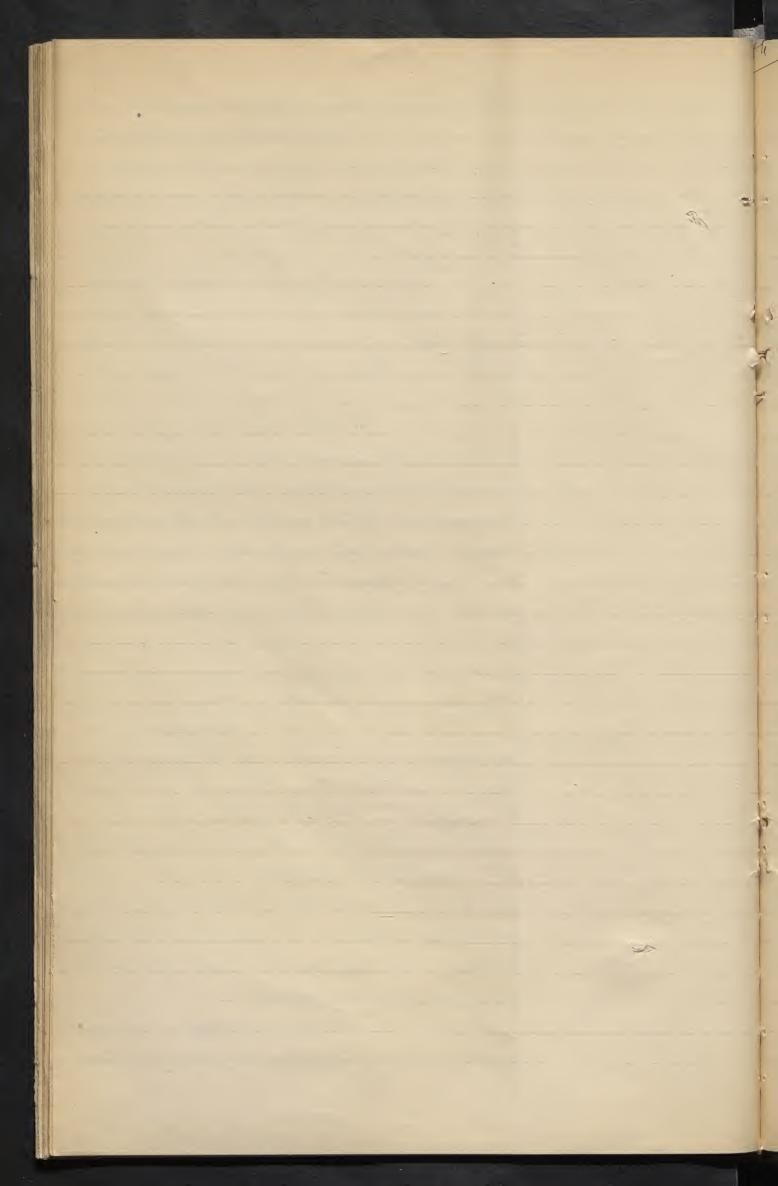
moring cheres rignes les Court Miloun-Reprartements Recet Mil -So. 184 Landes 2.279 Ludre et hoire 86.099 1.440 marne 17.111 1.163 darthe 2.690 17.447 Anome ligners a encore donné un produit met d'exploitation conorant les intérêts, et l'amortitsement du capital de premier chablissement. quetenes lignes sentement out donne un produit het of exploitation commant empartie les charges du capital de premier établistement. les lignes de llemain an Cratelet, et de Cantrai a Catellonles lignes de hyona Il pist, a Vangueray, et à normant Laliqued Etiral à Gerrones dereseau d'intérêt local de la gironde des l'ambes un plus grant nombre de lignes enting is very three meine convert levers depenses d'exploitation Cetout bereiseand niteret local del'Allier les Soucheson Rhône in tigned augordeine a hovilla Le Bourges à Dun sur assur de Judmont à l'insancourt de Kalognes a Barflern



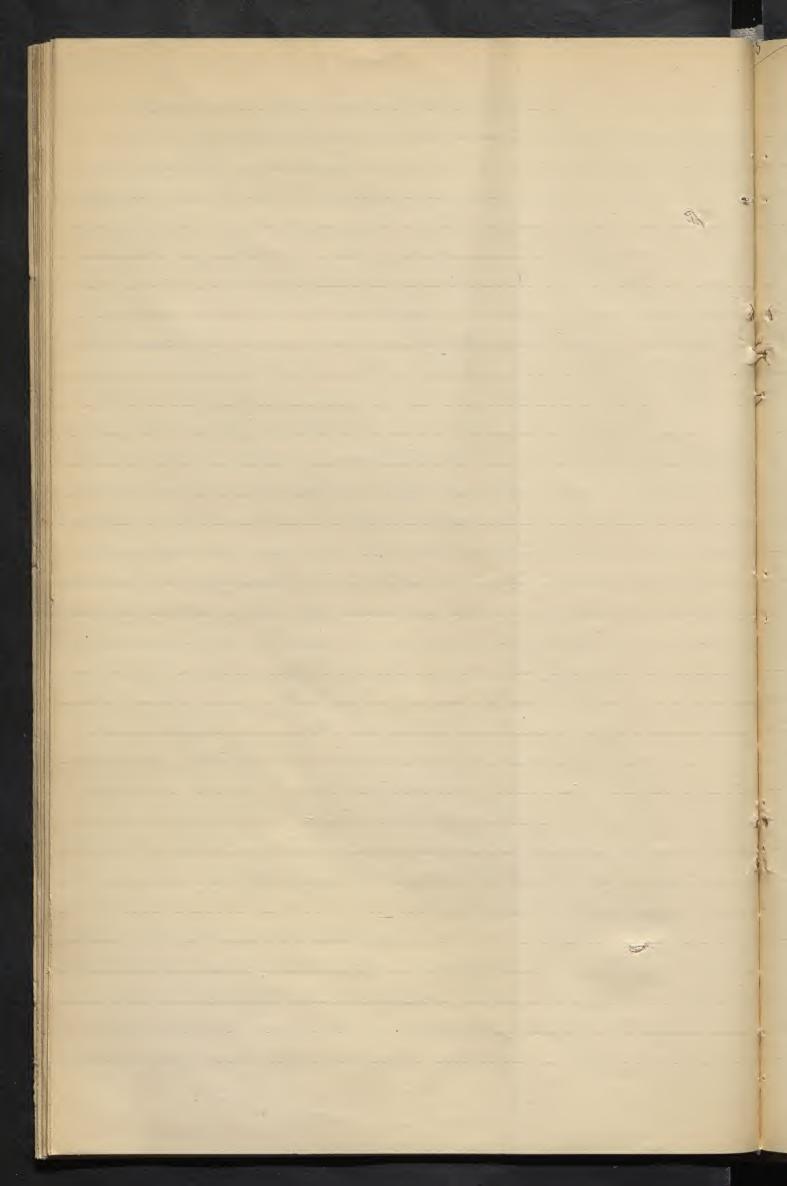
rodique d'estrée 1 Denis à hoissy _ '- de lergrat à Marringues et de Known tolvic de Valmondois d' Miarmes - - de Hycres a L' Naphael dela Noche à l'Fleson Lerein breseau d'intérêt local de la mense - - I Tribre et houre - - de Serne et marne - de la somme Comparons les résultats donnes parlaloi de 186/ avec con de lalvi de 1870- hour trouvous que sur 3 4 lignesplacées sous le régime de la for de 10 bf to accusarent des déficits d'en-ploitations tandiqu'il yen a the tous le régime de la loi de 1880. La dépende moyenne Kilometrique or exploitation pourum recettede l'our à 3.000 est, pour les tignes places sons ha loi de 186/ eta 2. /00 - environ efform les lignes placées souscelle de quittons maintenant la trance, pour faire ces mêmes recher ches à l'etranger, etici synthetisons encore les résultats obtenus. Bendrant les l'dernières années en Allemagne, le prin de revient moyen du Mibornetre flour les lignes a voie normale & até de 77. 870: et en home de 140 Soo! pour les lignes à voies det mêtre de 36.06gen Belgignede fg. 840 t en



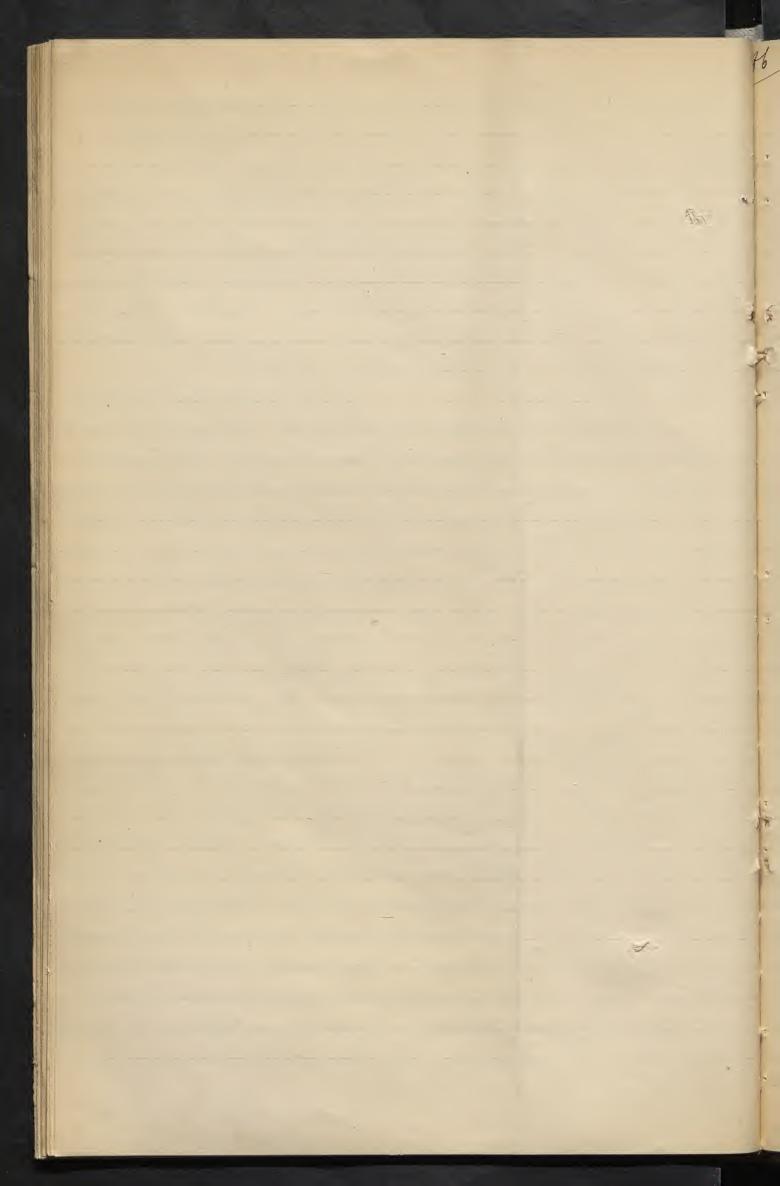
Allemagnes et de 76.724 en hause -. L'aploitation a donne un produit met møyende stot pour les ligites à voie normale entrances handis que ce produit atteignait 3. No : en Alleringue -Tourles lignes à voie etroite de truêtre, leproduit met moyen atteigræit 1640 - en Allemagnes 10 80 - en Belgipu thousings cutronce nous tronsons in déficit de 17/ 1-Cet chiffres, groigne I une lecture fort peu agrévibles devoient ce persent être fournes. He nous out montré que la loi de 1870 étant fort onérense pour l'état, et qu'inoutre les résultats dutrafic étaient tout à paitinsuff. fants- grefant il errouchere? grela loi de 1'870 est viciente dans son estence, on qu'elle a che mal appliqué, i'est ce que nous allows rechercher's 2 opposition est souvent grande entre les lour des charges del Etat etdes depontements, et l'insuffisance du trafic d'une port et, d'antre part, la situation prospère des Compagnies Concessionnaires. Telle Compagnie a på depris 1880 realier plus de S. 600 von: de benefices, alors que les intrif firmues a la charge des contribuables depossarent gunllions. Cette opposition, croyous mons, est la conséguence du système des



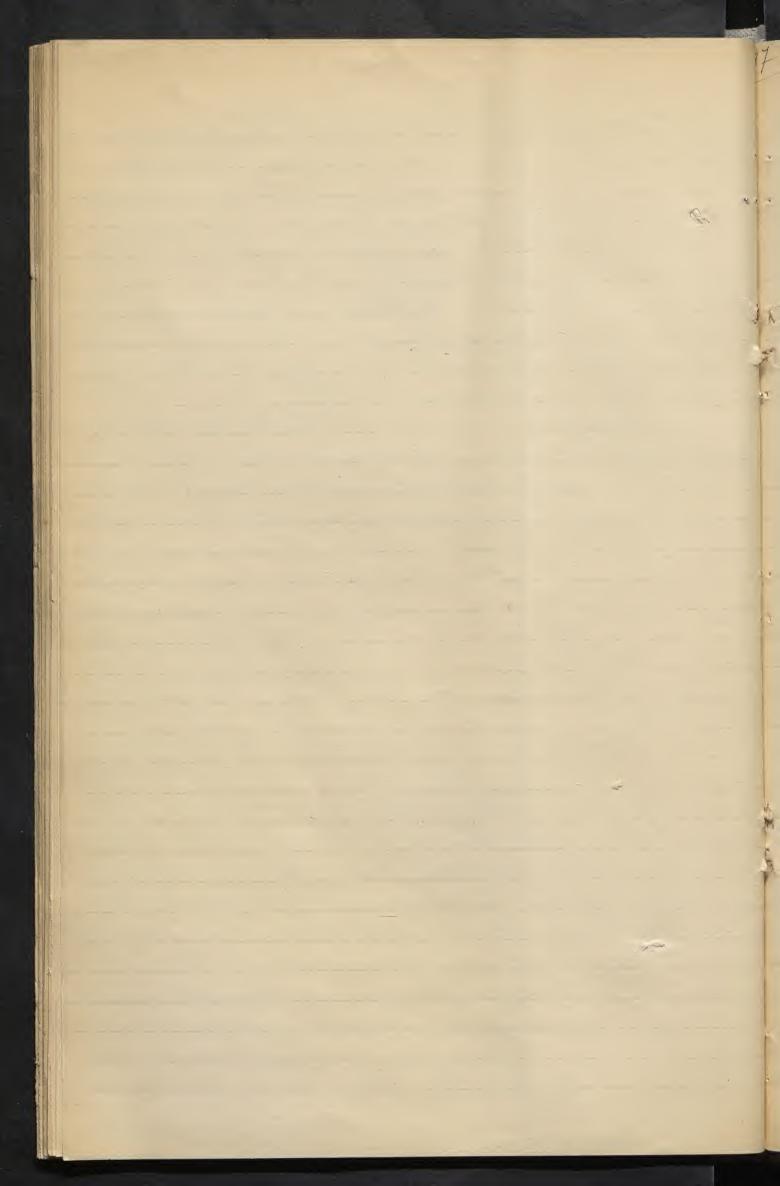
forfaits, tysteine gui a entraîné des conséguences déplorables. Comment I about les Départements out ils en l'idée tadopter le forfort - Els yout ête amenés prime considération hen simple qui devoit fatilement se presenter a leve exprit, issue grælle était dela disposition de la lui de 1880 qui substituals le système de la garantie i celui de la subvention fine -(meffet, les llépartements, inquiets de l'iscertifiede qui allait planer déspussais fur les dépendes de constructions, outern promer dans l'offre dun forfait parle Concessionssire me garantie Insprimant Aout aléa- and solution a été la même encefui concerne les dépenses it emploite trons, groige amenée par des motifs différents meffet, avec le système de la garantie d'intérêts, les bépartements albaient avoir g'exercer un contrôle minutient sur les dépenses des Chemins defer d'intérêt local, etceci lem somiait pen- tusti out ils considére que le système le plus simple, ette meilleur terait de faire un forfact d'exploitation qui relaissithlus a lem charge qu'une simple révisions reintures. malherrentement, la siin. plification, bien loin de constituer un idéal, né dom a que de graves mécomples. Evento abord, les forfrits deconstruction bren louis d'amerier une e'consumie condrisent



nécessairement à une augmentation sensible dans les dépenses. Eneffet, le concessionnaire a sont interêt q majorer les devis, le paçon à coursi le moint de risques postible, etpuis, une for le farfilit accepte, à économiser le plus gy'd peut sur les devis, sur leprin deprevient des travang, Lucleurs condifions d'enécutions enfin sur la qualité des matérians employés. hour posons en priscipe gredante forfait ily a toryour's meter den parties leses. Eneffet, les entrepreneurs me se soncrent pois de dépender ing origent in while pour sommettre un projet complet, givi seul pour ait e chairer les Firgenieurs réprésentant le lépartement. Dephis, ces mêmes ingeneurs ne perment avoir en la matière, le comp d'oeil qu'un longue pratique donne our représentants des Compagnies - La partie lesce, est donc ici le Départementence qui concerner en denjeme liens les forfaits d'enploitation les inconvenients me sont pas maintres, cette combinaison ayant pour consequence d'incôtes le concessionnaire à éviler l'angmentation du trafic. meffet, tantin le mining n'est pas atteint, soule any mentation des recettes entraîne une diminition également correspondante det sommes payées au tipre de la garante ensortequeles sommes perenes par le



concessionnaire restent constantes quelyne soit la recette. Par contres ses frais angmentent nécestairement avec la recette can letrafic se développant, el his fant plus de trains, de matériels depersonnel. Les haremes forfaitaires dont word renous de voir les incorrements sont anec minimy, on pent en établir égale. went tous minimy. delui de 1800, etvel là une des raisons qui out souvent pour le le gis lateur (comme nous le neurons plus lois ja en demander la rentron, o le grave inconvenient d'employer les demers publics aver une magnarismite gen n'existait pas tous l'empire dela loi de 1861. me ffet, le législateur de 1880 endécidant que la gravantie tel Etal poursit t'élèver pusqu'à 400.000 - par lipartement, I'exposail à mettre annuel lement le bridget dons l'abligation de Aufforter un jour une déprense de 3/ millions alors qu'on roat limité à 6 millions dans la loi antérieure le manimum des subventions à payer. de fonctionnement de la loi de 1800 h'entrouve pas senlement les tari fices les plus vivereng pour l'htat-lu effettes charges queles bepartements sup partent, ducket de la garianties Le sont élèreis en 1891 à 4.874.022 t soit 2,123 par Kilometre exploiting excomme dy appris de



Hoo kilometres delignes conseidées, qui nesont pas eneme construit, on voit combien lem achérement obèrera les finances locales. Vent on, duceste, quelques exemples des charges guese tout imposées les conseils généraine qui out use leplus largement de la loi des 870? Enfans, de 1877 à 1891, pour 271 Kilometres, celui des Gonches du Rhone: 2.733. oout pour 133 Rilometres; celui des Alonetres; celui des Alonetres; celui des Alonetres;

tout, nous renous dele voir, les viconréments qui résultent de la loi de 1880hous croyous qu'ils tremsent plutôt à
la mamère dont elle a été appliquée, qu'i
tes dispositions. Nous reconnaissons cepensant que parmis elles un certain
nombre étaient concres dons un tens
tel queles résultats devoirent malhenrensement se ressentir dece qu' elles
présent orient de trop hardi, an nœme
trensent orient de trop hardi, an nœme

Thous devous dire pour être complets:

que la loi de 1880 gravoyant en son

article 16 un règlement qui est intervenu
le 20 mars 1882. Il détermine : la fination

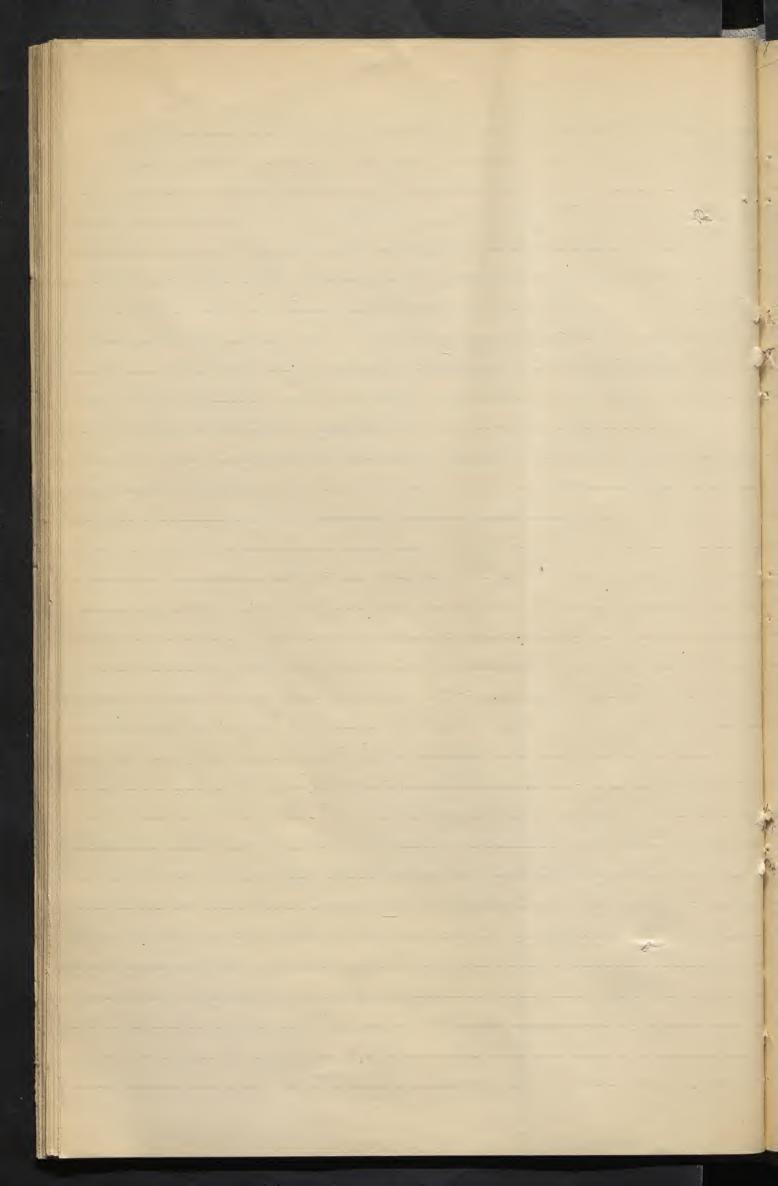
du capital de premier établissements les

pières que le comptes qu'il doit lui tommettre

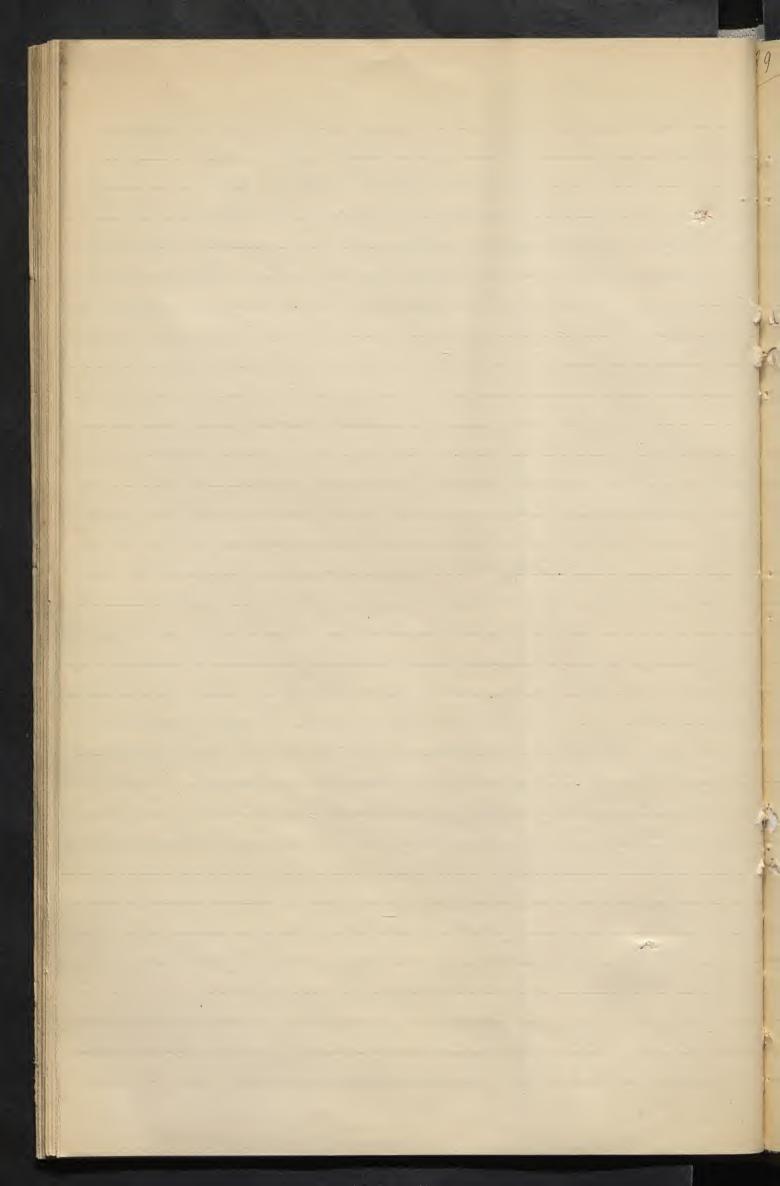
an préfet, les comptes qu'il doit lui tommettre.

l'article 12 deérde que a si la subvention

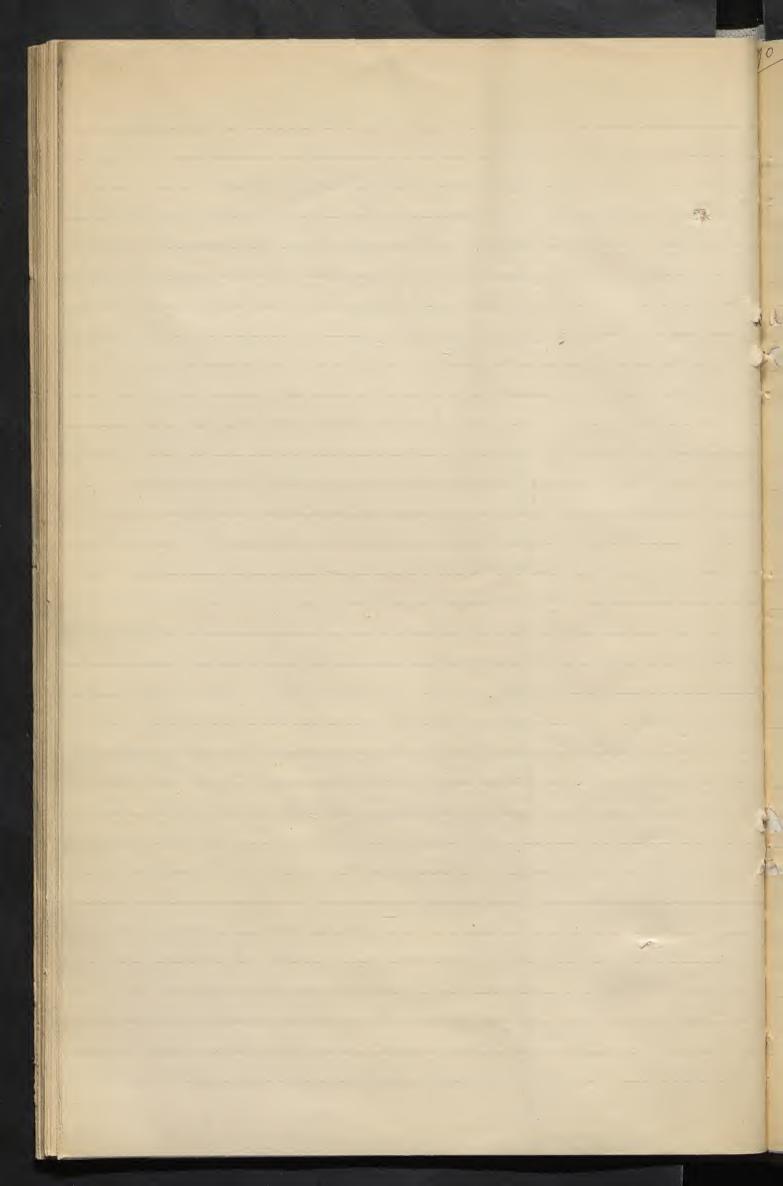
est donnée prenle sépartement, on la



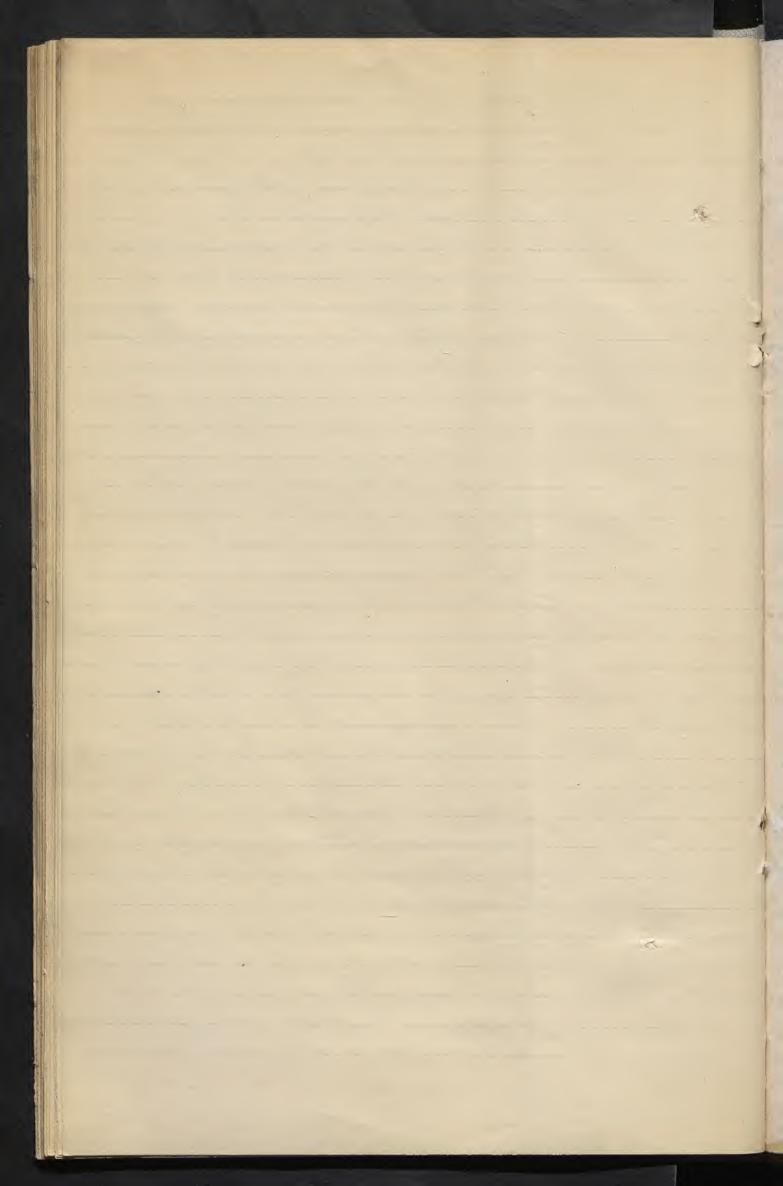
Comme en capital, terrains, travary, an som toute on the forme que celle d'an. mités, elle est évalure et transformée enaminée au tong de 4% - infri, une circulaire du 26 Leptembre 1887 est venue rappeler expréciser les conditions draw lesquelles l'Etret peut subventione les Chemins de fer d'intérêt local ie gouvernements le conteil Mhat, les Chambres de sont einest del'état de choses que nous venous te fracer- une rejection d'est produite contre balvi det 180 gu'vn a songé å reviser - une Commission (don't nous avons dejor parli) Jut instituée le 20 Novembre 1889; le Conteil PEtat examina tes travay. hu projetdelsi fut déposé turle Bureau de delse Chambre par monsieur yves guyob Musistre des travay Publics. Unrapport tres developpe futridige for her Cochery malhemensement, le projet ne put être vode avant læfin dela législature, et devint par conséquent cadric. le 24 Févir 1894, un nouveau projet de loi fret présente purle minis the des browning dublics, hur Journant le projet n'a pas pour but de détruire dans leur intégralité les dispositions de la loi de 1880, mois de modifier celles pour lesquelles une revision 1'unposait. I on peut grouper les réformes que le ministre propose d'accomplir anton des trois points trivants:



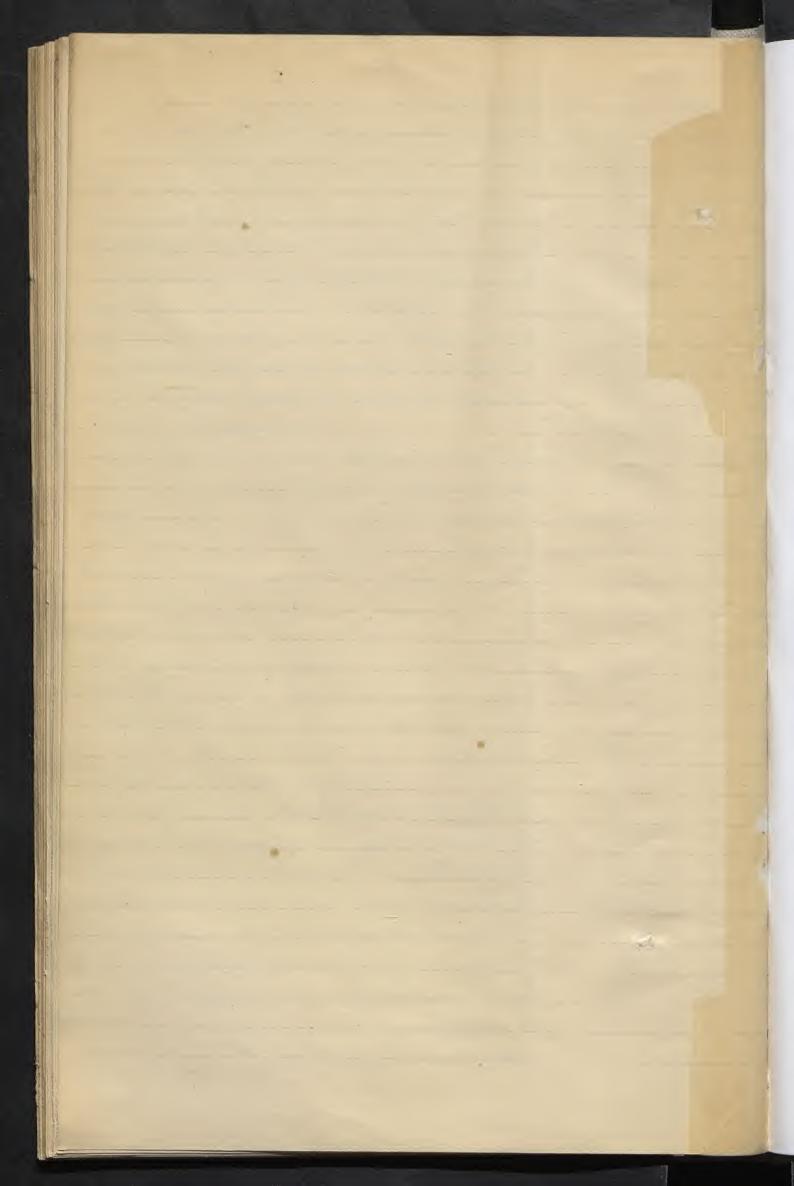
12 h'Etat pent donner to subvention dutrement que par amerites. Me formant critique en effet ce mote de concorhos-Here'gine dels grantie d'intèrête, dit-il, a peut être très déjendable lors qu'il a pour but de mettre une enfre prite, don't avenir est assure, a l'aleri des difficultés qui résulteraient temporois. rement pour elle del'extension qu'elle consent à donner à toures eaux donné un interest public. même dans ce cas, il offre de sérieur dangers, tides mécomples imprévus risquent de transformer les garanties, qu'ou croyont devoir être temporaires, en un régime définitif de subventions, remont le dividende des actions aires independant des répultant del'exploitertion. Applique'n des entreprises qui, même dans les hypothèses les plus optimistes, repensent famois cetter de faire appel on concours des deniers public ce regnine peut aisensent donne heis any graves inconvenients qui out ete signieles menites fois dans le sein dutarlement à l'occasions des Chemins de fer algerieus, et des reseaug secondaires de ha metropoles, -En four cas, leconcours de l'étatue pent pouler l'allocation ac corbie au Concestionnoire au dela de ægni est ne cessaire hom rémmerer, et amorter for capital is us tong detornine (celui dela rente française) pris en



précédé la tignostire de la convention, at arremente des ! 6/. Le meximy dela garantie est de fort par Kilometre. l'a durie de la subvention est limite à un maximy de bo années -20 radenjeme modification concerne la constitution en capital des frantés. reprojet exige que le concestionmarie Inboienne an moyen de son caprofal actions à une parfie des dépenses Tétablistement qui me peut être inférieure an quart de ces dépenses quans elles me depressent pas 40.000 - par Kilometre, et dans le cas contrave à 10.000, plus le huitreme de la portion de la dépense encévout 40.000: De plus, le montant des obligations emises repent en ancun cas, déplasser le double du capital actions. 30 Eure qui concerne les dispositions rebatives an régime de construction, et I caploitation le projet du gouvernement est moris absolu greedling in a eté élaboré en Conseil d'Etat- et qui de'claraitquele capital depremier établis. Toment reporrount foire l'objet d'un forfait. Hyavait la, a nothe avis, me solution und peu trop radicale. Austi croyous nous queM'- Jours art a en rouson en limitant Turkendiction duforfait an cost on leaves cettionnaire deminade une garantie com plete pour toutes les dépenses d'établissement.

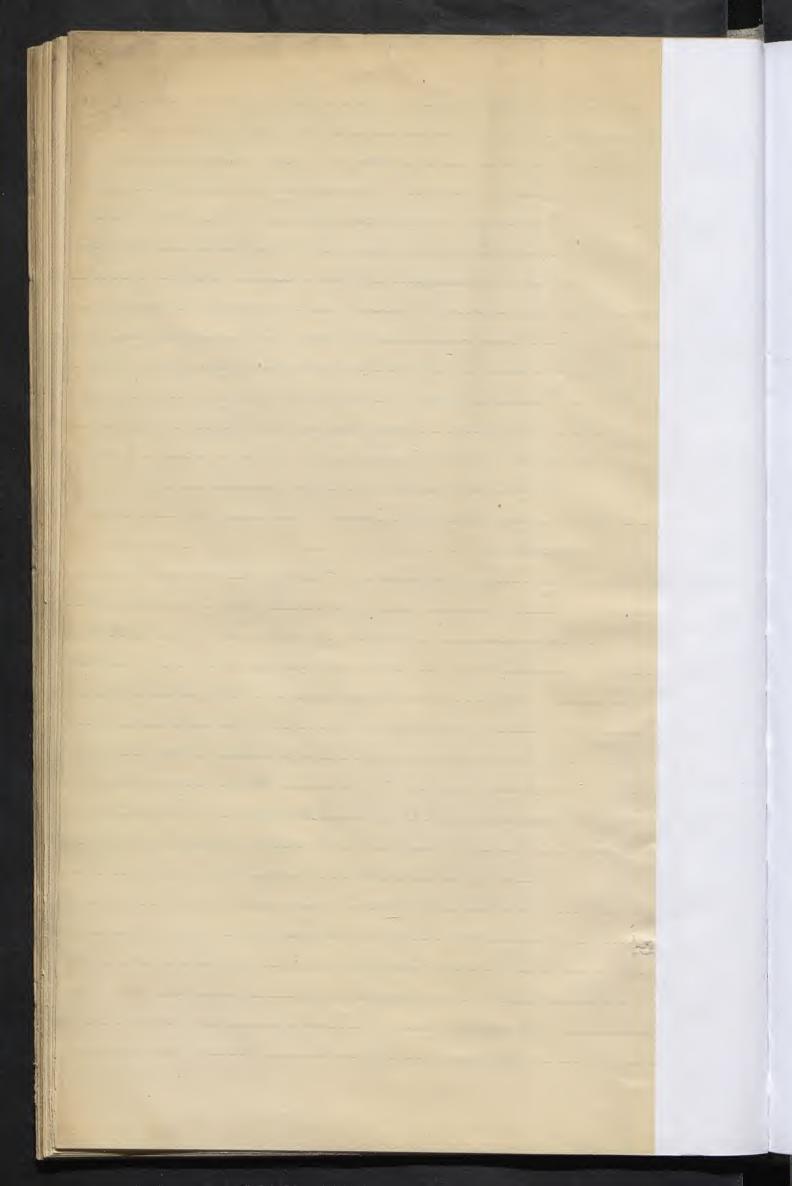


na vaison errest que, prisqu'ilmerent courir ancun risques il ne saurait être admis a réaliser un benefice - D'autre part, ce qui fait que sous optons en favem de cetterisposition du projet, c'est ques maljé les inconvenients que nous avons tigmales, les forfaits, admis drans me certaine mesures presentent l'avantage d'inciter le concessionnaire à économiser, et de supprimer les formalités de contrôle, forivent délicates chonèrenses. defrøjet que nons. venous d'ansilyter nous temble sonner tatisfaction any interests enprésence - en effet, I un côté, il eurage les dépenses chagines anguelles a trop souvent donné lien Le création des Chemins de fer d'intérêt local, création qui n'était pratifice la phypart du temps que par des motifs de the culation trontense, et, I'm autre côle, il barile tubsither encore attez d'avan Lages pour encourager des entreprises terrentes. Et maintenant, fairant abstraction des tentes législatifs, des différentes critiques anyquelles ils out donné hen Ades remedes qui out été proposes, elevous nous à des considérations plus génerales, et demandous, nous ce qu'il fantpenser des Chemins de l'er tinté det locals ce quel'uitéret public peut trouver d'avantagen, ou au controire de muible dans leur developpement.

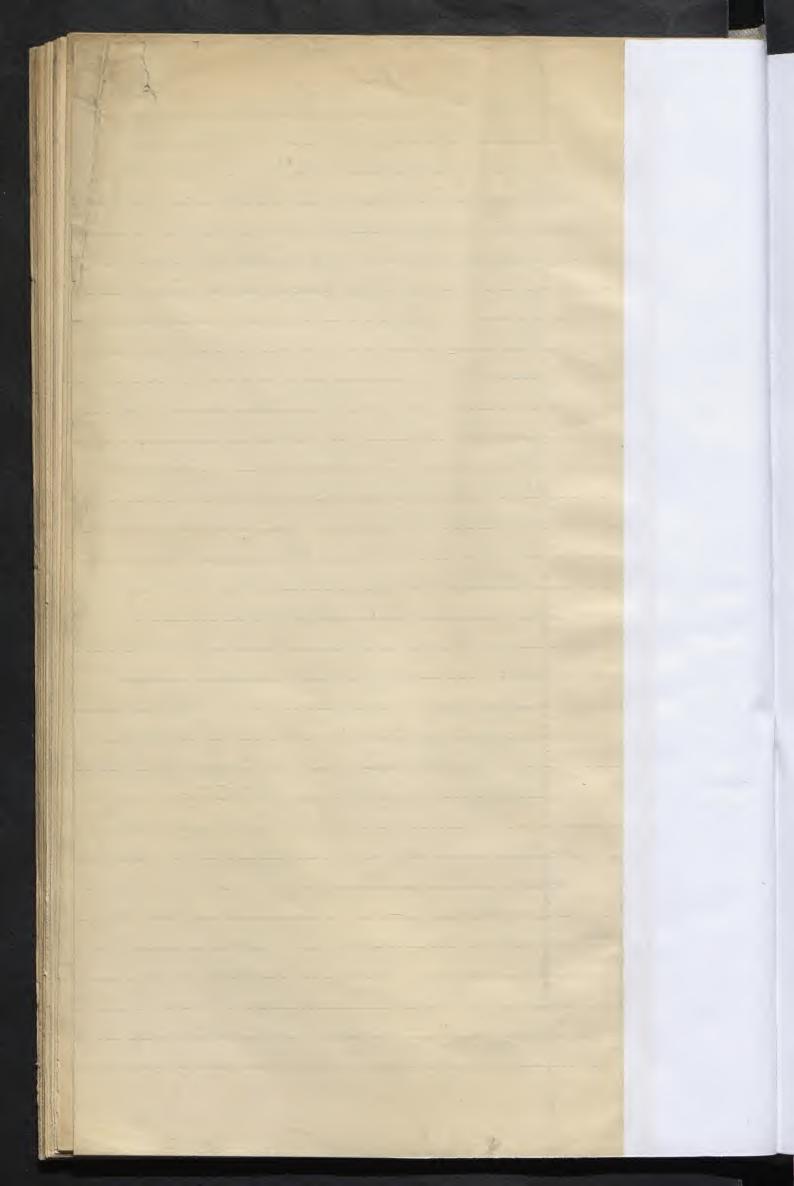


The question pourrait pravaitre tranchée don't le seus decette denjeure alternatives étant donné que, dans le cours dece fravail, nous avous montre les charges excessives que l'Ital, les dépar Lensents et les Commerces Aupportent drifvit deces chargins de fer, meis, untre que ces charges nous paraissent deoxir diminuer oved me règlementation meit leure, il ne fant pas oublier gu'à côle deces trois intérêts, il yen a un grie les prine tous, nous boulous parler del'intérêt general- Et bien nous son henous qu'il est directement inféresse an développement du réseau d'intérêt local-

four appricier les effets d'une lique secondaire au point de vue de l'utilité generales il fait mettre en regard les depenses qu'elle entraîne, d'abord, soms donte, som kenefice net d'enploitation, Juis, d'antre part, l'anguentation de beriefice met gu'elle apporter l'ensemble detreierang, et enfin les avantages directs, on indirects products parle trafic crie tur ser vails, ette trafic supplementaire gricle provoque sur les antres rouls et qui neteratifier ne sous elle drees amentages repensent frine dedonkepour personne his Chemins deferdinteret local out en effet comme contéguence d'amerer une éco nomie dans le prin des transports, d'offrie derrombrenf déboucher n' des produits greves



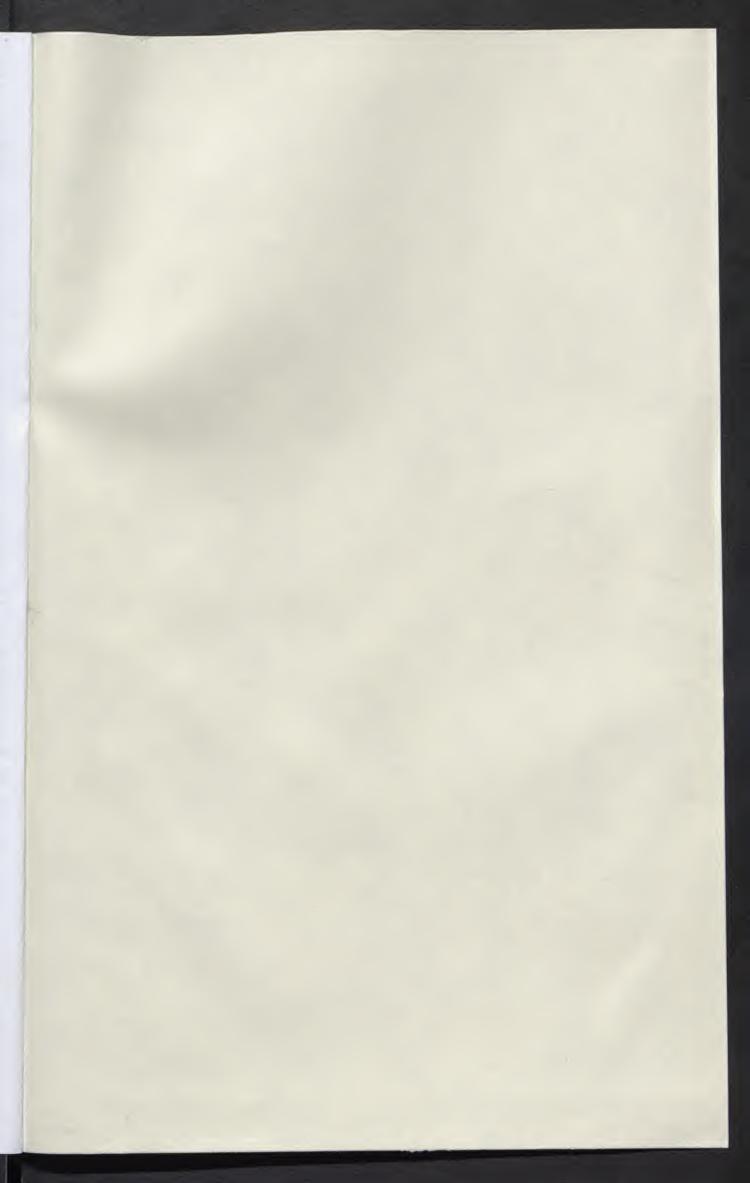
Juguela de brais de choursi en armes, et réservés à une consommation bearles de remore possible l'établissement d'industries utilisant des ressources maturelles on la main I serve proque la sans emploi- tussi appromones non ce quevis sit he gres guyot dans un discours officiel a Lightly fois on a trouve' lours les tacrifices decertains départements pour les Chemins de fer d'intérêt local, comme on aquelquefois trouve lourds les tacrifices del'Etres pour certaines lignes dontés gal, l'affirme qu'éxistemment fontes les Mignes de Cherriers de ferdintérêt genéral sulocal, provofuont un monvein direloppement del'industrie, anymentent haprospérité dupays qu'elles des terrents appellent de nouvelles activités, et de nouvelles initiations, et que par consignents alors meine grid y ann certoin déchet, alors que les bridgets sont en déficit, que cet lignes dechemins defer paraistent être empelles elles sout pour la prosperate générale dupons in profitet un progres " done interesse andereloppement our retean d'intérêt local, et let virtérêt neva pos forcement à l'encoutre decelus des frisduces publiques, car font avoir l'en Thousiasme des premiers toudateurs de ceretering som en attembre des recettes magnifiques, nous croyons, qu'avec le temps, toutes cespetites lignes, so l'on

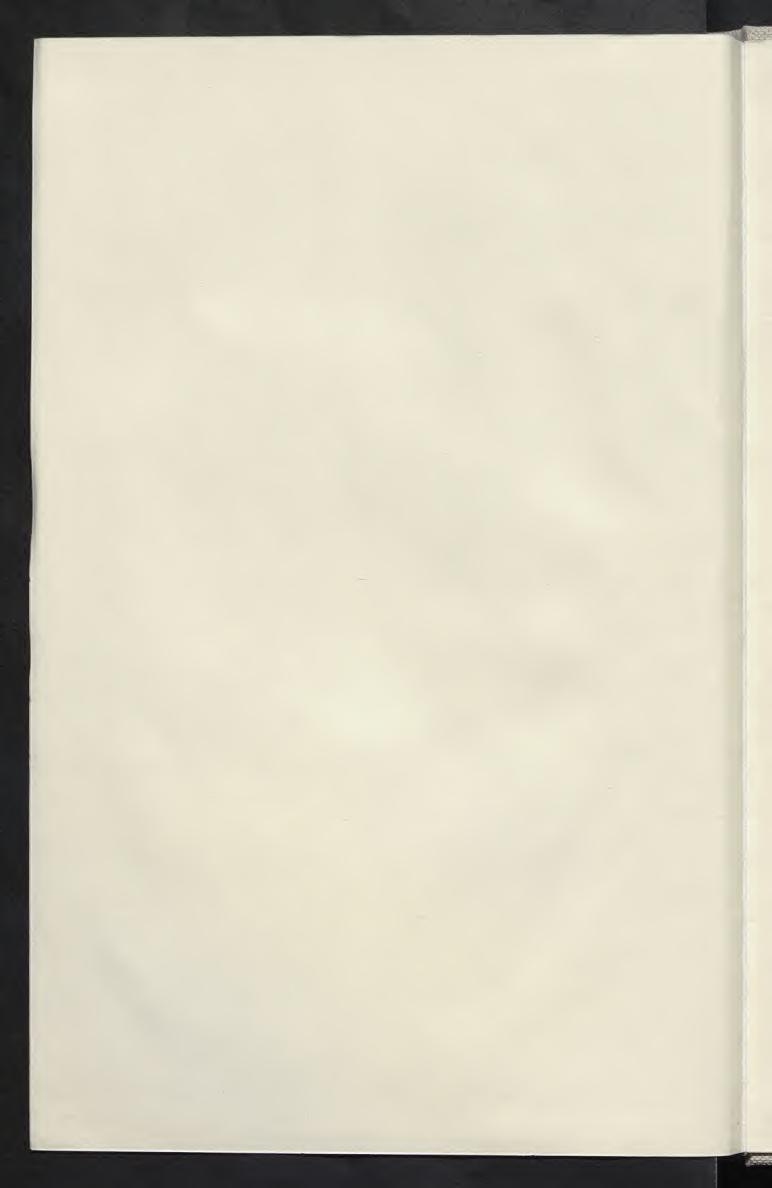


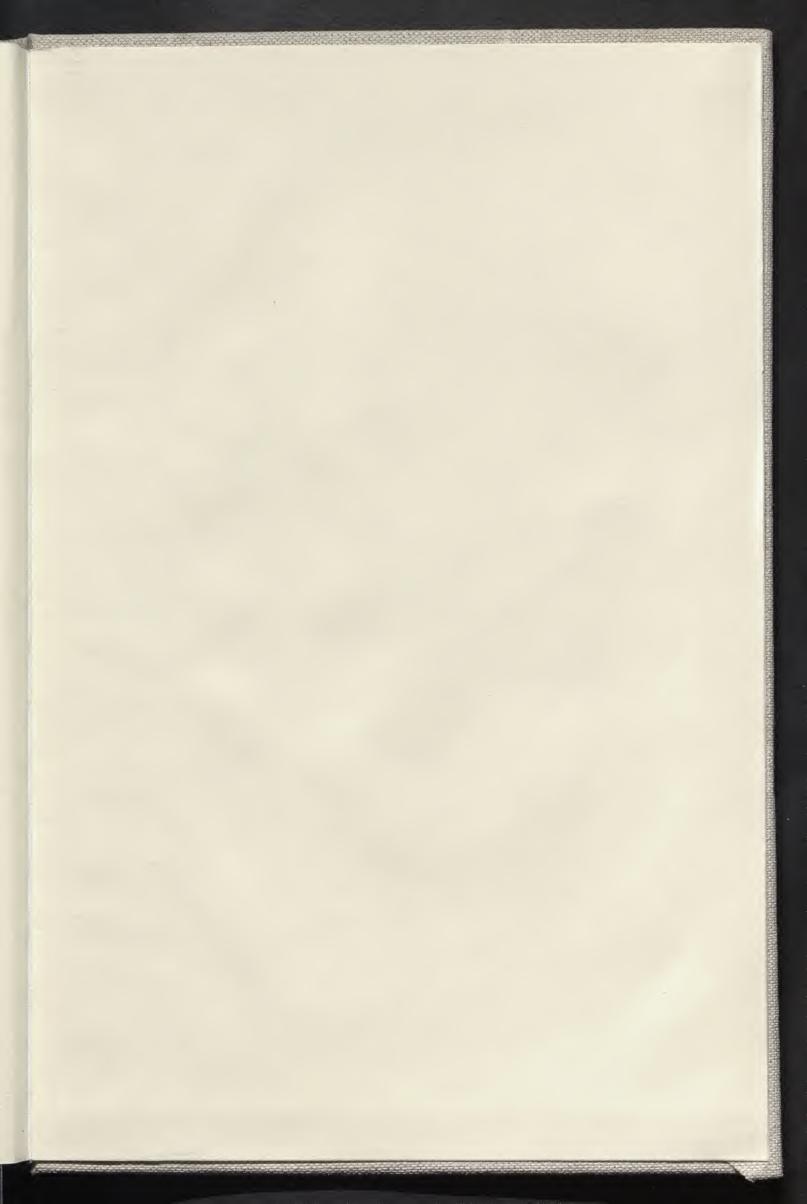
n'enabuse pas enles développant à l'encès ponorant donner une certaine rénumération. Elle sera lente à venir elle n'etteris dra pas avant longtemps l'in-terêt nominal des capitans engages; mais enfin cette senore n'est pas frappei pour tonjours d'une complete improduction pecuniaire.

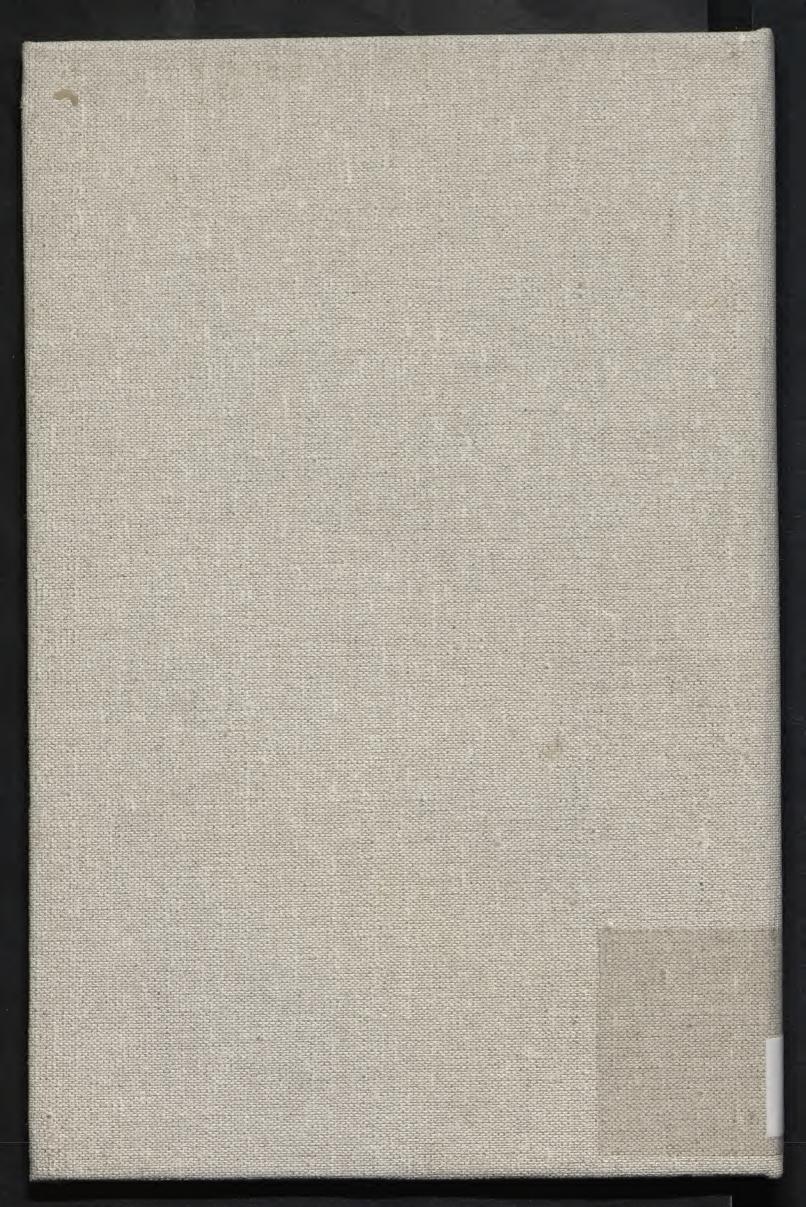














THE PARTY OF THE P

THE RESIDENCE AND ASSESSMENT OF THE PROPERTY O

A STANDARD OF THE PROPERTY OF